



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

ARCHIVES
NATIONALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAPPORT ANNUEL

20

24

SOMMAIRE

NOTRE ANNÉE	3
-------------------	---

CHIFFRES CLÉS	4
---------------------	---

ENRICHISSEMENT ET TRAITEMENT DES FONDS ET COLLECTIONS	5
--	---

Enrichissements des fonds et collections..... 6

Archives publiques: entrées remarquables, par fonction et par domaine d'action des services producteurs.....	6
Archives privées.....	9
Achats remarquables.....	10
Bibliothèque	12
Musée.....	12

Traitement intellectuel (classement, indexation, référentiels...)..... 13

Description des fonds et collections.....	13
Référentiels.....	18
Qualité des données	18
Projets participatifs et collaboratifs	19

Préservation matérielle des fonds et collections 21 |

Supports traditionnels	21
Restauration et préservation des archives audiovisuelles.....	29
Pérennisation des archives nativement numériques.....	30

OUVERTURE DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE AUX PUBLICS	31
---	----

Relations avec les usagers 32 |

Accès aux documents 34 |

Consultations en salles de lecture	34
Demandes de recherche et de reproduction à distance.....	38
Accès par dérogation et autorisation.....	39
Déclassifications.....	42
Communications administratives	43

Diffuser sur Internet..... 44 |

Salle de lecture virtuelle (SLV) et site web.....	44
Réseaux sociaux.....	46

Programmation scientifique culturelle et artistique 46 |

Expositions.....	47
Archives hors les murs.....	50
Journées d'étude, colloques.....	51
Programmation artistique.....	51

Éducation artistique et culturelle et à la citoyenneté 55 |

Les Suppliques au théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis	55
Les Archives, lieu de partage des émotions	55

Archives et mémoire 56 |

Communication et publications..... 57 |

Publications	57
Données ouvertes	57
Communication média.....	58
Productions vidéos.....	58

Monuments historiques et décors 60 |

RECHERCHE ET INNOVATION..... 61 |

Recherche, développement, innovation 62 |

Activités du « Lab des Archives »	62
SIMARA.....	62

Autres projets scientifiques 63 |

ANR	63
Consortiums de recherche	63
Autres	64

Partage d'expertises..... 65 |

Formations aux métiers des archives et du patrimoine.....	65
Stage technique international (STIA).....	66
Actions à l'international.....	66
Accueil de délégations	66

DES MOYENS AU SERVICE DES MISSIONS DES ARCHIVES NATIONALES 67 |

Ressources humaines 68 |

Effectifs	68
Accompagnement des agents (formation, médecine de prévention).....	70
Dialogue social.....	70

Affaires financières et juridiques 70 |

Budget	70
Service juridique.....	72
Mécénat	72

Gestion immobilière et logistique 73 |

Schéma pluriannuel de stratégie immobilière	73
Travaux sous maîtrise d'ouvrage Archives nationales ...	73
Travaux sous maîtrise d'ouvrage déléguée de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (OPPIC)	76

Sobriété énergétique 79 |

Sécurité et sûreté des sites 80 |

Site de Paris	80
Site de Pierrefitte-sur-Seine	81
Site de Fontainebleau.....	82

Systèmes d'information..... 82 |

Système d'information archivistique	82
Assistance aux utilisateurs, projets techniques.....	82

ANNEXES 83 |

NOTRE ANNÉE

Sous la responsabilité de Bruno Ricard, directeur des Archives nationales jusqu'au 2 février 2025, l'année 2024 a été riche en travaux et projets.

Année olympique, la flamme est passée au cœur du site pierrefittois des Archives nationales, et ces dernières ont été largement partie prenante des manifestations culturelles liées à l'accueil des Jeux : avec *(Re)jouer ! (Re)play ! 100 ans de Jeux olympiques en France et A vos marques... Prêts ? Cherchez !* et les photographies en noir et blanc de sportifs sous la colonnade de Soubise, tout en ouvrant la collecte aux champs des archives du sport.

228 000 visiteurs pour les quatre expositions traditionnelles de l'année : *Sacrilège ! l'État, les religions et le sacré ; Made in France. Une histoire du textile*, et les deux expositions dossiers du cycle *Les Remarquables* : le discours de Simone Veil en 1974 (inaugurée le jour même, 8 mars 2025, du scellement place Vendôme de la loi inscrivant dans la Constitution la liberté ouverte aux femmes de recourir à l'avortement) et le *contrat de construction de la tour Eiffel de 1887*. Ces expositions ont été accompagnées de conférences, voire de journées d'étude. 316 documents ont été prêtés à des expositions extérieures, dont une lettre à Philippe le Bel, empruntée par la Mongolie.

3 136 mètres linéaires d'archives nouvelles, dont 622 d'archives privées, sont entrés, portant à 391 le total des mètres linéaires d'archives patrimoniales sous la garde des Archives nationales. Il faut y ajouter 9 téraoctets d'archives nativement électroniques (pour un total de 127 téraoctets). Sont donc désormais conservées aux Archives nationales les archives de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda, les archives de Michel Charasse, les archives du Bureau central des cultes au ministère de l'Intérieur, des fonds de l'Oppic, dont celui des travaux du palais de Tokyo, les archives de la Géode, les archives du Conseil national de l'ordre des pharmaciens, des ensembles provenant de l'Ademe, du Bureau de la gestion des signes de la qualité et de l'agriculture biologique, les archives de Jacques Delors, de Bruno Latour, philosophe

et sociologue, de Daniel Roche, historien, de Jacques Bingen, résistant durant la Seconde Guerre mondiale, de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, de la Croix-Rouge française... Autre trésor entré en 2024, grâce à des mécénats importants, des correspondances manuscrites de Charles de Gaulle avec ses proches (1936-1970). Lors de la vente aux enchères de la maison Artcurial *De Gaulle. Une succession pour l'Histoire*, les Archives nationales ont en effet acquis 67 lots de correspondance privée (118 documents). Issu de la succession de l'amiral de Gaulle, fils du Général, cet ensemble unique, d'un ton plus libre que les archives publiques déjà conservées, présente un intérêt tout particulier, dans la mesure où l'on y voit se construire peu à peu l'homme d'État, conscient de la charge du pouvoir, et fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est donnée.

Beaucoup de nouveaux instruments de recherche sont venus enrichir la *Salle de lecture virtuelle*. La plateforme d'indexation collaborative *Girophares* a rapidement trouvé son public. Les données produites par les contributeurs ont été formalisées par les agents scientifiques des Archives nationales dans des outils publiés là aussi en *Salle de lecture virtuelle*. Le premier anniversaire de la plateforme a été dignement célébré avec une invitation des contributeurs venus de divers points du territoire.

Enfin, du point de vue technique, l'année 2024 a été, de loin, la plus productive en nombre de numérisations réalisées. Avec 2,4 millions de vues supplémentaires, le seuil des 20 millions de vues produites depuis les débuts de la numérisation a été dépassé.

En ce qui concerne l'extension du site de Pierrefitte-sur-Seine, le titulaire du marché de travaux a été notifié à l'automne, ce qui a permis de faire débuter la phase de préparation de chantier : la nouvelle construction est en marche !

Marie-Françoise Limon-Bonnet

Directrice des Archives nationales
(depuis le 1^{er} mai 2025)

CHIFFRES CLÉS

ARCHIVES PUBLIQUES
COLLECTÉES DANS L'ANNÉE

3 136
mètres linéaires

DOCUMENTS NUMÉRISÉS
DANS L'ANNÉE

2 455 755
vues

SALLES DE LECTURE,
NOMBRE DE CARTONS,
DOSSIERS, REGISTRES...
COMMUNIQUÉS

123 435

ARCHIVES D'ORIGINE PRIVÉE
COLLECTÉES DANS L'ANNÉE

622
mètres linéaires

NOMBRE TOTAL
DE DOCUMENTS NUMÉRISÉS

20 128 067

ÉDUCATION ARTISTIQUE
ET CULTURELLE, NOMBRE
DE SCOLAIRES ACCUEILLIS

11 300

VOLUME DES FOND
ET COLLECTIONS CONSERVÉS

391
kilomètres linéaires

NOMBRE TOTAL
DE DOCUMENTS NUMÉRISÉS
EN LIGNE

13 567 467

EXPOSITIONS,
NOMBRE DE VISITEURS

228 000

ARCHIVES ÉLECTRONIQUES
COLLECTÉES DANS L'ANNÉE

9 TO

FRÉQUENTATION
DES SALLES DE LECTURE,
NOMBRE DE LECTEURS
DIFFÉRENTS DANS L'ANNÉE

8 940

FRÉQUENTATION TOTALE
DES PUBLICS *IN SITU*

240 086

VOLUME DES ARCHIVES
ÉLECTRONIQUES CONSERVÉES

127 TO

RÉSEAUX SOCIAUX



28 400
abonnés sur
Facebook



43 700
abonnés sur X
(anciennement Twitter)



11 500
abonnés
Instagram



18 100
abonnés
LinkedIn

1

**ENRICHISSEMENT
ET TRAITEMENT
DES FONDS
ET COLLECTIONS**

ENRICHISSEMENTS DES FONDS ET COLLECTIONS

Mission essentielle pour garantir la patrimonialisation des sources du temps présent, la collecte se voit assigner trois objectifs précis dans la stratégie 2021-2025 : une coopération accrue avec les administrations à l'origine des archives, une priorité claire donnée aux archives nativement numériques et la formalisation des garanties et des actions offertes aux services de l'État (objectifs 18, 19 et 20).

ARCHIVES PUBLIQUES : ENTRÉES REMARQUABLES, PAR FONCTIONS ET DOMAINES D'ACTION DES SERVICES PRODUCTEURS

Présidence de la République

En 2024, la présidence de la République a versé 21 mètres linéaires (ml), en six versements : archives de la commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi, du service des télécommunications et de l'informatique, et de l'état-major particulier du président de la République.

Des collectes hors mission ont permis de compléter les fonds publics de documents restés en mains privées. Ainsi ont intégré les Archives nationales un certain nombre de pièces isolées liées à la « Mitterrandie » via Madame Paule Dayan, Madame Christiane Dufour-Desanti, Monsieur Jean Musitelli et Monsieur Hubert Védrine. On peut signaler également les archives de Michel Charasse transmises par le Sénat (45 ml environ).

Le chantier de reprise des archives conservées à l'Institut François Mitterrand a en outre permis d'aboutir à l'identification et au transfert de 4 ml d'archives publiques, fin 2024.

L'enrichissement des fonds s'est également opéré grâce à une action de revendication lors de la vente le 31 mai 2024 de la collection de Christophe Marguin. Ce sont 50 lots contenant près de 350 plans de table pour des déjeuners ou dîners offerts par le président de la République qui sont entrés dans les fonds publics présidentiels.

Premier ministre

La mission des services du Premier ministre a versé 270 mètres linéaires, en trente-sept versements, auxquels il faut ajouter un versement arrivé par la Mission Intérieur (22 ml d'archives de la Mission interministérielle aux rapatriés). On peut signaler notamment une collection de discours et d'interventions publiques des Premiers ministres, couvrant la période 1964-2002 et les dossiers thématiques des chargés de mission pour

1981-2020, versés par le Secrétariat général du Gouvernement, et les dossiers nominatifs des déclarations de patrimoine et d'intérêts des membres du Gouvernement et leurs collaborateurs, élus nationaux ou locaux, dirigeants de sociétés publiques ou d'économie mixte et hauts fonctionnaires des dirigeants de sociétés, entreprises et offices publics, versés par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique pour la période 1988-2021.

Plusieurs collectes d'archives ont complété les versements traditionnels, pour de petits fonds : Christian Tremblay (0,3 ml), André Chavarot (1,24 ml) et Bernard Spitz (1,2 ml).

Les versements numériques ont représenté 79,71 Go, dont la très grande majorité (66,53 Go) correspond en fait à la comptabilisation de reportages photographiques du Cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre (2002-2005), qui ne figuraient pas dans les précédents bilans ou registres.

Par ailleurs, une collecte de témoignages oraux dans l'entourage de Michel Jobert a été entreprise. Ce projet s'inscrit dans la continuité de la fin du classement des archives Jobert en 2023. Huit proches collaborateurs ont été interviewés.

Contrôle et conseil

Les Grands corps ont versé 300 mètres linéaires, en vingt-deux versements.

Deux petits versements d'archives électroniques ont par ailleurs été opérés en provenance du Conseil d'État : des dossiers électroniques en provenance des secrétaires généraux adjoints chargés des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel d'une part, et une partie d'archives électroniques du vice-président Renaud Denoix de Saint-Marc d'autre part, pour un total d'environ 0,53 Go.

Intérieur et Outre-mer

La mission des Archives de France auprès du ministère de l'Intérieur a effectué 262,4 ml d'entrées d'archives sur support papier, dont 54 ml pour le secteur Outre-mer, et 1 Go d'entrée d'archives électroniques.

Dans le périmètre Intérieur, l'année a été marquée par quelques thématiques récurrentes, avec la poursuite de la collecte de corpus dans la continuité des années précédentes appelées à se poursuivre, ou marquant les dernières entrées en format papier de certains producteurs. Au rang des entrées régulières, se retrouvent les entrées de police administrative du Fichier central dit « Fichier central des étrangers » (1949-1999) pour 37 ml. Moins significatif en métrage, mais restant très attendu de certains de nos usagers : le versement de neuf cartons de dossiers de la direction de la Surveillance du territoire (DST) concernant la Seconde Guerre mondiale ouverts en 1946, portant à plus de 25 300 le nombre de dossiers de la DST relatifs à la Seconde Guerre mondiale et à ses suites conservés par les Archives nationales.

Plusieurs entrées ont concerné le secteur de la sécurité civile et de la gestion des crises, parmi lesquelles on peut signaler des dossiers de demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, comprenant les avis rendus par la commission interministérielle. Pour les amateurs de roulette, le bureau des établissements de jeux (Direction des libertés publiques et des affaires juridiques) a effectué quatre versements (pour 22 ml) de dossiers relatifs à la gestion des casinos et du personnel employé dans ces établissements.

À noter enfin, un riche (et important, 38 ml soit l'entrée unitaire la plus importante de l'année pour le périmètre Intérieur) versement du bureau central des Cultes. Il traite de sujets variés : relations entre l'Église et l'État, régimes des cultes, laïcité, patrimoine et édifices religieux, rites et opérations funéraires, religions, associations et fondations culturelles, associations pseudo-religieuses, dons et legs, sur un large XX^e siècle.

Les 54 mètres linéaires d'archives publiques versées au pôle Outre-Mer et Coopération proviennent tous de la délégation générale de l'Outre-Mer, notamment du service des affaires juridiques ou du bureau de l'Écologie pour les années 1920 à 2014.

Un versement d'archives électroniques porte sur les archives numériques du conseiller sécurité police auprès de Claude Guéant, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration (2011-2012).

Justice

114 ml d'archives ont été versés par le ministère de la Justice, ainsi que 36,55 Go de données électroniques. Parmi ces entrées, notons les dossiers de changements de noms ouverts en 2005, 2012 à 2014, les dossiers disciplinaires des formations du siège et du parquet du Conseil supérieur de la magistrature pour

2017-2018 et cinq versements de messageries et archives bureautiques de membres du cabinet d'Éric Dupond-Moretti et de Nicole Belloubet.

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) a versé 20 ml de dossiers de procédure et les minutes des décisions rendues en 2018, qui complètent les versements physiques et électroniques réalisés les années précédentes.

La Cour de cassation a versé 206 ml d'archives papier (261, 87 ml en 2023). Parmi les entrées de la Cour de cassation, à noter des documents du greffe criminel pour les années 2009 à 2019, du greffe civil pour les années 1975 à 2018, des archives du service des relations internationales rattaché à la première présidence (années 1972-2018), les discours des Premiers présidents (1985-2019), les audiences solennelles de rentrée et d'installation (années 1877-2019), les procès-verbaux d'assemblées générales (1938-2018), les dossiers de procédures et minutes de la commission de révision des condamnations pénales, de la commission nationale de réparation des détentions, de la commission de recours en matière de réhabilitation des officiers de police judiciaire et de la juridiction nationale de la rétention de sûreté (années 2012-2018), ainsi que le registre des arrêts de la chambre provisoire d'Alger (janvier-mai 1944).

Éducation, Recherche, Jeunesse et Sports

Parmi les 745 mètres linéaires collectés dans le domaine Éducation, Recherche, Jeunesse et Sports, on mentionnera les fonds de statut juridique mixte :

► Les archives du philosophe et sociologue Bruno Latour (1947-2022)

Le 6 mai 2024, une cérémonie au ministère de la Culture, en présence de la ministre Rachida Dati, a permis d'officialiser le don par la famille de Bruno Latour des archives de ses dix dernières années d'activité, constituées de documents et données numériques et de centaines d'ouvrages annotés.



Rachida Dati, ministre de la Culture, a reçu au ministère de la Culture Mme Chantal Latour et ses enfants afin de recueillir les archives de Bruno Latour. © Chang Martin

► **Les archives personnelles et professionnelles de Daniel Roche (1935-2023)**

Il s'agit du fonds d'un historien majeur de sa génération, dont les apports à la discipline ont été très nombreux. Il reflète les méthodes de travail de Daniel Roche sur les archives, leurs évolutions depuis sa thèse jusqu'à ses dernières publications.

► **Les archives papier et numériques de l'association Cotravaux (1959-2003)**

Créé en 1959 en co-gestion avec l'État, Cotravaux est, depuis 2011, un réseau d'acteurs du travail volontaire, qui organise de nombreux chantiers de jeunes, notamment de restauration de monuments. Les dossiers de fonctionnement et d'activités de l'association reflètent son développement sur l'ensemble du territoire et sa vision internationaliste et pacifiste, à travers la découverte d'autres cultures et d'autres langues par exemple.

Culture

Ont été collectés, via l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture (Oppic), les projets et travaux immobiliers concernant le palais de Tokyo (1989-2016), ainsi que des plans (1986-2000). Notons également l'entrée des archives de la Géode (1980-2007), versées par Universcience.

Affaires sociales

Sur les 628 mètres linéaires du domaine Affaires sociales entrés en 2024, on mentionnera :

► **Le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens (310 mètres linéaires)**

L'opération massive d'archivage du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens, entamée en 2023, s'est poursuivie et conclue, avec notamment les dossiers de contentieux.

► **Les rapports de l'Inspection générale des Affaires sociales (IGAS) pour la période 2005-2014 (99 mètres linéaires)**

Ces entrées permettent désormais aux Archives nationales de conserver l'intégralité des rapports dont la durée d'utilité administrative est échue, soit plus de soixante ans de rapports et notes d'inspections, source particulièrement demandée par les chercheurs.

Par ailleurs, onze versements électroniques ont été effectués dans le SIA numérique :

► huit versements bureautiques de cabinets : Brice Hortefeux, Nora Berra et Marisol Touraine, pour 4,1 Go

► deux versements de la Caisse nationale des allocations familiales : un de bureautique,

un d'archives orales, pour 12,08 Go

► un versement de données structurées de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées, pour 0,0002 Go (le volume est inversement proportionnel au temps de préparation de ce type de versement).

La Mission poursuit les versements électroniques à un rythme notable : un versement sur cinq de l'année 2024 est un versement électronique, et sur les cinq dernières années, près d'un versement de cabinet sur trois a été fait dans le SIA numérique. Au total, 81 entrées clôturées dans le SIA numérique (sur 272 depuis 2019, soit 30 %) proviennent de la mission Affaires sociales.

Économie et Finances

Les entrées du domaine Économie et Finances concernent uniquement des archives numériques, dont le suivi est assuré en lien avec le Service des archives économiques et financières (SAEF), au travers de deux groupes de travail qui se sont réunis régulièrement tout au long de l'année : d'une part avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), avec lequel le versement de sources statistiques évaluées comme importantes s'est concrétisé ; d'autre part avec les services du Cadastre. Le travail de vérification des données autrefois versées en Archives départementales a permis de compléter le versement des données de la matrice par des données perdues au niveau national. La réflexion s'est ensuite portée en cours d'année sur le versement du plan cadastral, qui soulève de nombreuses problématiques archivistiques et techniques.

Aménagement du territoire

Les entrées dans le domaine de l'Aménagement du territoire ont essentiellement concerné le secteur de l'aviation civile, avec plusieurs versements de la direction générale de l'Aviation civile (DGAC) (dont la cinémathèque) et d'Air France, ainsi que l'Office des voies navigables.

À noter que si les données de l'application comptable de La Poste, Syclade, avaient été transférées aux Archives nationales dès 2023, leur traitement définitif a été conclu en 2024.

Environnement

Le volume des entrées du domaine Environnement correspond essentiellement à des versements de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), pour 40 mètres linéaires, et de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), pour 29 mètres linéaires. Quelques compléments aux fonds des cabinets de Ségolène Royal et Dominique Voynet ont également été enregistrés.

Agriculture

Les fonds de l'Agriculture ont accueilli vingt-quatre nouveaux versements pour un total d'environ 170 mètres linéaires et 0,9 Go, parmi lesquels il faut particulièrement noter un versement du bureau de la Gestion des signes de qualité et de l'agriculture biologique, relatif à la réforme des signes de qualité et à la politique d'homologation du label rouge et du label régional (1964-2013), ainsi qu'un ensemble concernant l'organisation du Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis (1985-2004). Est également lancé le versement des dossiers relatifs à l'encéphalopathie spongiforme bovine, au-delà de la seule « crise de la vache folle », qui se poursuivra dans les années à venir.

Notaires

Le Minutier central des notaires de Paris a reçu 206 mètres linéaires de minutes et répertoires (1889-1949). Trois revendications de minutes notariales ont par ailleurs été effectuées (obligation passée devant Maître Charles Garnier, actes notariés passés devant Maître Pierre de Briquet et devant Maître Thomas-Simon Perret).



Rayonnages du Minutier central.

© Archives nationales de France

ARCHIVES PRIVÉES

Le département des Archives privées a entré 360 mètres linéaires d'archives (56 dons, 20 achats, 6 dépôts et 1 versement), parmi lesquelles : les archives de la famille de Choiseul, XII^e-XX^e siècles (34,5 ml), les archives personnelles du fondateur du journal Le Monde, Hubert Beuve-Méry (40 ml), les archives privées du ministre Jacques Delors (68 ml),

les archives de Christian Garnier, vice-président de France Nature Environnement (26 ml), le fonds Philippe Serre, des archives de partis politiques gaullistes (34,5 ml), les fonds de l'Amicale des missions australes et polaires françaises (AMAEPF) (12 ml), de l'Institut de la Maison de Bourbon (6,5 ml) et de l'association de la Prévention routière, contenant essentiellement des diapositives, photographies, dessins et affiches (24,5 ml). À noter également, l'entrée d'un supplément du Conseil international des archives (62,5 ml), des archives audiovisuelles du Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (122 supports), d'un supplément d'archives électroniques de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE) et des discours de Léon Blum et d'Edouard Daladier sur disques acétate.



Jacques Delors (1925-2023)



Prise en charge des archives de Jacques Delors

© Archives nationales de France

Le département des Archives privées a aussi collecté de nombreux documents isolés provenant de ventes ou de dons de particuliers,

parmi lesquels on peut citer un état au vrai des dépenses ordinaires faites en la chambre aux deniers de la maison de la reine pendant les 91 jours du quartier d'avril 1788, un certificat en faveur de Jean-François Hébert, attestant sa participation au siège de la Bastille (6 juillet 1791), un album sur l'Algérie contenant 102 dessins (1830-1832), ainsi qu'un album de photographies de la Première Guerre mondiale.

Au département de l'Exécutif et du Législatif, la collecte de fonds privés de la Seconde Guerre mondiale s'est poursuivie à un rythme soutenu, représentant plus de 36 mètres linéaires. Parmi ces archives, on compte des fonds particulièrement emblématiques (Jacques Bingen, Achille Peretti ou, dans le domaine scientifique, Alfred Balachowsky), d'autres très significatifs pour l'histoire de l'État français (Henri Moysset et Roger de Saivre), d'autres enfin éclairant des parcours originaux et méconnus (Francis Hekking ou la trilogie féminine Hélène Parent/Maguy Horiot/Seza Handan). Par ailleurs, on signalera dans les entrées notables le don des archives post-présidentielles du cabinet de François Hollande (8,5 ml).

Le département l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales a accueilli un don d'archives de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG). Il s'agit de la première entrée de cette association professionnelle nationale qui intervient activement, depuis sa création en 1910, sur l'enseignement des disciplines de l'histoire et de la géographie : les programmes, l'organisation (baccalauréat, Concours général, licence, doctorat, agrégation, etc.), le recrutement et la préparation aux concours, mais aussi la pédagogie ou la recherche (notamment au travers de sa revue *Historiens & Géographes*). En outre, trois nouveaux dépôts de la Croix-Rouge française sont venus enrichir les fonds déjà conservés aux Archives nationales, concernant notamment la Croix-Rouge française dans les colonies (36,97 ml), la chancellerie de l'organisation depuis les années 1940, et un ensemble

concernant la période de la Seconde Guerre mondiale.

Le Minutier central des notaires de Paris a collecté 8,5 mètres linéaires de registres de comptabilité, fichier clients et archives de l'Office notarial (1897-1963).

ACHATS REMARQUABLES

Comme chaque année, la direction des Fonds a acquis et revendiqué des archives à la fois en vente aux enchères, de gré à gré et auprès de libraires. Au total, les Archives nationales sont intervenues dans vingt-sept ventes aux enchères et auprès de deux libraires pour acquérir ou revendiquer des lots, en entrant dans les enchères, par préemption, ou en achetant sur catalogue. L'ensemble de ces acquisitions et revendications représente un total de 99 lots achetés et de 15 lots revendiqués, soit plus de 500 pièces.

Le 16 décembre 2024, à la vente aux enchères de la maison Artcurial « De Gaulle. Une succession pour l'Histoire », les Archives nationales ont fait l'acquisition de 67 lots de correspondance privée (118 documents). Issu de la succession de l'amiral de Gaulle, fils du Général, cet ensemble unique réunit des correspondances manuscrites de Charles de Gaulle avec ses proches (1936-1970). Ce fonds présente un intérêt tout particulier dans la mesure où, écrivant à ses proches, le Général s'autorise une liberté de parole et de ton que l'on ne retrouve pas dans les correspondances officielles. Il s'y exprime sans artifice et sans retenue sur les événements et sur le rôle qu'il considère devoir jouer. S'y dévoilent de façon saisissante les événements de l'histoire en marche par l'un de ses principaux acteurs. On y voit se construire peu à peu l'homme d'État, conscient de la charge du pouvoir, et fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est donnée. Cette acquisition exceptionnelle a bénéficié du généreux soutien de deux mécènes, les mutuelles AXA et le groupe AXA d'une part et JCDecaux de l'autre.



Le palais de l'Élysée au temps de la présidence de Jules Grévy, vers 1885. 25 photographies au gélatino-bromure.

(AB/XIX/5626)

© Archives nationales de France

Paris, 27 août 44.

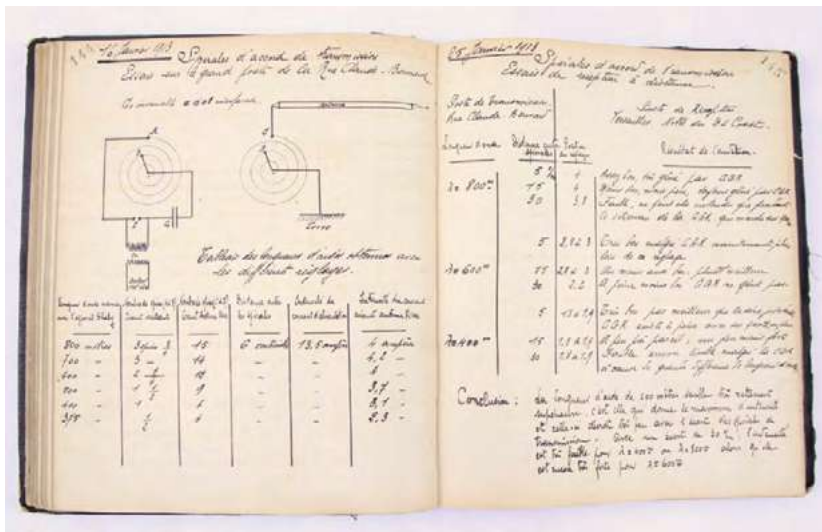
LE GENERAL DE GAULLE.

Ma chère petite femme chère
J'ai vu Philippe qui va souffrir et il est triste
C'est sa tante Henri, manifestement
chérie. Cela s'est terminé
à Paris - dans par une sorte
de réconciliation qui a été gracieuse
l'antagonisme. Il y a eu
beaucoup de jours armés qui
suffisent les combats pacifiques,
tient pour les faits à tout
jours. Le premier coup de feu
de la guerre a été la guerre générale
à tous les niveaux. Cela ne dure pas.
Je suis au début de la
guerre, sur l'île de Saint-Denis.
C'est une victoire. Grand tu

Lettre de Charles de Gaulle
à son épouse, le 27 août 1944
(840AP/NC). © Archives nationales
de France

Outre cet achat exceptionnel, on signalera :

- Le fonds Ernest Roger, composé de papiers documentant principalement les premières expériences de Télégraphie sans fil (TSF) à la tour Eiffel en 1898 et les autres expériences de cet ingénieur, de plusieurs objets (dont un récepteur de TSF) et d'un important ensemble de photographies (Ernest Roger étant le frère aîné du photographe Henri Roger-Viollet, qu'il a initié à ces techniques). Certains de ces documents ont pu être intégrés sans attendre à la scénographie de l'exposition des Remarquables consacrée à la tour Eiffel. Par ailleurs, le récepteur a été présenté lors d'une action du service éducatif en marge de l'exposition.



Cahier de laboratoire et d'expériences tenu par Ernest Roger

- Un ensemble de papiers relatifs à différentes enquêtes économiques et sociales concernant l'industrie textile (préparation du traité Cobden-Chevalier de commerce avec l'Angleterre en 1860), acquis grâce au soutien de la Société des Amis des Archives. Provenant de l'inspecteur Legentil, il complète les archives publiques conservées à ce sujet (F/12/2481 à 2485).

BIBLIOTHÈQUE

La politique d'acquisitions, par achat ou échange, par don de particuliers ou d'institutions, a été particulièrement active à la bibliothèque des Archives nationales, avec 1 294 entrées.

À l'occasion des conférences sur le patrimoine maritime organisées avec la Société française d'histoire maritime (SFHM) lors des Journées européennes du patrimoine les 21 et 22 septembre 2024, le service a fait l'acquisition de la première édition de l'ouvrage de référence

de Henri Louis Duhamel du Monceau, *Éléments de l'architecture navale ou Traité pratique de la construction des vaisseaux*, publié chez Charles Antoine Jombert en 1752.

La bibliothèque a par ailleurs mené un chantier important pour signaler et compléter sa collection d'inventaires imprimés d'Archives départementales et communales. Aboutissement du travail de collecte, de classement et de description des fonds, ces instruments de recherche, aujourd'hui concurrencés par le numérique, ont constitué aux XIX^e et XX^e siècles le cœur de la politique de publication des archives territoriales. Historiquement destinataire de ces ouvrages conservés sous les cotes H I 30 (AD) et H I 31 (AC), la bibliothèque s'est positionnée pour former une collection nationale de référence, ce qui l'a conduite à augmenter sa collection de 83 volumes issus du tri des Archives départementales du Loiret et à se voir proposer ceux des Archives départementales du Tarn et de la Charente-Maritime. Au total, ce sont plus de 3 100 unités, soit autant de notices dans le catalogue du Système universitaire de documentaire (Sudoc), et 60 mètres linéaires qui constituent cette collection conservée à la bibliothèque des Archives nationales et consultable par les chercheurs, formant un ensemble majeur de la pratique archivistique française.

La bibliothèque a également bénéficié de dons importants, comme la collection reliée du journal *Le Monde* ayant appartenu à son fondateur Hubert Beuve-Méry, sur la période allant de 1945 à 1994.

MUSÉE

Les collections du musée des Archives nationales se sont enrichies en 2024 d'une feuille de dessin préparatoire au décor du salon de la princesse de l'hôtel de Soubise, acquis par préemption en vente publique : *Études pour Vénus et une nymphe*, Charles-Joseph Natoire, [1737-1739].



Charles-Joseph Natoire, *Étude de nymphes pour le décor de l'hôtel de Soubise* (AE/II/4294)

TRAITEMENT INTELLECTUEL (classement, indexation, référentiels...)

DESCRIPTION DES FONDS ET COLLECTIONS

Moyen Âge et Ancien Régime (dont Onomastique, Sigillographie, Topographie de Paris)

Le Département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime a publié près d'une centaine d'instruments de recherche en Salle de lecture virtuelle (SLV). La fin de la dématérialisation des instruments de recherche imprimés a permis aux agents scientifiques de se consacrer, d'une part, à la saisie des fichiers manuscrits, notamment grâce à l'application SIMARA (cf. *infra*), et d'autre part, à la rédaction de nouveaux instruments de recherche. Sont à signaler plus particulièrement :

- ▶ La rédaction en cours, via la plateforme Girophares, de l'inventaire analytique des arrêts simples du Conseil du roi sous Louis XV. Il comprend deux missions, l'une de 97 lots, pour la régence, l'autre de 37 lots, pour le ministère du duc de Bourbon (1723-1726), les deux missions ont été traitées à 25 % (33 lots sur 134).
- ▶ L'inventaire analytique des arrêts et plaidoiries des premiers registres de la Cour des aides (1397-1405), une source aussi riche que méconnue pour documenter la naissance de l'impôt en France.
- ▶ L'inventaire analytique des archives du Bureau de la Ville de Paris (1709-1714), qui complète celui, achevé en 2022, qui couvrait la période 1715-1723.
- ▶ L'inventaire analytique doublé d'un dépouillement intégral des registres de déclarations d'esclaves et libres de couleur entrés en métropole et déclarés à l'Amirauté de France (1739-1790). Les cahiers couvrant la période 1751-1777 ont été mis

en ligne. Ce projet collaboratif exemplaire, proposé sur la plateforme Girophares, a fait l'objet d'une présentation lors de la signature de la convention entre les Archives nationales et la Fondation pour la mémoire de l'esclavage, le 14 mai 2024.

- ▶ L'inventaire analytique des titres et documents de gestion des commanderies hospitalières de la Somme, un département où les Hospitaliers comptaient parmi les principaux propriétaires fonciers. Leurs archives, dont les plus anciennes remontent au XII^e siècle, sont une source très précieuse pour l'histoire rurale et locale de la fin du Moyen Âge et de l'époque moderne.
- ▶ L'achèvement complet de la saisie du répertoire des arrêts criminels prononcés par le parlement de Paris de 1700 à 1790, qui a donné lieu à un instrument de recherche analytique, par tranche chronologique et nom de personne, renvoyant aux vues numérisées des registres plumitifs des interrogatoires de la Tournelle criminelle. Ce travail a mobilisé pendant plus de sept ans une petite dizaine de bénévoles. Ces registres anciens transformés en instrument de recherche conforme aux normes contemporaines constituent en eux-mêmes une très précieuse base de données sur près de 55 000 prévenus : pour chacun d'eux, on indique le nom, l'âge, la profession, le domicile, la nature du crime commis, le cas échéant la juridiction de première instance et la peine prononcée, et enfin la date et la teneur de l'arrêt du Parlement jugeant soit en appel soit en première instance.
- ▶ L'achèvement de la mise en ligne des 50 000 fiches (27 000 saisies en 2024) de l'index par nom des parties ayant comparu au Parlement, au civil et au criminel, entre 1352 et 1425. Ce fichier, fondamental pour qui s'intéresse au Parlement médiéval, résulte d'un travail réalisé en commun par le Centre d'étude d'histoire juridique (CEHJ) et la section ancienne des Archives nationales.



Déclarations des gens de couleur auprès de l'Amirauté de France, 7 avril 1763

(Z/1d/139, cahier 6, fol. 14 v)

©Archives nationales de France

Sur le front de la dématérialisation d'instruments de recherche déjà existants, des progrès significatifs ont été enregistrés, notamment pour les séries Y (Châtelet) et X (Parlement), à la fois les plus volumineuses et les mieux pourvues en fichiers d'indexation anciens :

- L'inventaire intersériel des scellés et inventaires après-décès est désormais entièrement en ligne, mettant à la disposition du public une source très précieuse pour l'histoire matérielle, économique et sociale (environ 4 000 inventaires après-décès et scellés).
- L'inventaire analytique, par Alexandre Tuetey, des actes enregistrés dans les registres de couleur et les livres des bannières du Châtelet de Paris (Moyen Âge et début de la période moderne), a été publié et un lien a été posé entre chaque analyse et les folios correspondants des registres numérisés (1 061 pages).
- L'index des religionnaires fugitifs dont les biens ont été saisis et administrés par la régie royale (18 000 fiches), source très précieuse pour l'histoire du protestantisme français, a été dématérialisé.
- Plus de 100 000 fiches ont été relues et validées dans la plateforme Simara (cf. *infra*).

Par ailleurs, ont été publiés les catalogues des documents figurés extraits des séries G, H et K.

Chefs d'État

En janvier 2024, a été achevée l'indexation nominative des dossiers de correspondance du général de Gaulle, conservés parmi ses archives présidentielles (secrétariat particulier). Ce travail couvre 17 450 dossiers nominatifs (correspondances avec des particuliers, avec des religieux, avec des maires). Les instruments de recherche sont désormais accessibles en ligne ou en accès sécurisé à distance.

Pour la mandature de François Mitterrand, outre la mise à jour du Plan d'orientation général (POG) et de l'inventaire dit chapeau, les travaux ont concerné le traitement des archives d'André Rousselet, de Jean Kahn et de Jean Musitelli. Les reprises des descriptions archivistiques ont porté sur le fonds de Geneviève Monnier et sur le versement des archives publiques anciennement conservées à l'Institut François Mitterrand. Le chantier en cours sur le fonds du secrétariat particulier de François Mitterrand s'est poursuivi avec la fin de la concordance entre la base COU-FM recensant le courrier enregistré et le contenu des cartons conservés sous les cotes AG/5(4)/592-674.

Parallèlement, la production d'éditions dites cataloguées s'est poursuivie, avec les archives de Ségolène Royal, d'Hélène Waysborg et celles du service du Protocole. Ces éditions sont réalisées à partir d'exports de la base de données CinDoc et structurées par conseiller. Ces inventaires provisoires ont pour vocation de répondre aux nombreuses recherches en adressant les inventaires pertinents plutôt que des états des sources. Ils serviront en outre à préparer la mise en ligne dans la Salle de lecture virtuelle (SLV).

Pour la mandature de Jacques Chirac, les classements ont porté sur le fonds de Christine Albanel et de Frédéric Salat-Baroux. Les reprises d'inventaire ont concerné les fonds de Jacques Lapouge, François Delattre, Maurice Ulrich et Jean-Marc Rochereau de La Sablière.

Enfin, dans le cadre de la poursuite de la mise à disposition des sources relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi, l'inventaire des archives de la commission Duclert a été réalisé en collaboration avec la mission.

Chefs de gouvernement

Un chantier collectif de cartographie exhaustive des versements et fonds relevant des chefs de gouvernement a été lancé. Ce travail est rendu indispensable par la complexité des services du Premier ministre. Il avait été initialement lancé sur le F/60 exclusivement. 63 % des versements et fonds ont été cartographiés. Ce chantier se poursuivra en 2025.

Le cinquantenaire de la mort de Pompidou en 2024 a conduit à prioriser le traitement des archives collectées chez Alain Pompidou ces dernières années. Ce chantier s'articule en plusieurs étapes : traitement des photographies collectées ; numérisation (externalisée) des albums photographiques de voyages de Pompidou ; traitement du restant des documents collectés.

Par ailleurs, on peut signaler le classement du fonds des mendésistes Richard et Suzanne Dartigues (7,7 ml).

Assemblées et contrôle

Sur l'année 2024, 82 instruments de recherche ont été publiés ou republiés (69 en reprise, avec, le cas échéant, mise à jour des délais de communicabilité). Le chantier de la reprise des instruments de recherche concerne les inventaires issus de la dématérialisation, d'une part, ainsi que ceux des fonds de Fontainebleau arrivés depuis le printemps 2021, d'autre part. Les fonds provenant de Fontainebleau sont dotés d'instruments de recherche trop approximatifs pour pouvoir être réellement utiles : cela entraîne une nécessité de révision systématique allant bien au-delà de la mise à jour des délais de communicabilité.

Guerres mondiales

Le total des opérations de classement représente environ 50 mètres linéaires, incluant d'importantes opérations de pré-classement (reliquat d'archives de la Fondation pour la mémoire de la déportation, fonds Henri Michel, Maurice Cling, Jean-Yves Boursier, Achille Peretti et Alfred Balachowsky, complément des archives de l'Amicale d'Oranienbourg-Sachsenhausen).

Signalons pour la Première Guerre mondiale le classement d'un complément de la sous-série AJ/27 : Flotte commerciale d'État pendant la Première Guerre mondiale.

Intérieur

Les travaux ont essentiellement porté sur les projets et ensembles suivants :

► Description du fichier central de Police judiciaire dit « Fichier des 15 000 »

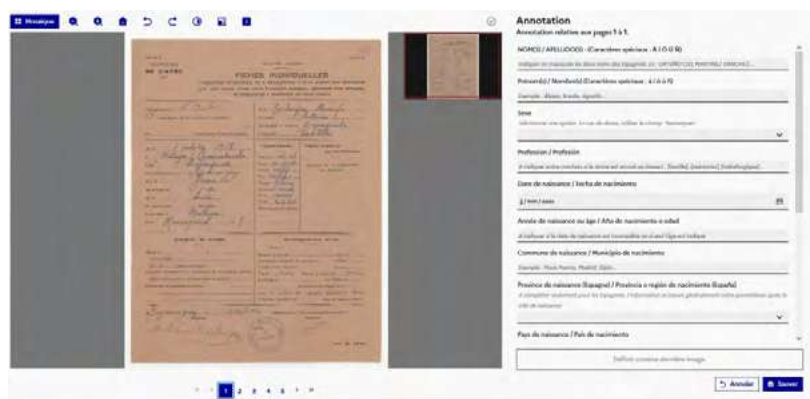
Ce projet ouvert en 2017 vise à décrire toutes les séries conservées composant ce fichier thématique. Le but est que chaque série ait un instrument de recherche propre et que chaque dossier soit décrit. En 2024, les deux derniers instruments de recherche relatifs aux stupéfiants (série 1523) et aux attentats par explosifs et atteinte à la propriété d'autrui (série 15207 pour la période 1947-1966) ont été publiés. L'instrument de recherche relatif aux registres qui en sont la clé d'accès a été mis à jour et celui regroupant les différentes séries a été achevé. Ce sont plus de 30 000 dossiers qui sont ainsi décrits à l'unité avec des critères permettant des recherches multiples (lieu, type de faits, date des faits).

► Contrôle de la presse sous la Troisième République (archives restituées par la Russie)

Les archives des bureaux de la direction de la Sûreté chargés du contrôle de la presse sont riches de nombreux dossiers sur les journaux en langue française et étrangère interdits sous la Troisième République. Le projet, ouvert en 2023, vise à une nouvelle description de ces archives restituées par la Russie, afin de mettre en avant leurs éventuels apports à la recherche historique. Fin 2024, a été publié l'instrument de recherche méthodique présentant l'ensemble des dossiers de contrôle et surveillance de la presse française et étrangère conservés parmi les archives de la direction de la Sûreté générale. La publication de l'inventaire, aboutissement du projet, s'est accompagnée, le 9 décembre 2024, d'une demi-journée d'étude aux Archives nationales coorganisée avec le réseau Transfopress (Diana Cooper-Richet et Ons Debech).

► Réfugiés espagnols

L'objectif est de faciliter la recherche (y compris nominative) dans les archives relatives aux réfugiés de la guerre civile espagnole au sein des fonds du ministère de l'Intérieur. Au cours de l'année 2024, les opérations de numérisation et de mise en ligne des documents nominatifs (fiches individuelles, listes) se sont poursuivies. La première phase du projet Girophares d'indexation de ces documents nominatifs a été achevée et l'inventaire nominatif résultant de l'indexation des notices individuelles des réfugiés espagnols incorporés au sein des compagnies de travailleurs étrangers a été publié. Contact a été pris avec la direction générale de la Mémoire démocratique de la Généralité de Catalogne en vue d'échanger des données indexées.



Interface d'indexation d'une notice individuelle sur la plateforme Girophares

► Instrument de recherche méthodique des archives des Compagnies républicaines de sécurité (CRS)

L'objectif était de réunir au sein d'un unique instrument de recherche les 23 versements réalisés par la direction centrale des CRS depuis 1985. Cette démarche, entreprise pendant le confinement, s'est conclue cette année par la publication d'un instrument de recherche propre qui sera régulièrement complété.

Naturalisations

La refonte des instruments de recherche nominatifs 1883-1931 relatifs aux naturalisations se poursuit pour mettre en qualité les données, uniformiser l'encodage et ajouter les cotes des dossiers sous la forme de cotes cliquables.

Justice

Le chantier de description des dossiers de procédure de la cour de justice de la Seine, conservés dans la sous-série Z/6, est en voie d'achèvement, avec l'harmonisation des descriptions dans l'instrument de recherche.

Le travail de description archivistique, de mise à jour des délais dans le Système d'information archivistique (SIA) et de reconditionnement des fonds conservés en 5/W, à savoir ceux de la Cour de sûreté de l'État (CSE) et des juridictions antérieures, a permis le traitement de 200 articles, principalement des dossiers de procédures du tribunal militaire et des dossiers de la CSE ouverts en 1963.

S'agissant de la Cour de cassation, les descriptions de quatre instruments de recherche ont été nettoyées et enrichies, et l'état des versements a été mis à jour en conséquence. 18 000 contributions du projet d'indexation Girophares « Dans les archives de la Cour de cass' » ont été traitées, harmonisées et partiellement corrigées avant d'être publiées en SLV.

Ont été repris, enrichis et réencodés les instruments de recherche du Tribunal d'État section de Paris et de la Cour suprême de Justice.

Enfin, plusieurs bases de données CinDoc ont fait l'objet d'un travail de reprise, d'enrichissement et de réencodage avant publication en SLV. Cela concerne le Tribunal criminel des Dix et les tribunaux criminels provisoires de Paris (ancienne base Zeus), ainsi que les absents militaires (1826-1894) (base Chabert).

Éducation, Recherche, Jeunesse et Sport

Environ 1 005 mètres linéaires supplémentaires sont désormais accessibles en SLV grâce à la publication de nouveaux instruments de recherche mis en ligne à la suite de travaux de classement/reclassement ou du fait de nouvelles entrées.

Plusieurs chantiers ont été achevés en 2024 (474 ml), prioritairement consacrés à l'achèvement de travaux lancés les années précédentes :

- classement des fichiers et publications de Victor Karady sur la prosopographie des élites universitaires françaises des 19^e et 20^e siècles (7,2 ml) ;
- classement des affiches collectées dans l'ancien local syndical étudiant de l'Institut Charles-V (ex université Paris-Diderot) (0,5 ml) ;
- relevé des informations et préparation de l'encodage des instruments de recherche de deux versements de registres du baccalauréat 1940-1974 versés par le Service interacadémique des examens et concours (SIEC) du rectorat de Paris (213 ml) ;
- classement des archives d'Alain Calmat, ancien ministre Jeunesse et Sports (2,5 ml), collectées en 2023 ;

- reclassement des archives et mise aux normes archivistiques des instruments de recherche adossés au projet de recherche « L'EPHE dans la recherche française pendant le premier siècle de son existence (1868-1968) ». Après un travail de reprise associant archivistes des Archives nationales et de l'École pratique des hautes études (EPHE), les instruments de recherche des versements effectués par l'EPHE en 2020 sont devenus accessibles en SLV, pour un total de 251 ml.

Il importe également de souligner l'élaboration et la mise en ligne sur le site Internet des Archives nationales de nouvelles ressources permettant de mieux orienter les chercheurs dans les fonds Jeunesse et Sports, encore trop méconnus : deux guides des sources en lien avec les actualités Sports et Jeux olympiques et paralympiques 2024 (l'un sur les Jeux olympiques et paralympiques ; l'autre sur les handisports et sports adaptés).

Affaires sociales

Dans le domaine Affaires sociales, près de 3 800 ml d'archives ont fait l'objet de traitements intellectuels. On citera parmi ces travaux :

- **Classements**
Classement d'un arriéré du Service social d'aide aux émigrants (SSAE) et du fonds Daniel Defert (20160102, PPS n°23).
- **Instruments de recherche**
Des instruments de recherche sont désormais disponibles pour les dossiers de poursuites contre les travailleurs embauchant des clandestins ; les dossiers de Thérèse Locoh, chercheuse à l'Institut national d'études démographiques (INED) ; les dossiers relatifs à l'organisation générale et aux relations extérieures de l'INED ; les dossiers individuels de réparation du coup d'État du 2 décembre 1851 ; les dossiers du Fonds d'action sociale.

On signalera également la publication en SLV d'une fiche de recherche sur les sources relatives à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception.

Culture

Plus de 400 mètres linéaires d'archives du domaine Culture ont fait l'objet de traitements intellectuels. Sont à signaler en particulier les actions nombreuses menées sur les fonds cinéma, pour lesquels une vérification et remise à niveau d'ensemble a été entreprise. Les fonds relatifs à l'information et aux médias ont également fait l'objet d'importants travaux de résorption de l'arriéré. Le travail a commencé par le traitement de la série F/41, ministère de l'Information.

Urbanisme, Logement, Environnement, Agriculture

Dans le domaine Urbanisme, Logement, Environnement et Agriculture, plusieurs inventaires et états des fonds ont été réalisés : un état des sources de l'architecture des Postes, télégraphes et téléphones (PTT) ; un inventaire analytique des dossiers d'ingénieurs des Ponts et chaussées, objets de nombreuses demandes, en F/14 ; la dématérialisation, avec compléments, de l'inventaire des cartes et plans de F/14, notamment pour les ports et canaux.

Au-delà de ces chantiers, de nombreuses corrections ont été apportées à des inventaires de tous les domaines. On citera notamment, pour l'Urbanisme, le reclassement du fonds du Palmarès de l'habitat ; pour la mer, la finalisation du reclassement du fonds des délimitations du domaine public maritime (F/46/608 à 658) ; pour les PTT, le répertoire méthodique concernant les maquettes de timbres ; pour les fonds Commerce et Industrie, la publication d'un instrument de recherche dédié aux documents iconographiques de l'Exposition de 1937, la rétroconversion de la base de données CinDoc F12-LH en XML/EAD et la publication des lettres C à G (F/12/5100 à 5156), et la continuation de l'enrichissement des fonds d'Ancien Régime de la sous-série F/12 (plus de 8 000 analyses saisies en décembre 2024).

Minutier central des notaires de Paris

Outre les ajouts d'analyses au niveau des pièces (minutes et couvertures), trente-deux instruments de recherche Minutes et répertoires ont été publiés ou complétés, concernant les études III, Antoine Motel, Isidore Henri Hue, Henri Jean Mathurin Guitton ; VI, Paul Huillier ; XXIII, Étienne Jules Corpechot (complément) ; XXV, Jean Kastler, Octave Édouard Marie Martial Dubois ; XXVI, Pierre Eugène Constantin, Albert Jean Constantin ; XXX, Jules Edmond Leroy, André Jean Leroy ; XXXVIII, Adrien Jean Henri Brunel, Jean Paul Marie Jules Brunel ; LV, Jean René Popelin ; LXVI, Pierre Léon Henri Antoine Durant des Aulnois ; LXVII, Albert André Manuel ; LXVIII, Jacques Mahot de La Quérantonnois ; LXXII, Louis Alexandre Benoist ; LXXXII, Victor Ernest Quentin Bachelez, Paul Marie Victor Fouan ; LXXXVII, Lucien Alexandre Baudrier, Joseph Pierre Girardin ; XC, Alban Joseph d'Hardiviller, René Guillaume Victor Maciet, Léonce Henri Gaspard Jarriand ; XCVII, Gabriel Jean Tandeau de Marsac ; CII, Henri François Grignon, Louis Henry Chaudé ; CV, Camille Robineau ; CVI, Roger Kastler (complément) ; CXIV, Émile Eugène Paul Michelez (complément) ; CXXII, Jean Gustave Detroye. Par ailleurs, a été achevé le classement des documents relatifs aux émissions de monnaies de substitution durant la Première Guerre mondiale et l'après-guerre.



Monnaies de substitution de la Première Guerre mondiale et de l'après-guerre

– Photographie avant classement et inventaire. © Archives nationales de France

Archives privées

La nouvelle édition du POG, qui signale aux lecteurs tous les fonds privés, quel que soit le département gestionnaire, comporte 1 239 fiches : 12 fiches supplémentaires ont été créées et 128 anciennes fiches ont été révisées.

S'agissant des travaux de classement, quarante-cinq fonds ont été classés en 2024 au département des Archives privées, qu'il s'agisse de fonds entiers, de suppléments ou de parties de fonds, soit environ 460 mètres linéaires d'archives. Cent quarante instruments de recherche ont été produits ou revus, ce qui représente le traitement de 2 366 mètres linéaires d'archives.

Parmi les travaux de classement achevés ou les mises à jour d'instruments de recherche, on signalera en particulier les importantes réalisations concernant les fonds 108AP famille Carnot ; 826AP Montalembert ; 812AP Luynes et 225AS Parti Radical.

À cette liste s'ajoutent les traitements concernant les fonds 94AP Albert Thomas ; 113AP Nefftzer ; 116AP Auguste, duc de Morny ; 135AP Rochambeau ; 161AP Armand-Louis, duc de Sérent ; 168AP généraux Ambert ; 174AP Pierre Riel de Beurnonville ; 176AP famille Bonaparte ; 209AP général Pierre Quantin ; 280AP Le Juge de Segrais et Bouloc ; 284AP Sieyès ; CP/285AP Charles Girault ; 289AP Dampierre ; 291AP d'Aine ; 300AP(I) maison de France (branche Orléans) ; 312AP Abraham ; 324AP André Tardieu ; 325AP Larminat ; 342AP Joly de Fleury ; 355AP Madelin ; 384AP Suchet

d'Albufera ; 403AP Albert Laprade et sous-fonds René Sergent ; 415AP Philippe Pétain ; 449AP Louis et Elisabeth Terrenoire ; 450AP Jacques Lecompte-Boinet ; 453AP Labrouste ; 454AP Société des gens de lettres ; CP/458AP Henry Bernard ; 468AP Jean Coutrot 469AP Le Père, Hittorff et Bélanger ; 484AP Jules Moch ; 497AP Duvivier - manufacture de la Savonnerie ; 508AP d'Estampes ; 512AP Miromesnil ; 515AP Pablo Picasso ; 551AP amiral Marcel Duval ; 627AP Jacques Bador ; 650AP Ernest Denis ; 655AP Max et Marie Brusset ; 690AP Georges Henri Rivière ; 695AP famille de Reiset ; 722AP Henri Alexandre Wallon et sa famille ; 725AP Paul Fraisse ; 745AP Turgot ; 748AP Robert et Mireille Louis ; 760AP familles Servan-Schreiber et alliées ; 806AP Albert Jacquard ; 811AP Henri Poulain ; 816AP Eugène de Sartiges ; 819AP Georges Voiturier ; 827AP familles Garric, Tixier de La Chapelle et familles alliées ; 831AP famille Clairet et familles alliées ; 61AQ banque Greffulhe ; 189AQ famille et entreprises de Wendel ; 190AQ François et Maurice de Wendel ; [7AR] 19900058 et 19920621 Société nationale des entreprises de presse [7AR] ; 12AR Le Parisien Libéré ; 31, 35 et 79 AS société de Saint-Vincent-de-Paul ; [53AS] 20000028 et 20230581 Touring-club de France ; [62AS] 19900482 Chambre syndicale de la sidérurgie française ; 76AS Albert Londres ; 88AS association France-URSS ; [138AS] 20040496 Fédération française de tennis de table ; [148AS] 20080668 et 20080669 World Wide Fund (WWF) France ; AS/205 Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France ; AS/208 École des surintendantes d'usines, devenue École supérieure de travail social ; 221AS Union des églises évangéliques libres de France ; 225AS Parti républicain radical et radical-socialiste ; [139AS] 20090219 Union française des organismes de documentation.

A par ailleurs été traité dans le système d'information archivistique numérique le versement des thèses 2023 et 2024 de l'École des Chartes (4,8 Go).

Service de la bibliothèque

100 348 notices d'ouvrages sont désormais accessibles depuis le catalogue collectif du SUDOC (Système universitaire de documentation). Cela inclut les ouvrages de la bibliothèque, ainsi que ceux des centres d'onomas-tique et de topographie parisienne. En 2024, 7 325 notices ont été créées ou modifiées dans ce catalogue.

RÉFÉRENTIELS

► Référentiel des notices de producteurs

609 notices de producteurs ont été intégrées dans l'année, dont 122 nouvelles, 481 révisées et 6 importées. Ces notices

concernent 406 personnes, 198 collectivités et 5 familles. Le référentiel compte 16 672 notices au total.

► Référentiels d'indexation

L'enrichissement des référentiels d'indexation a porté sur les édifices de Paris, les lieux, les activités et les éléments ci-dessous.

Dans le cadre du projet de recherche ORESM (Œuvres et référentiel des étudiants, suppôts et maîtres de l'Université de Paris au Moyen Âge), vingt-huit nouveaux concepts ont été intégrés dans le référentiel des types de documents. Ces nouveaux concepts sont organisés hiérarchiquement, dotés de définitions et alignés sur le Vocabulaire international de la diplomatique (VID).

Dans le cadre des travaux d'enrichissement du référentiel des voies de Paris, plus de 13 000 termes sont en cours de préparation pour être intégrés au référentiel des lieux. Ils ont été produits par alignement avec les deux jeux de données publiés en open data par la mairie de Paris, puis dotés d'historiques, d'informations sur les dimensions des rues, les rues croisées, et pour plus de 5 000 d'entre elles de géométries précises.

► Vadémécums

Le vadémécum *Créer une notice de producteur* a été mis à jour et un vadémécum *Indexer un lieu dans une notice de producteur* a été créé et diffusé.

► Groupes de travail

Le département de l'Administration des données participe à de nombreux groupes de travail sur les référentiels et la donnée pilotés par le SIAF (indexation, producteurs/agents, FranceArchives, appels à commentaires sur l'EAD 4 et l'EAF – standard de description des fonctions). Il a également intégré un groupe de travail du service du Numérique du ministère (Snum) de la Culture portant sur l'étude de cadrage pour la migration de la plateforme de diffusion des référentiels du ministère.

QUALITÉ DES DONNÉES

La montée en qualité des métadonnées, cruciale pour des services aux usagers plus performants et intuitifs, est une composante essentielle de la stratégie 2021-2025 des Archives nationales (**objectif 13**).

Une réflexion a été ouverte au sein du département de l'Administration des données autour de trois axes : la stratégie en faveur de la qualité des données ; les outils à mettre en œuvre (indicateurs statistiques, cartographie des applications) ; les démarches

opérationnelles à entreprendre. Elle a conduit à la rédaction d'une note de cadrage se composant de deux parties : un état des lieux et des propositions pour mettre en place une gouvernance et une politique de la donnée. En parallèle, au sein des départements de la direction des Fonds, la mise en qualité des instruments de recherche se poursuit, notamment en ce qui concerne la reprise d'analyses issues d'opérations de dématérialisation et la reprise d'anciennes bases de données.

PROJETS PARTICIPATIFS ET COLLABORATIFS

Girophares (projets participatifs d'indexation collaborative)

Le développement de la plateforme d'indexation collaborative Girophares, incarnant l'**objectif 4** de la stratégie 2021-2025 : « Amplifier les démarches participatives », s'est poursuivi en 2024, après une ouverture au public au printemps 2023. La plateforme a rapidement trouvé son public.

Parmi les projets participatifs proposés, quatre sont achevés : le fichier des émigrés de la Révolution française, une collection

de 8 000 placards de décès parisiens, des registres d'état civil de la marine marchande (naissance et disparitions en mer XIX^e et XX^e siècles) et plusieurs typologies liées aux réfugiés espagnols de la Guerre civile. Pour les projets toujours en cours, les données sont rassemblées au fur et à mesure de l'avancée des dépouillements et formalisées dans des instruments de recherche publiés en SLV. C'est le cas notamment du projet « Ecclésiastiques catholiques de 1881 à 1905 », pour lequel les données sont publiées par lots de diocèses achevés. En outre, afin de répondre à la demande de contributeurs, le téléchargement des contenus indexés est désormais possible au format XLS, à partir de chaque inventaire ou de la carte de suivi du projet.

À l'occasion du premier anniversaire de la plate-forme, un rendez-vous des contributeurs a été organisé le 25 mai 2024. Au programme : un bilan des projets participatifs, un temps d'échanges entre responsables des projets et contributeurs, et des visites guidées exclusives. L'après-midi s'est terminée par un moment de convivialité dans les jardins des Archives nationales. L'objectif de cet événement, qui a rassemblé quarante participants



venus de toute la France, était de rencontrer les contributeurs, et également de les faire se rencontrer.

Autres dépouillements menés par des bénévoles

Au département du Minutier central, l'accueil de bénévoles, notamment de La France généalogique, s'est poursuivi. L'analyse des actes de la famille de l'étude LXII a été achevée et celle de l'étude XXXIV a été entamée. L'intégration en SLV des données produites par l'association a repris; elles et sont intégrées dans les instruments de recherche « Minutes et répertoires ».

Le groupe de contributeurs bénévoles lié à [Famillesparisiennes.org](https://famillesparisiennes.org) a, de son côté, poursuivi ses dépouillements portant sur l'analyse systématique des inventaires après décès en liasses du XVI^e siècle et de la première moitié du XVII^e siècle, et a transmis ses relevés, sous forme de deux fichiers : relevé réalisé avant septembre 2020 (9 590 inventaires après décès analysés) et relevé en cours (4 104 inventaires après décès analysés au 2 février 2024). Compte tenu du nombre important d'instruments de recherche à réviser et republier, ce dernier relevé a été mis à disposition des usagers sous forme de fichier téléchargeable dans l'un des onglets de la rubrique « Chantiers d'inventaires du Minutier central des notaires de Paris » de la SLV.

En outre, grâce à la contribution de bénévoles individuels, les cotes MC/ET/XCVI/18 à 25 du minutier de Michel de Beauvais ont été analysées, de même que 1 220 minutes d'Antoine-Xavier Hennequin (étude LXXIV), 198 minutes d'Achille Catoire (MC/ET/XVI/1048 et 1055) et 311 minutes de Henry Agasse (MC/ET/XCVII/789 à 792).

Partenariat Wikimedia France

Les Archives nationales ont poursuivi leurs actions de diffusion de données et contenus ouverts sur les plateformes Wikimedia.

560 nouvelles images ont été mises en ligne sur Wikimedia Commons. Outre la mise en ligne de documents valorisés lors des expositions de l'année, trois corpus d'images ont été téléversés : une centaine de plans et photographies concernant les phares et balises, plus de 270 photographies de la région parisienne dans les années 1930, et près de 100 dessins de papier à en-tête de la période

révolutionnaire. Plus de 6 600 documents numérisés appartenant aux collections des Archives nationales sont désormais identifiés sur Wikimedia Commons, dont plus de la moitié ont été mis en ligne par l'institution.



Phare de 4^e ordre - Barbier et Fenestre.jpg
3,305 × 4,347; 3.7 MB

Phare de Bastia - Môle Génois - plan 1900.jpg
5,688 × 4,815; 8.59 MB

Phare de Berck - plan de coloration 1949.jpg
3,057 × 8,855; 2.26 MB



Phare de Chassiron - plan.jpg
3,997 × 5,142; 1.55 MB

Phare de Cordouan - lanterne 1822 (1).jpg
4,621 × 8,850; 3.63 MB

Phare de Cordouan - lanterne 1822 (2).jpg
5,228 × 6,719; 3.41 MB

Mosaïque de plans du service des Phares et Balises téléversés en 2024 sur Wikimedia Commons

Les images qui illustrent des pages Wikipédia sont vues en moyenne 10 millions de fois par mois. La mise en ligne sur Commons, Wikidata et Wikipédia de signatures de personnalités rencontrées dans les fonds d'archives se poursuit : les quelque 1 400 signatures actuellement sur Internet ont été vues plus de 8 millions de fois en 2024.

Les travaux d'enrichissement et d'alignement de données sur Wikidata se poursuivent également, avec notamment plus de 20 000 contributions liées aux travaux archivistiques sur les agents du corps préfectoral depuis 1800 ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Archives_nationales_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Projet:Archives_nationales_(France))).

Sur Wikisource, on signalera sept pièces de théâtre inédites (sous-série F/18), écrites par des femmes auteurs qui ont été intégralement numérisées et sont désormais accessibles sur Wikimedia Commons. Quatre d'entre elles ont été transcrites et sont téléchargeables en epub. Ces pièces de théâtre sont les documents des Archives nationales les plus consultés sur la bibliothèque libre Wikisource.

Parmi les images les plus consultées, celles des signatures d'Alain Delon, Joséphine Baker, Georges Pompidou et Isadora Duncan

File	Uses	Page views	Details
Signature d'Alain Delon - Archives nationales (France).png	44	1,571,928	ar wikipedia az wikipedia ast wikipedia Alain Delon
Signature de Joséphine Baker - Archives nationales (France).png	40	942,089	ar wikipedia az wikipedia ast wikipedia Josephine Baker
Signature de Georges Pompidou - Archives nationales (France).png	44	388,037	ar wikipedia az wikipedia ast wikipedia Georges Pompidou
Signature d'Isadora Duncan.jpg	41	344,630	ar wikipedia az wikipedia ast wikipedia Isadora Duncan

PRÉSERVATION MATÉRIELLE DES FONDS ET COLLECTIONS

SUPPORTS TRADITIONNELS

Conservation préventive des supports traditionnels

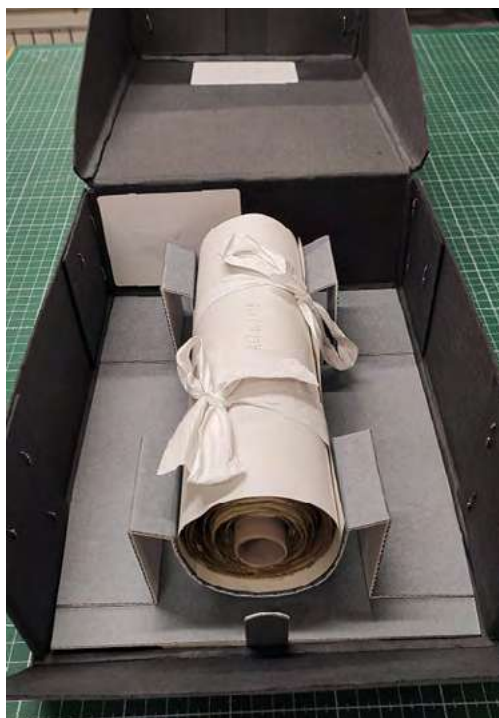
De manière prioritaire, le service de la Conservation préventive a exercé une vigilance constante sur le climat et les conditions sanitaires de conservation des collections.

À Pierrefitte-sur-Seine, le système de traitement d'air des magasins pâtit des dysfonctionnements des groupes froids. Cela étant, l'inertie du bâtiment a suffi à maintenir des valeurs climatiques stables et satisfaisantes dans les magasins standard. Le climat des magasins spéciaux (archives photographiques et audiovisuelles), en revanche, dont les consignes de température et d'hygrométrie sont plus strictes, n'a pu être maintenu à des valeurs souhaitables.

La surveillance du climat de Pierrefitte-sur-Seine fait l'objet d'un groupe de suivi piloté par le service de la conservation préventive. Tous les deux mois environ, il réunit les acteurs concernés par cette question, c'est-à-dire, outre les services du département de la Conservation, le service de la Gestion immobilière et logistique, le chef de projets « sinistres », un représentant de la direction des Fonds et un représentant de la direction des Publics, ainsi que les représentants de l'entreprise chargée de la maintenance des installations. La tenue de ce groupe de suivi permet de préserver une bonne circulation de l'information et d'améliorer ainsi la gestion du climat, notamment lors des dysfonctionnements du système de traitement d'air.

Le service de la Conservation préventive assure également le co-pilotage du groupe de travail « sobriété énergétique », avec le responsable de la sobriété énergétique rattaché à la direction Administrative et Financière. Ce groupe de travail réunit les acteurs concernés par cette question (département de la Conservation, service de la Gestion immobilière et logistique, direction des Fonds). La tenue de ce groupe de travail permet en particulier de réfléchir à la conciliation des deux objectifs *a priori* contradictoires que sont la réduction de la consommation d'énergie et la régulation du climat des magasins.

Le service de la Conservation préventive a par ailleurs continué d'apporter son aide à la direction des Fonds dans les opérations de reconditionnement et de dépoussiérage.



Conditionnement du rouleau funéraire du bienheureux Vital, abbé de Savigny (1122-1123), long de 10 mètres
(AE/II/138). © Archives nationales de France

CHIFFRES CLÉS DE LA CONSERVATION PRÉVENTIVE

1 100 ml reconditionnés
505 ml dépoussiérés

Restauration

La mise en œuvre de la stratégie 2021-2025 (**objectif 23**) a permis à l'atelier de restauration, reliure et dorure d'équilibrer sa programmation des opérations de restauration liées à l'entretien des fonds, à la préparation des expositions et aux travaux préalables à la numérisation. Plusieurs opérations de restauration ont en outre été externalisées, notamment pour les journaux de camps de prisonniers de guerre (F/9/2893-2901), les archives du camp d'Argelès (F/7/14723, 14731 et 15105) ou de celles du commerce des Antilles (F/12/2619/A-E).

L'atelier de restauration, reliure et dorure continue par ailleurs d'entretenir des liens réguliers avec le monde de la formation et de la recherche, en accueillant des étudiants en conservation-restauration ainsi que des chercheurs, en particulier dans le cadre du projet PapMedAn, consacré à l'étude des matériaux des papyrus conservés aux Archives nationales. Deux restaurateurs ont également suivi un mémoire de fin d'études d'un élève restaurateur de l'Institut national du patrimoine.

Outre la contribution technique apportée au scellement de la loi constitutionnelle relative à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse (voir focus), l'atelier des sceaux et des moulages a réalisé des restaurations, moulages et fac-similés de sceaux, en lien avec la direction des Fonds et la direction des Publics des Archives nationales, ou dans le cadre d'expositions extérieures, comme l'exposition « Cathares » – Toulouse dans la croisade, au musée Saint-Raymond de Toulouse.

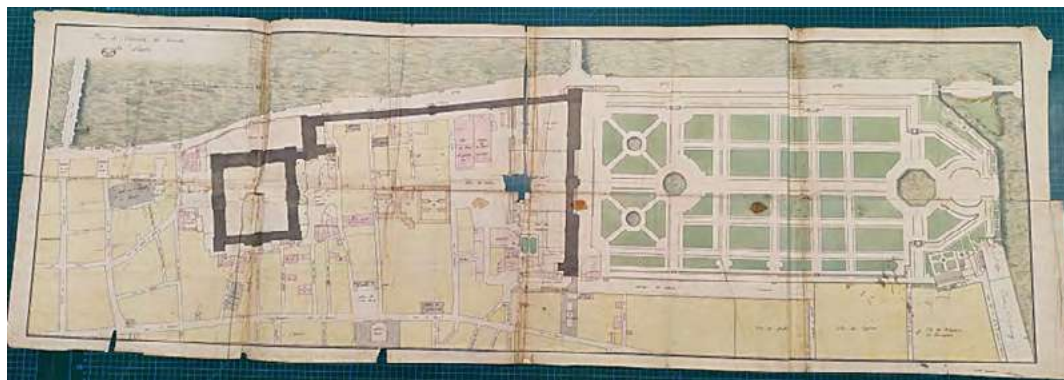


Restauration du testament multiscellé de Raimond VII, comte de Toulouse, 24 septembre 1249 (J//331/64).
© Archives nationales de France

CHIFFRES CLÉS DE LA RESTAURATION

21 387 restaurées

36 sceaux restaurés



Plan du jardin des Tuileries et du Louvre, XVIII^e siècle (CP/O1/1 666, n° 15) : vue avant et après restauration. ©Archives nationales de France

FOCUS

SUR LE SCELLEMENT DE LA LOI 2024 RELATIVE À LA LIBERTÉ DE RECOURIR À L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

Le scellement de la loi constitutionnelle n° 2024-200 du 8 mars 2024 relative à la liberté de recourir à l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) a fortement mobilisé le département de la Conservation.

L'atelier des sceaux et de moulage des sceaux a apporté sa contribution et son aide technique au scellement réalisé par le garde des Sceaux, ministre de la Justice, lors d'une cérémonie publique place Vendôme, retransmise en direct par les médias nationaux. Une fois le scellement réalisé, la loi constitutionnelle a été glissée dans un maroquin fabriqué par l'atelier de restauration, reliure et dorure. Elle a ensuite rejoint les Archives nationales, afin d'y être présentée dans le cadre d'une exposition consacrée au discours prononcé par Simone Veil en 1974, lors du vote à l'Assemblée nationale de la loi autorisant aux femmes le recours à l'IVG. À l'issue de l'exposition, la loi constitutionnelle a été rangée dans l'armoire de fer.

En marge de la cérémonie de scellement, les Archives nationales ont présenté aux plus hautes autorités de l'État d'autres lois constitutionnelles, reconditionnées pour l'occasion par le service de la Conservation préventive.



Présentation de la loi constitutionnelle scellée, glissée dans le maroquin fabriqué et doré par l'atelier de restauration, reliure et dorure. Place Vendôme, 8 mars 2024.

© Archives nationales de France



Le président de la République, Emmanuel Macron, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, Éric Dupond-Moretti, et le directeur des Archives nationales, Bruno Ricard, devant les lois constitutionnelles reconditionnées, présentées au ministère de la Justice (hôtel de Bourvallais, place Vendôme) à l'occasion de la cérémonie de scellement de la loi constitutionnelle du 8 mars 2024 relative à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse.

© Joachim Bertrand/ministère de la Justice

Numérisation

Pour la dernière phase de la stratégie 2021-2025, la mise en œuvre de l'objectif 15 consacré à la politique de numérisation se poursuit selon deux axes :

- La cartographie des fonds numérisés : il s'agit, d'une part, de préparer le jeu de données des campagnes de numérisation depuis le début des opérations pour une valorisation dans l'open data de la Culture et, d'autre part, de repérer les corpus numérisés qui ne sont pas encore publiés afin de programmer leur mise en ligne.
- L'étude des demandes de communication d'archives en salle de lecture sur la période 2014-2023, afin de mieux prendre en compte les demandes de consultation des lecteurs dans la sélection des corpus à numériser.

Opérations de numérisation

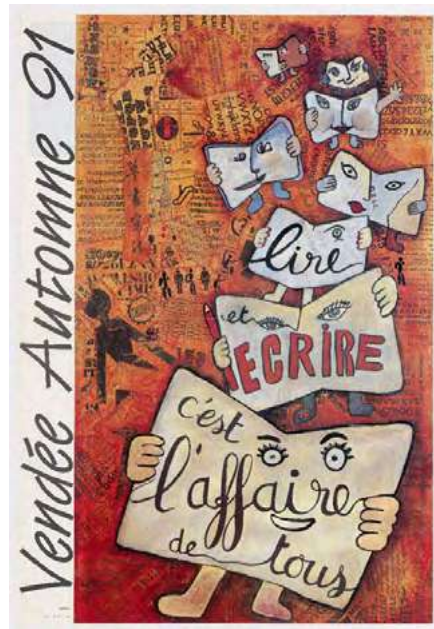
L'année 2024 a été de loin la plus productive en nombre de numérisations réalisées. Avec 2,4 millions de vues supplémentaires, le seuil des 20 millions de vues produites depuis les débuts de la numérisation a été dépassé. Le département de l'Image et du Son a organisé 149 opérations de numérisation dans l'année. Les Archives nationales ont commandé 2 287 922 vues en prestations externalisées, pour un budget de 245 000 euros en actes d'engagement et de 280 000 euros en crédits de paiement. Au total, 2 455 755 fichiers numérisés ont été produits en interne et en externe.

S'agissant des microfilms, l'opération massive de numérisation menée depuis 2020 a franchi une étape, avec 1,4 million de vues produites, contre 900 000 l'année précédente. Les efforts portent toujours sur les séries les plus consultées, comme les fonds du parlement de Paris, de la Marine, de la Maison du Roi et du Minutier, mais visent aussi des fonds d'archives contemporaines, comme ceux de la Caisse nationale autonome de sécurité sociale dans les mines.

La numérisation sérielle de fonds originaux est en progression elle aussi, avec 980 000 vues réalisées. Elle a couvert de grands ensembles comme les fichiers de la Justice (345 000 vues), les registres des assemblées (45 000 vues), les fonds de la Maison de l'Empereur - Premier et Second Empire (45 000 vues), les registres du Conseil secret (34 000 vues) et des ordonnances royales enregistrées au parlement de Paris (23 000 vues), ainsi que les registres des minutes des notaires du XVI-XVII^e siècle (25 000 vues).

Parallèlement à la numérisation des registres, liasses et fiches, celle des fonds figurés composés d'atlas, plans, affiches et dessins permet de mettre en valeur une iconographie très riche courant sur plusieurs siècles. La poursuite de la reproduction intégrale des plans

des grandes Expositions universelles s'est concentrée sur celle de 1889, dans le prolongement de l'année Eiffel. La numérisation d'affiches et de tracts balaye des sujets emblématiques du XX^e siècle, évoquant aussi bien la Première Guerre mondiale (fonds Painlevé), que Mai 1968 (fonds François Ellenberger), la santé (Comité français d'éducation pour la santé), la sécurité routière, la Sécurité sociale ou l'environnement par exemple.



Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI) : affiche réalisée dans le cadre de la campagne « Vendée automne 91 », 1991, (20150877/53). © Archives nationales de France

Autre versant des fonds iconographiques, les phototypes. De nouveaux fonds photographiques ont fait l'objet de campagnes de numérisation systématiques :

- Les archives du Service photographique de la présidence de la République sous le mandat de François Mitterrand, avec 552 reportages entre 1983 et 1985 et 768 reportages entre 1985 et 1988, représentant respectivement deux premiers lots de 6 409 vues.



Reportage n°6096 : visite du chantier du Louvre, 10 avril 1987. © Service photographique de la présidence de la République



Reportage n°6328 : visite du chantier du Grand Louvre, 4 mars 1988. © Service photographique de la présidence de la République

- La photothèque du ministère de l'Agriculture (1947-1988). Créée vingt-cinq ans après le Service de cinématographie agricole, la photothèque de l'Agriculture produisait, collectait et conservait des images pédagogiques de paysages, de pratiques agricoles et de l'activité du ministère. 5 926 photographies contrecollées sur papier ont été numérisées, présentant des thématiques aussi diverses que le milieu naturel (inondations, orage, incendie, pollution-environnement), le milieu humain (scènes rurales et artisanat), les cultures et l'élevage, la distribution et les marchés.



Photothèque du ministère de l'Agriculture, équidés (1947-1988)

► Plaques de verre du journal *Le Petit Parisien*. Créé en 1876, ce quotidien a couvert l'ensemble des événements internationaux de la Troisième République. Transformé en organe de propagande pendant l'Occupation, il a disparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans le fonds conservé aux Archives nationales se trouvent notamment des plaques de verre de photographies ayant servi d'illustrations au journal.

Activités de l'atelier de photographie

L'atelier de photographie du site de Paris, installé dans une structure modulaire pendant l'opération des grands travaux Camus, a trouvé une implantation stable au rez-de-chaussée du Caran en toute fin d'année 2024. Dédié à la numérisation des fonds parisiens, il a vocation à reproduire des chartes scellées, des documents reliés épais (58 cm de haut par 73 cm de large au maximum) grâce à l'installation d'un plateau porte-livre spécifique, et des cartes et plans de grandes dimensions (130 cm de haut par 180 cm de large au maximum) au moyen d'un dispositif permettant de déplacer l'appareil de prises de vue sur un rail pour réaliser plusieurs clichés du même document qui seront assemblés en post-production.



L'atelier de photographie du site de Paris.
© Archives nationales de France

FOCUS

SUR DES PROJETS DE NUMÉRISATION EN INTERNE

► Livre d'or de l'ordre moderne du Temple (XVIII^e-1824)



L'ordre moderne du Temple, dont les statuts furent promulgués en 1705, se présentait comme le successeur de l'ordre du même nom, supprimé en 1312 à la demande de Philippe IV le Bel. La numérisation du livre d'or de cet ordre a présenté plusieurs défis. Il s'agit d'un manuscrit grand in-folio aux coins dorés comportant un sceau.

Compte tenu de la taille de l'ouvrage et de sa matérialité hétérogène, on a choisi une numérisation sur scanner DRS A0 Métis, qui permet de moduler les lumières pour trouver un éclairage mettant en valeur le décor des reliures, sans nuire à la lecture globale du document.

En complément de la prise de vue des pages, un sceau portant l'insigne de l'ordre des templiers faisait entrer une composante fragile et en relief qu'il ne fallait pas abîmer. Il a donc été nécessaire de trouver le bon réglage pour éviter le contact et la pression de la vitre.



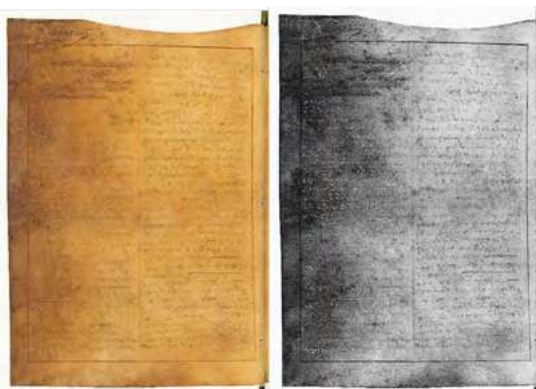
Enfin, le dernier écueil auquel il a fallu faire face était lié à la présence d'encre dorée sur une partie du livre. Cette encre, aujourd'hui ternie, se confond avec la teinte du parchemin. Il est dans ces cas très difficile de rendre les pages clairement lisibles, malgré les différentes possibilités qu'offrent les numériseurs utilisant la lumière rasante.



C'est pourquoi l'atelier a préféré proposer une version en noir et blanc et en négatif pour éliminer la composante couleur et essayer de dégager le plus d'informations possible. À l'avenir, avec le développement de la prise de vue infrarouge et ultraviolet aux Archives nationales, on peut espérer traiter des documents complexes et pratiquement illisibles pour révéler des écritures masquées.

Livre d'or de l'ordre moderne du Temple, 3AS/34/2.

© Archives nationales de France



Original

Noir et blanc

► Carte de France de Cassini, l'exemplaire du roi Louis XVI

Dans le cadre d'un partenariat entre les Archives nationales et l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), l'atelier de photographie a mis en place un protocole de numérisation pour reproduire la carte de France de Cassini.

L'exemplaire conservé à la bibliothèque historique (E/III/200) a appartenu successivement à Louis XVI et à Napoléon. Il se compose d'environ 200 feuilles représentant chacune une portion du territoire français en noir et blanc, parfois rehaussé de couleurs. Divisées en éléments pliables, ces feuilles sont marouflées sur soie bleu. Elles se distinguent en cela de l'exemplaire de Marie-Antoinette sur soie rose, conservé à la Bibliothèque nationale de France (BnF).

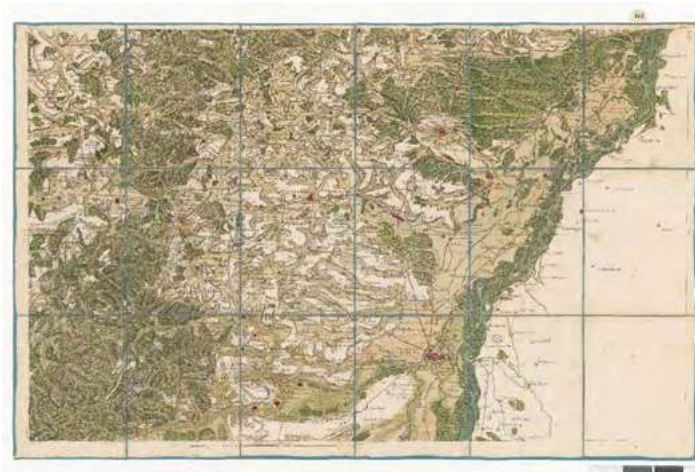


Une fois repliées sur elles-mêmes, les feuilles avaient été glissées dans des boîtes (seize au total), se présentant comme des ouvrages reliés en cuir, titrés à l'or, simulant astucieusement les tomes d'une collection.



Exemplaire d'une boîte contenant la carte de France de Cassini.

© Archives nationales de France



Carte de France de Cassini.

© Archives nationales de France

Afin d'obtenir un résultat optimum, l'atelier a privilégié le numériseur Métis DRS A0 offrant des possibilités techniques uniques en termes de nuances de lumière. Le protocole ayant été validé par l'IGN, les quinze boîtes restantes seront numérisées en 2025 afin de permettre l'assemblage complet de la carte de France de Cassini.



Carte de France de Cassini.

© Archives nationales de France

► Album de dessins d'Alphonse Le Touzé de Longuemar

Alphonse Le Touzé de Longuemar (1803-1881) réalisa, lors de la campagne d'Alger à laquelle il participa en 1830, un album de dessins. Cet album comporte 102 dessins sur papier ou calque, au crayon, à la plume, au lavis et à l'aquarelle. Acheté par les Archives nationales en 2023, il a intégré le département des Archives privées dans la collection de papiers d'érudits.



Souvenir d'Alger. Album de dessins d'Alphonse Le Touzé de Longuemar, AB/XIX/5625/1.

© Archives nationales de France

Souvenir d'Alger.
Album de dessins
d'Alphonse Le Touzé
de Longuemar,
AB/XIX/5625/1.
© Archives nationales
de France



Les prises de vue de ce carnet de voyage de la fin du XIX^e siècle ont nécessité une attention particulière, notamment en ce qui concerne la manipulation des dessins sur calque, ce support devenant très cassant avec le temps.

Souvenir d'Alger. Album de dessins d'Alphonse Le Touzé de Longuemar, AB/XIX/5625/1.

© Archives nationales de France

RESTAURATION ET PRÉSERVATION DES ARCHIVES AUDIOVISUELLES

Le marché en cours de pérennisation des archives audiovisuelles a permis de poursuivre les travaux sur :

- ▶ des bobines de films des cinémathèques de la Reconstruction et de l'Urbanisme, ainsi que de l'Agriculture,
- ▶ des films du Comité d'éducation pour la santé,
- ▶ des archives sonores d'ethnomusicologie du musée national des Arts et Traditions populaires,
- ▶ du fonds Pierre Mendès-France,
- ▶ d'une grande partie des archives sonores des fonds Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand,
- ▶ du fonds des entretiens de Philippe Gaillard avec Jacques Foccard,
- ▶ des archives de Gisèle Halimi,
- ▶ du fonds Christiane Desroches-Noblecourt.

S'agissant des travaux de pérennisation réalisés en interne, l'atelier audiovisuel, nouvellement installé sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, a numérisé 593 supports représentant un large éventail de formats analogiques et numériques (Betacam, VHS, Umatic, cassette audio, CD et DVD) provenant de différents fonds tels que celui de la Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense (DICOD), de l'ADEME ou des chefs du gouvernement.

Par ailleurs, l'atelier a poursuivi la pérennisation des diaporamas sonores de la direction de la Construction du ministère de l'Équipement (numérisation des diapositives, synchronisation de la bande sonore numérisée sur les reproductions de diapositives et restitution dans un montage vidéo). Les numérisations des diapositives des carrousels ont été réalisées en appliquant une méthode mise au point par l'atelier de photographie. Une phase de test préalable a été conduite pour optimiser le processus et assurer une numérisation de qualité. Cette approche a abouti à la numérisation de 471 diapositives et à la reconstitution de cinq diaporamas sonores, dont *La récupération de chaleur*, *De l'énergie autrement* ou *Permis de construire*.



Pérennisation de diaporamas sonores de la direction de la Construction du ministère de l'Équipement, numérisation et montage. © Archives nationales de France

PÉRENNISATION DES ARCHIVES NATIVEMENT NUMÉRIQUES

Chantier de reprise du patrimoine numérique ancien des Archives nationales

Le chantier de reprise des données afin de les intégrer dans le SIA numérique s'est poursuivi en 2024 avec des travaux sur deux grands types de fonds : les reportages photographiques de la présidence de la République et des services du Premier ministre et les versements pourvus d'instruments de recherche en EAD.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet tutoré de cinq étudiants du master 2 archives de l'université Paris 8, les archives audiovisuelles du fonds Métamorphoses et Innovations ont été traitées. Composé d'archives orales et de photographies, ce fonds est le fruit d'une commande des Archives nationales à l'ethnologue Anne Monjaret pour documenter la transformation de l'institution à l'occasion du déménagement et de l'ouverture du site de Pierrefitte-sur-Seine.

Stratégie et politique de pérennisation des archives numériques

Dans le cadre de l'**objectif 22** de la stratégie 2021-2025 relatif à la pérennisation des données stratégiques de l'État, le département de l'Administration des données a conduit plusieurs actions, en particulier en lien avec les demandes d'entrées : pilotage de la politique des formats, suivi des relations avec les services versants pour évaluer la lisibilité des fichiers, pour mettre en place des conversions de formats si nécessaire, ainsi que pour diagnostiquer et corriger les problèmes sanitaires. En matière de politique des formats, le département, ainsi que la mission des archives audiovisuelles, participent à plusieurs groupes de réflexion, dont les travaux de l'équipe PRONOM (registre international des formats tenu par *The National Archives*, Royaume-Uni) et de la Cellule nationale de veille sur les formats.

2

OUVERTURE DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE AUX PUBLICS

RELATIONS AVEC LES USAGERS

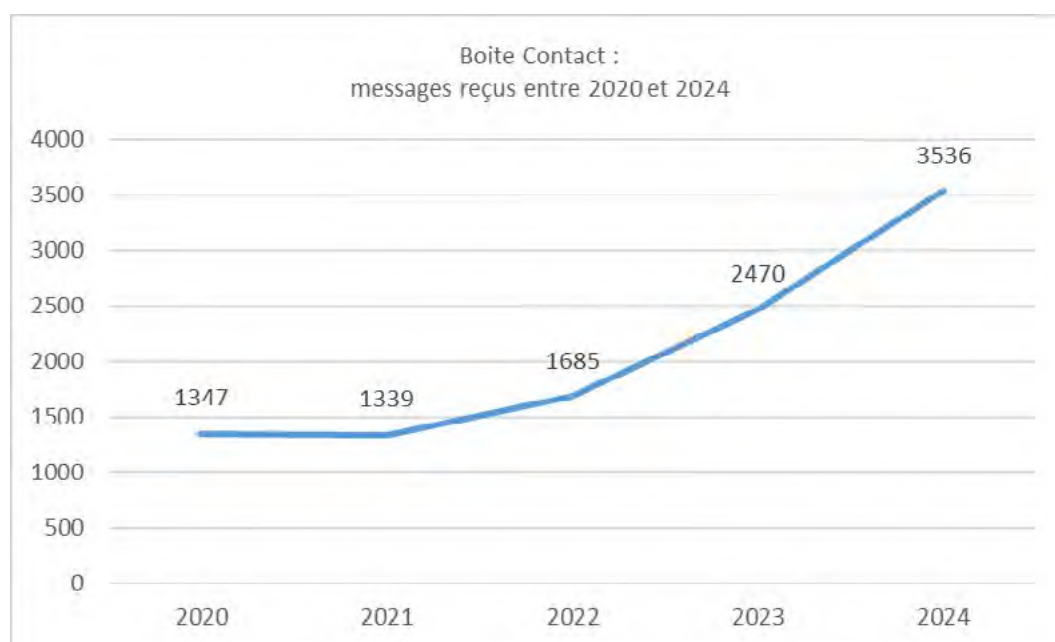
Les Archives nationales entretiennent des liens réguliers et constructifs avec les lecteurs et les usagers, notamment en animant un comité des usagers des Archives nationales et un comité d'écoute usagers (dans le cadre de la démarche « Services publics + »), en organisant des séances de formation dédiées ou des rencontres spécifiques, ou encore en concevant et coordonnant des enquêtes de publics.

Le comité des usagers s'est réuni le 24 octobre, avec un ordre du jour essentiellement consacré à la restauration sur le site de Pierrefitte-sur-Seine et aux outils numériques. Quant à la démarche d'amélioration continue du service public, le plan d'actions mis en place en 2023 s'est poursuivi avec la publication, pour le site de Pierrefitte-sur-Seine, d'un plan des espaces du rez-de-chaussée et du second étage accessibles au public, et la réalisation de plans schématiques facilitant le repérage

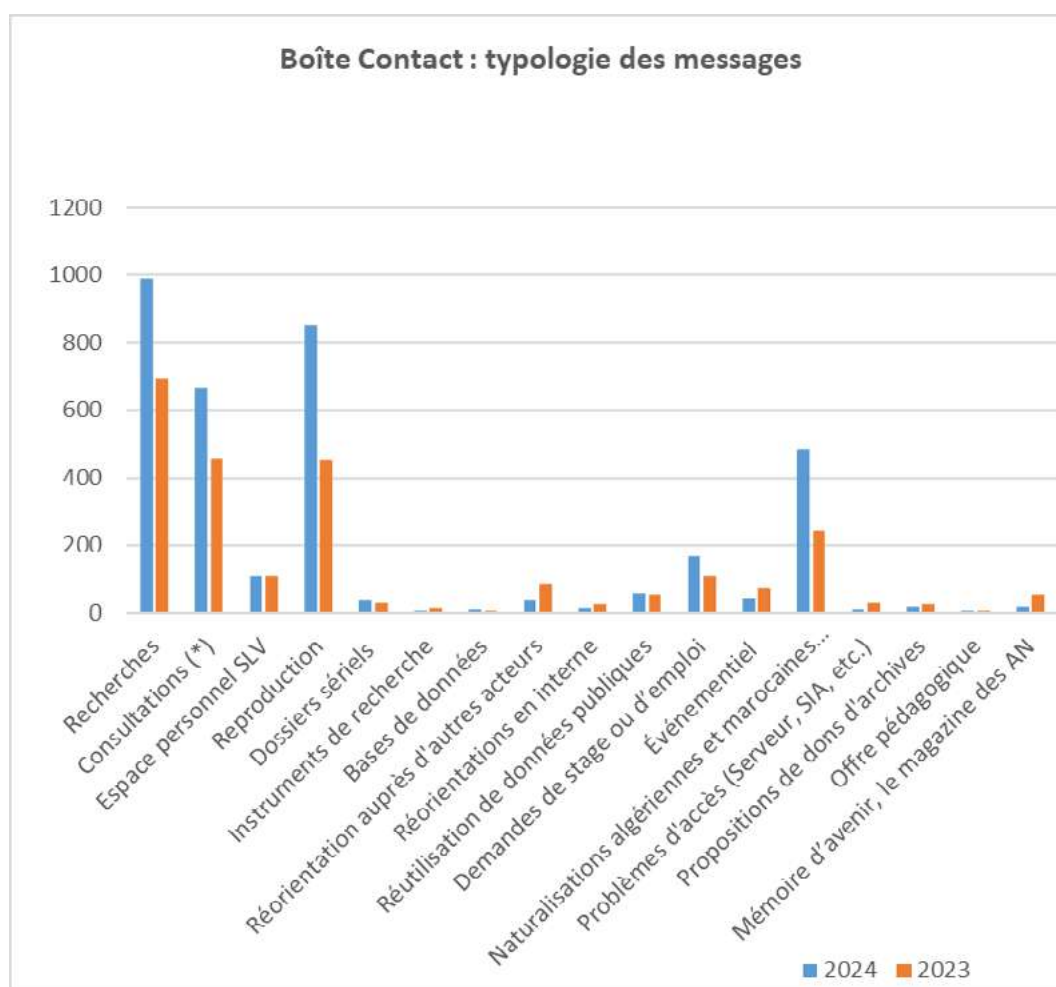
du lecteur dans les salles de lecture et des inventaires.

C'est toutefois par la voie électronique que s'opèrent au quotidien les liens avec les usagers, notamment par deux outils essentiels, la boîte Contact et la boîte aux lettres fonctionnelle, dont il est intéressant d'observer les usages. L'activité liée à la boîte Contact est partagée à égalité entre le département de l'Accueil des publics de Pierrefitte-sur-Seine (DAPI) et son pendant parisien, le DAPA.

En 2024, le DAPI a apporté 3 536 réponses, soit 43 % de plus qu'en 2023. La raison de cette activité plus importante est due surtout à la très forte augmentation des questions liées à la consultation des documents originaux, mais également aux interrogations sur le mode d'emploi de l'espace lecteur de la SLV ainsi que sur les recherches et reproductions de documents à distance, et sur les naturalisations.



On constate une augmentation continue des demandes via la boîte contact, 162 % de demandes supplémentaires depuis 2020. Les principaux sujets traités concernent des demandes de recherche, des précisions sur des demandes de consultation, des demandes de reproduction et, enfin, des demandes relatives aux naturalisations de ressortissants d'origine algérienne et marocaine.



(*) Consultation (conditions de communication ; vérification de cotes et saisies ; quotas ; localisation entre sites ; demandes de dérogation ; communication exceptionnelle ; autorisation de consultation ; attestation de présence ; demande d'annulation de consultation ; réservations)

(*) Les demandes de recherche portant sur les décrets et/ou les dossiers de naturalisation de ressortissants algériens et marocains sont systématiquement réorientées vers le DAPA.

La boîte aux lettres fonctionnelle adossée à l'adresse archives-nationales.pierrefitte@culture.gouv.fr sert aux chargés d'orientation scientifique à répondre aux demandes de recherche et de reproduction parvenues dans le SIA via la SLV. Un administrateur ventile les demandes sur les comptes des collègues ; ces comptes comprennent le plus souvent

une sous-rubrique « Remerciements », qui permet aux agents de voir des réponses qui valorisent leur travail. Les autres réponses peuvent consister en incidents divers (lien de téléchargement inactif) ou en demandes d'éclaircissements à propos d'une réponse, etc. En 2024, 6 220 demandes ont été reçues

ACCÈS AUX DOCUMENTS

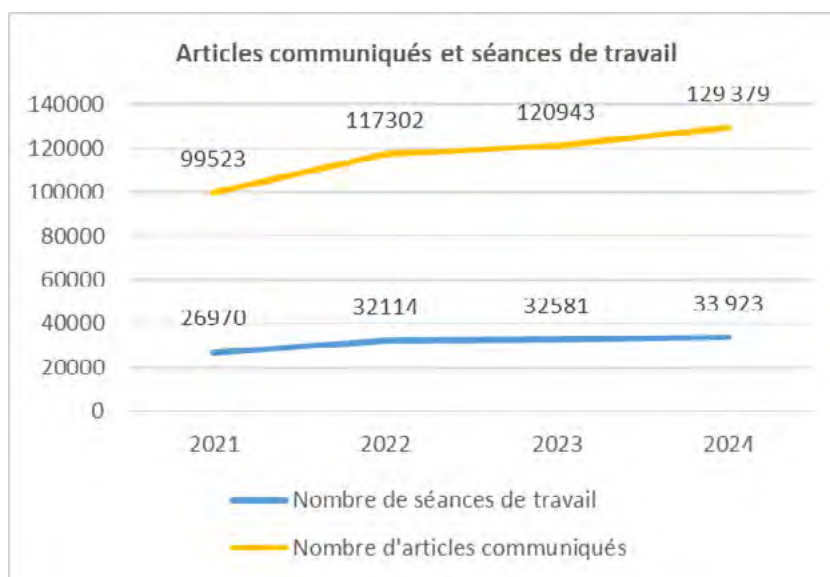
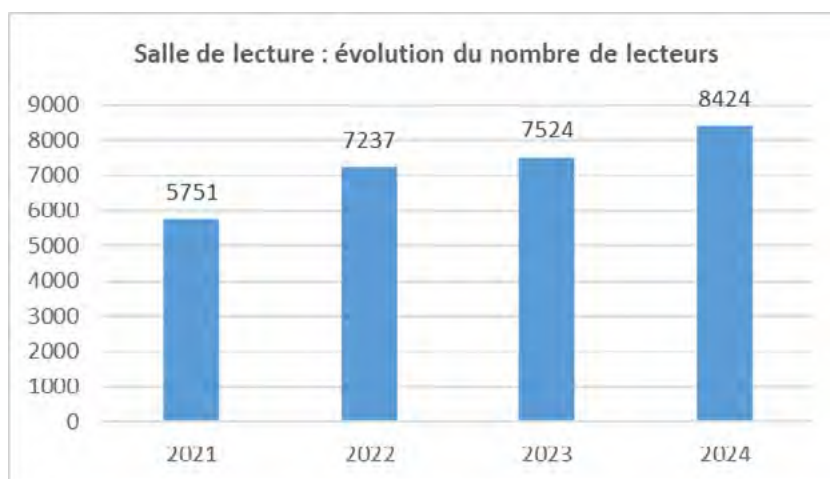
Liens stratégie: Objectifs 1, 2, 3

CONSULTATIONS EN SALLES DE LECTURE

À rebours de ce que l'on constate de manière globale dans le réseau des services d'archives, la fréquentation des deux salles de lecture se maintient à un niveau constant, que l'on considère le nombre de séances, le nombre de lecteurs physiques ou le nombre d'articles communiqués. Les lignes qui suivent détaillent la fréquentation par salle.

En 2024, la salle de lecture du site de Paris a été fermée 32 jours, en raison de la fermeture exceptionnelle de trois semaines due à la

tenue des Jeux olympiques de Paris 2024. En dépit de cet événement, les chiffres restent très proches de ceux de l'année précédente, avec 11 449 séances de travail en salle de lecture des originaux, ayant donné lieu à la communication de 48 538 articles. La salle de lecture des microfilms a, quant à elle, enregistré 3135 séances de travail pour 9 581 bobines consultées. Le nombre de nouveaux inscrits (1 315) est en hausse par rapport à 2023 (+ 8 %) de même que le nombre total de lecteurs inscrits au 31 décembre 2024 (3 252, soit une hausse de 5 % par rapport à la même date en 2023). Le plus gros contingent des communications en salle de lecture continue d'être assuré par les fonds du Minutier central.



La salle de lecture du site de Pierrefitte-sur-Seine a fermé 38 jours, tant en raison des fermetures annuelles programmées que du

fait des Jeux olympiques. On relèvera également que, pour des raisons conjoncturelles d'effectif, le fonctionnement de la salle de

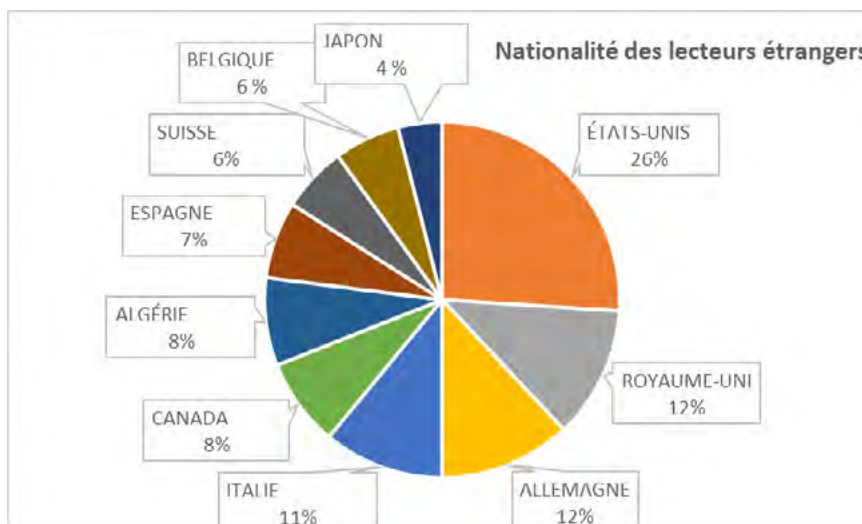
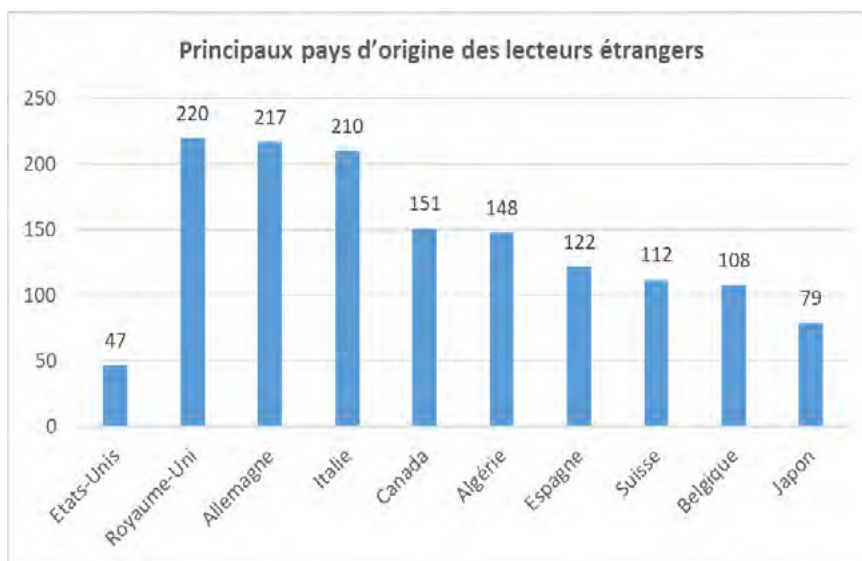
lecture a été perturbé en février et mars 2024, engendrant de nombreuses suspensions de communication de 12h30 et 13h30 et des baisses du quota de commandes du jour à 3 au lieu de 5.

Les chiffres de fréquentation demeurent toutefois élevés, avec une nette augmentation depuis septembre 2024 après un premier semestre en dents de scie. On décompte ainsi 17 347 séances de travail en salle de lecture des originaux, ayant donné lieu à la communication de 64 958 articles. La salle de lecture des microfilms a reçu 1 992 lecteurs auxquels ont été communiquées 6 302 bobines. Le nombre de nouveaux inscrits (3 036) est légèrement supérieur par rapport au chiffre de 2023, de même que le nombre total de lecteurs inscrits au 31 décembre 2024 (5 172).

S'agissant de la consultation des cartes et plans, 63 lecteurs ont consulté 923 pièces dans la salle de lecture dite « Rotonde » à Paris, et 14 lecteurs ont consulté 795 pièces à Pierrefitte-sur-Seine. Quant à la communication des ouvrages conservés à la bibliothèque,

elle fonctionne de manière multicanale. 215 communications ont été délocalisées dans la salle de lecture du Caran, et 143 communications réalisées dans les locaux de la bibliothèque, tandis que 514 communications ont bénéficié à des usagers internes. La bibliothèque a également consenti des prêts temporaires, au nombre de 32, à des bibliothèques partenaires (bibliothèque de l'École des chartes, bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine). Ces chiffres sont à mettre en regard de la consultation des ressources numériques, soit 21 663 consultations (requêtes) de revues numériques par l'abonnement Cairn.

Cette année encore, le nombre de lecteurs étrangers fréquentant nos salles de lecture a augmenté, représentant près de 20 % du public alors que la proportion était de 17 % et 14,5 % les deux années précédentes. Les lecteurs en provenance des États-Unis représentent 26 % du lectorat étranger, ceux du Royaume-Uni et de l'Allemagne (12 %) et de l'Italie (11 %).

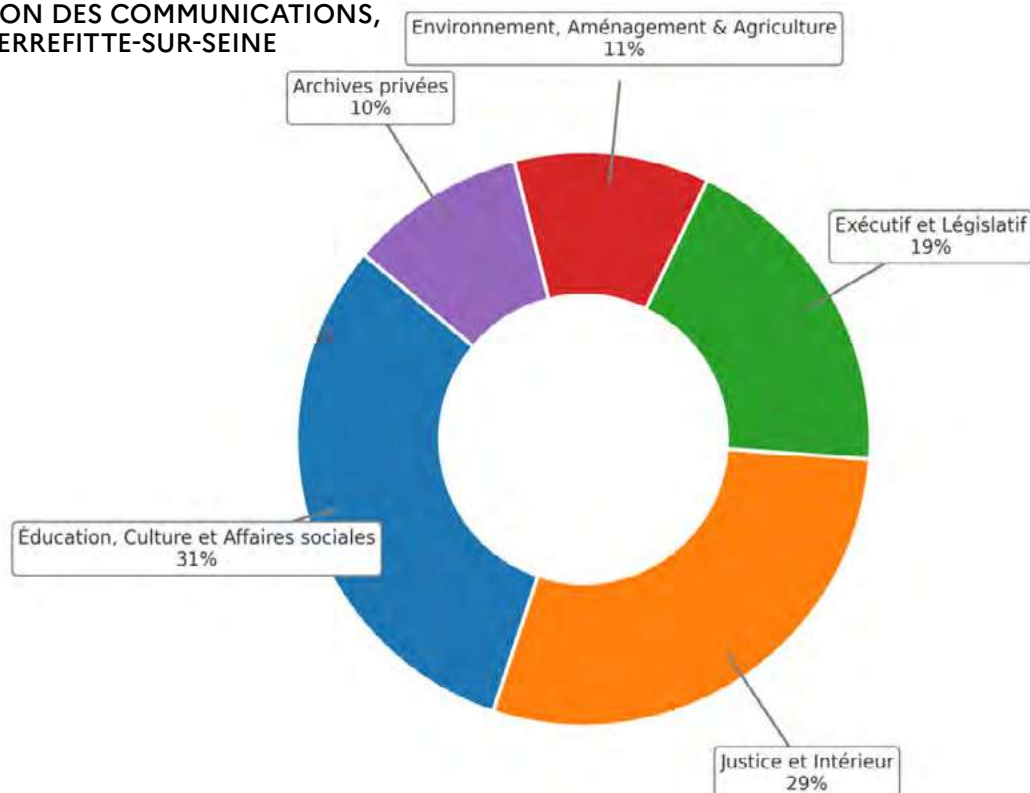


Si 122 379 articles ont été communiqués en salle de lecture – certains articles sont redemandés à plusieurs reprises par les lecteurs –, ce sont 109 058 articles différents qui ont été prélevés dans les magasins en 2024. Le site de Pierrefitte-sur-Seine représente 54,6 % des communications effectuées en salle de lecture et celui de Paris, 43,6 %, pour respectivement 52 % et 48 % en 2023.

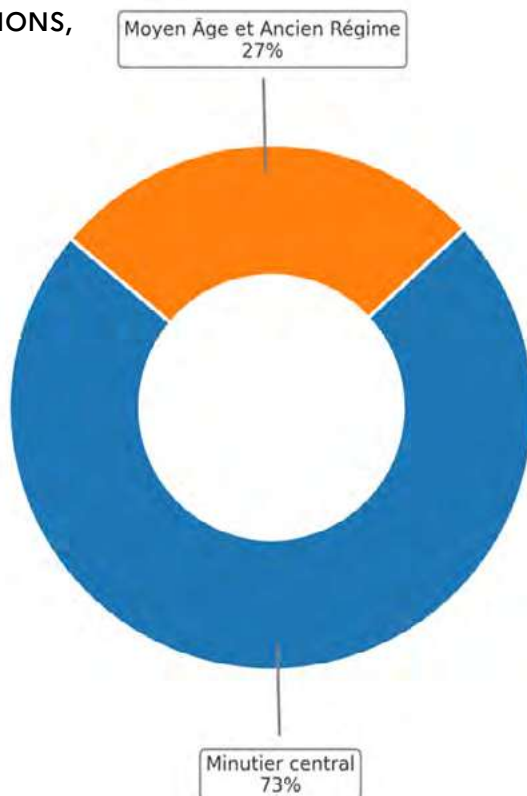
Parmi les départements pierrefittois, c'est le département de l'Éducation, de la Culture

et des Affaires sociales qui effectue le plus de communication (31 %), suivi par le département de la Justice et de l'Intérieur (29 %), le département de l'Exécutif et de l'Legislatif (19 %), le département de l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture (11 %), et, enfin, du département des Archives privées qui assure, quant à lui, 10 % des communications. Pour le site de Paris, 73 % des communications concernent le département du Minutier central et 27 % celui du Moyen Âge et de l'Ancien Régime pour respectivement 67 % et 33 % en 2024.

RÉPARTITION DES COMMUNICATIONS, SITE DE PIERREFITTE-SUR-SEINE



RÉPARTITION DES COMMUNICATIONS, SITE DE PARIS

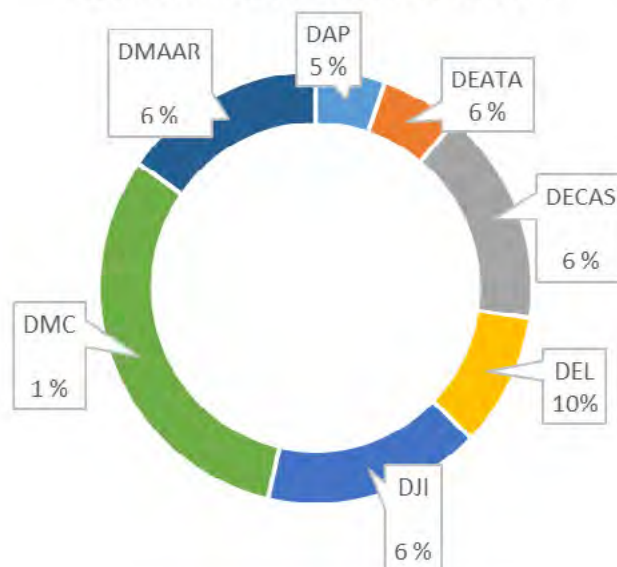


À l'échelle de l'institution, 32 % des communications standard sont faites par le département du Minutier central, suivi par les départements de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et de la Justice et de l'Intérieur qui prennent en charge chacun 17 % des communications, puis par le département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime (12 %).

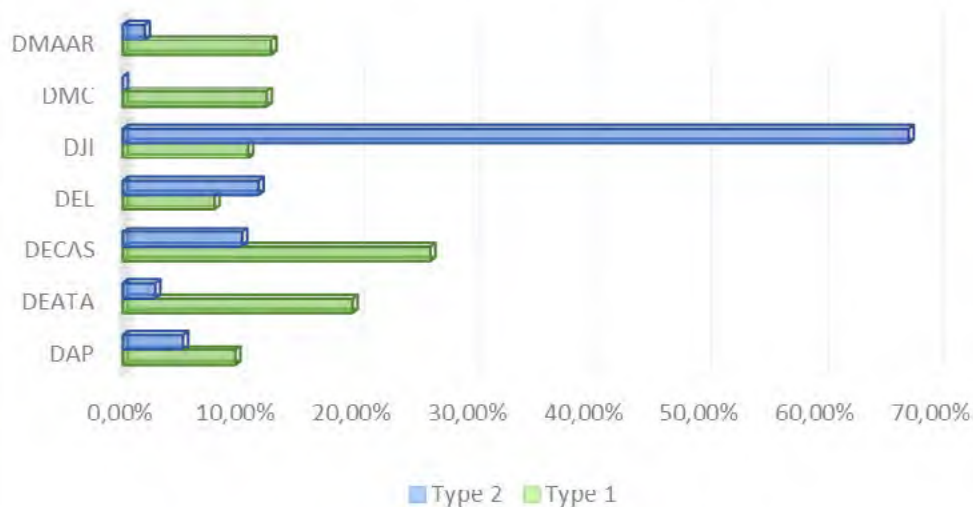
Lors des demandes de communication, il est parfois nécessaire d'extraire l'article communicable de son unité de conditionnement

pour le communiquer au lecteur : on parle alors d'extrait de type 1. Un extrait de type 2 permet, lui, une granularité plus fine en communiquant une ou plusieurs pièces d'un dossier. On notera que le département de la Justice et de l'Intérieur réalise 68 % des extraits de type 2, les départements de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et de l'Exécutif et du Législatif en effectuant respectivement 10 % et 11,7 %, des données très proches de celles de 2023 et qui s'expliquent par la nature des fonds conservés par les départements.

Communications standards en 2024



Extraits de type 1 et 2 par département



DEMANDES DE RECHERCHE ET DE REPRODUCTION À DISTANCE

La réponse aux demandes de recherche par correspondance et aux demandes de reproduction de documents représente une part croissante de l'accès aux fonds.

Le 1^{er} mars 2024, l'ancien tarif des Archives nationales pour les reproductions a été remplacé par un nouveau tarif commun aux trois SCN (AN, ANOM et ANMT). Les changements principaux (fin du forfait pour les dossiers de naturalisation, division par cinq du tarif des numérisations faites par le pôle image) ont été absorbés sans difficulté.

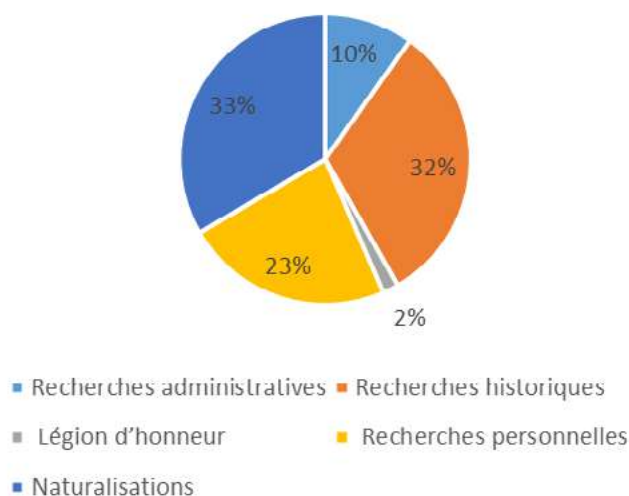
Ainsi, en 2024, les archivistes du département de l'accueil du public à Paris ont répondu à 4 520 demandes de recherche (+ 9,7 % par rapport à 2023) et à 3 237 demandes de reproduction (+ 10,6 %). La majorité des demandes de recherche concernent les dossiers de demandes de naturalisation. La Bibliothèque a eu à répondre à 59 demandes

de recherche ou de reproduction, numérisant ainsi 1 236 vues sur le scanner pour répondre aux demandes à distance.

Le département de l'Action culturelle et éducative a répondu à 18 demandes de consultation, dont 10 assurées en réserve. À signaler 2 demandes de recherche sur les collections du musée des Archives nationales : la première portant sur 117 poinçons, la seconde sur une trentaine d'objets politiques.

Le département de l'Accueil du public à Pierrefitte-sur-Seine, quant à lui, a traité 3 892 recherches, dont 344 ont été clôturées sans suite, formule utilisée souvent pour signifier qu'une réponse positive n'a pu être donnée au demandeur. 163 demandes étaient par ailleurs en cours d'instruction au 31 décembre 2024. Le détail par objet de la demande est éloquent, et traduit, à Pierrefitte-sur-Seine comme à Paris, la forte prédominance des demandes relatives aux naturalisations et celles ayant trait à la situation administrative des individus de manière générale.

Type de demandes de recherche à distance



On note en 2024 l'accentuation très nette d'un phénomène apparu en 2021 : la recherche de « non-naturalisation » sollicitée à l'appui d'une demande de naturalisation dans un autre pays (Italie, Pologne, Espagne). Si 18 demandes ont été reçues en 2021, elles sont 76 en 2022, 139 en 2023 et 178 en 2024. En 2024, la répartition des pays concernés par une démarche de naturalisation a été la suivante : 85 % pour l'Italie, 12,5 % pour la Pologne et 2,5 % pour l'Espagne.

Le nombre global de recherches a baissé du fait d'une meilleure maîtrise des outils en ligne tels que les inventaires sur les naturalisations (notamment pour la série BB/11, dossiers antérieurs à 1931). Toutefois on relève que le nombre de demandes reçues augmente à

nouveau depuis septembre 2024, et surtout, que le contenu est beaucoup plus complexe. Phénomène au demeurant constaté également en salle des inventaires depuis la rentrée universitaire 2024-2025.

Par ailleurs, 5 361 demandes de reproduction ont été reçues sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, dont 1 393 ont été clôturées sans suite. 616 demandes restent encore en cours de traitement à la date du 31 décembre 2024.

Deux fonds sont particulièrement sollicités : les naturalisations et les fonds de Moscou (série 1994...). Après un pic de demandes en mars-avril, le rythme est redevenu plus régulier, quoique toujours intense.

ACCÈS PAR DÉROGATION ET AUTORISATION

Arrêté du 15 avril 2024 portant ouverture des archives relatives au procès de Paul Touvier

Les Archives nationales, avec le service interministériel des Archives de France, le département des Archives, de la Documentation et du Patrimoine du ministère de la Justice et les Archives départementales des Yvelines, ont contribué à la préparation de l'arrêté du 15 avril 2024, publié au *Journal officiel* du 20 avril 2024, portant ouverture des archives relatives au procès de Paul Touvier, condamné le 20 avril 1994 par la cour des assises des Yvelines pour complicité de crimes contre l'humanité.

Cet arrêté permet désormais la libre communication, avant l'expiration des délais prévus à l'article L. 213-2 du code du patrimoine, des archives publiques sur support papier relatives au procès de Paul Touvier conservées aux Archives nationales, aux Archives départementales du Rhône et de la métropole de Lyon et aux Archives départementales des Yvelines. Il autorise la reproduction des documents désormais librement communicables.

Il s'inscrit dans la continuité de plusieurs textes réglementaires promulgués depuis 1983 jusqu'en 2023 ouvrant par anticipation, sur dérogation générale, un certain nombre de fonds relatifs à la Seconde Guerre mondiale émanant tant des administrations centrales de l'État que des services déconcentrés, dont les plus récents sont l'arrêté du 24 décembre 2015 portant ouverture d'archives relatives à la Seconde Guerre mondiale, l'arrêté du 30 juin 2017 portant ouverture des archives du procès de Klaus Barbie et les arrêtés du 28 mars 2022 et du 26 janvier 2023 portant ouverture des archives relatives aux procès impliquant Maurice Papon.

Aux Archives nationales, les dossiers concernés par cet arrêté sont conservés dans les fonds du Département de la Justice et de l'Intérieur: le dossier du parquet général de la cour de sûreté de l'État relatif à Paul Touvier; dossiers du cabinet de Robert Badinter et d'Alain Peyrefitte, transcriptions dactylographiées des audiences du procès tenu devant la cour des assises des Yvelines en mars et avril 1994; dossiers de la direction des affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice; archives de la Cour de cassation relatives à l'instruction du procès de Paul Touvier, au procès et à ses suites.

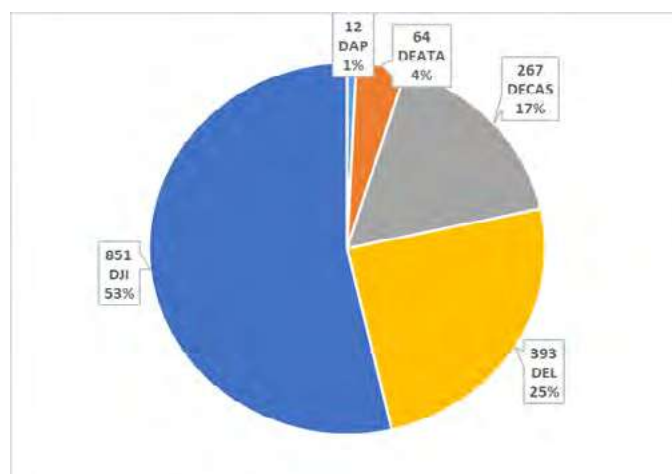
Le nombre de communications liées à l'ouverture des archives relatives au génocide des Tutsi au Rwanda par les deux arrêtés

ministériels des 6 avril et 6 juillet 2021, qui n'a jamais été très élevé, reste très faible : cinq demandes en 2024.

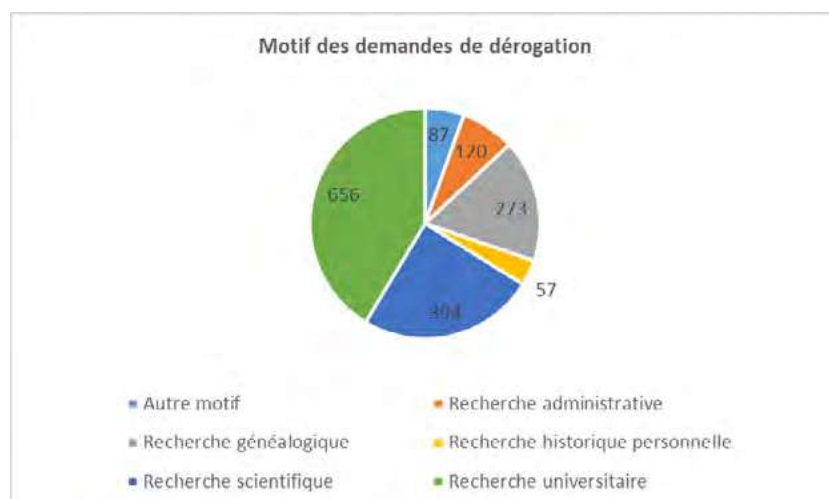
Dérogations individuelles sur les archives publiques

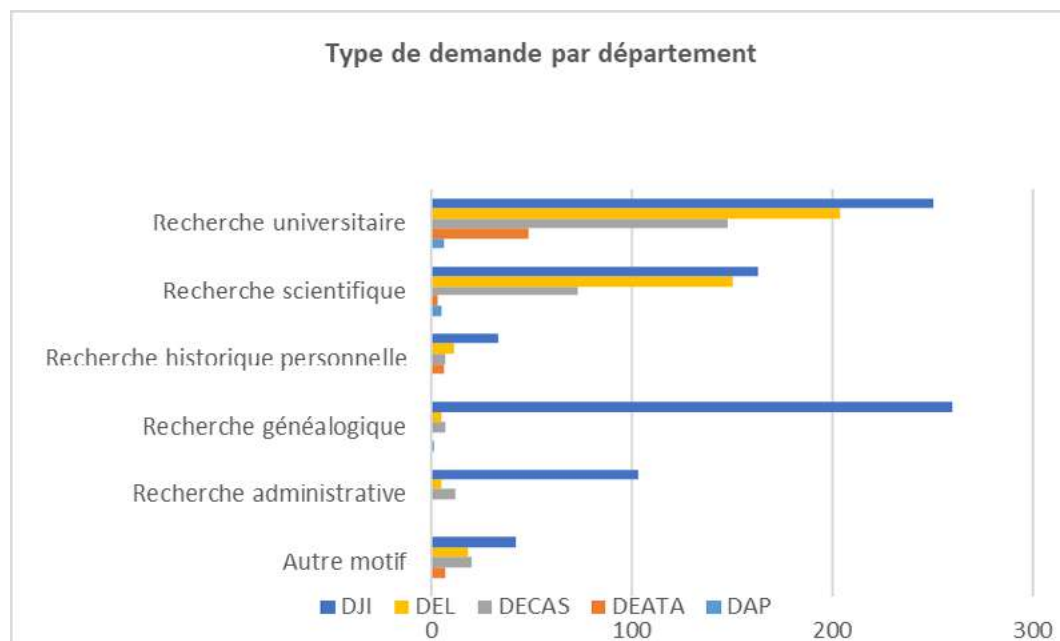
Les départements de la direction des Fonds ont instruit 1 587 demandes de dérogation en 2024. Elles ont très majoritairement porté sur des fonds du département de la Justice et de l'Intérieur pour 51 %, puis sur ceux du département de l'Exécutif et du Législatif pour 25 %, du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales pour 17 % et, enfin, du département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture pour 4 %. Ces données sont sensiblement identiques à celles de 2023.

Demandes de dérogation par département



41 % des demandes de dérogation ont pour motif une recherche universitaire, en vue de l'obtention d'un diplôme : habilitation à diriger des recherches, doctorat, master, voire dans de rares cas, diplôme de licence (0,04 %) ; 25 % des recherches scientifiques en vue de réaliser une publication et 17 % des recherches généalogiques, personnelles ou professionnelles.



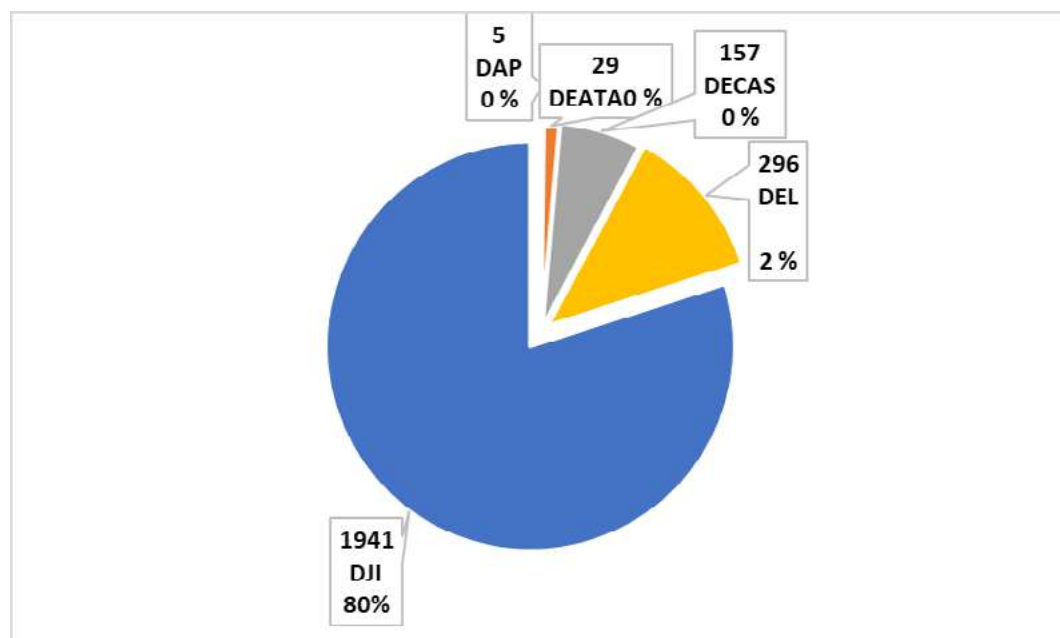


En examinant les demandes de dérogation du département de la Justice et de l'Intérieur sur lequel, rappelons-le, porte 53 % des demandes instruites par les Archives nationales, on constate une augmentation du nombre de demandes de 14 % par rapport à 2023, sachant qu'entre 2019 et 2024, le nombre de demandes a été quasiment multiplié par trois. Une hausse qui s'explique notamment par la prise en charge des fonds

transférés du site de Fontainebleau et la mise à disposition d'instruments de recherche portant sur des fonds encore soumis à des délais de communicabilité.

Le nombre d'accords délivrés sans autorisation de reproduction est le plus important sur les fonds relevant du département de la Justice et de l'Intérieur, représentant 80 % des accords sans reproductions à l'échelle de la DIRF.

DIRF : nombre d'accords sans reproduction



FOCUS

SUR LES DÉROGATIONS DES DOMAINES JUSTICE ET INTÉRIEUR

De 2019 à 2023, la tendance globale à la hausse se confirme pour le nombre de demandes de dérogation portant sur les fonds du département Justice et Intérieur. Ces taux de progression reflètent, comme en 2022 et 2023, d'une part, la prise en charge des fonds transférés du site de Fontainebleau (dossiers de demande de naturalisation, dossiers de carrière) mais aussi, d'autre part, la reprise des démarches de demande d'accès par les usagers après une période marquée par la crise sanitaire, ainsi que l'effet de la publication en SLV d'inventaires portant sur les versements récents encore soumis à des délais de communicabilité permettant aux lecteurs d'en solliciter la consultation et, enfin, les conséquences de la modification du fonctionnement du SIA pour les dossiers librement communicables par extrait conservés dans des articles non librement communicables.

Pour les demandes adressées et clôturées en 2024, 6 ont donné lieu à des refus, représentant 3,4 % des demandes : il s'agit de demandes portant sur des fonds de cabinets pour des affaires judiciaires remontant aux années 1990 ou bien pour des éléments d'infrastructures (systèmes informatiques) sensibles. Quatre refus implicites, pour absence de réponse, ont été rectifiés en accord, avec ou sans reproduction, après réception tardive de la réponse du service versant. 10,2 % ont donné lieu à des accords partiels, avec ou sans reproduction. 21,1 % ont donné lieu à des accords sans reproduction, dont la moitié sur les fonds de la Cour de cassation.

Sur le plan qualitatif, par rapport à 2024, on remarque la confirmation de certaines tendances. Les fonds de cabinet ont été

proportionnellement moins demandés en 2024 qu'en 2023 (19 % en 2023 contre 13,5 % en 2024). Le nombre de demandes portant sur les fonds de l'Administration pénitentiaire reste élevé, grimpant même de 12 % à 21 % des demandes par rapport à 2023. Les fonds de la direction des Affaires criminelles et des grâces restent fortement sollicités, à l'image du volume conservé par le pôle et constitue, juste avant les fonds de la DAP et de la DSJ, le plus grand nombre de dossiers demandés. Les fonds de la direction des Affaires civiles et du Sceau restent toujours très peu demandés y compris sous dérogation, en dépit de leur volumétrie. Les fonds de la Cour nationale du droit d'asile sont toujours peu demandés (treize demandes contre neuf l'année dernière), et à une exception près par des intéressés au dossier. La baisse du nombre de demandes de dérogation portant sur les fonds de la Cour de sûreté de l'État se poursuit, en raison du traitement archivistique et de la mise à jour des délais ainsi que par les effets de la dérogation générale concernant les faits commis dans le contexte de la Guerre d'Algérie du 25 août 2023.

Parmi les particularités de l'année 2024, on notera une plus forte proportion de demandes portant sur les fonds de la Protection judiciaire et de la Jeunesse (doublement du nombre de demandes par rapport à 2023) ; un plus grand nombre de demandes portant sur les fonds de la direction des services judiciaires, en particulier les dossiers de carrière de magistrats, en raison d'une demande de la Commission Cameroun dans le cadre de l'élaboration de son rapport ; une augmentation de demandes portant sur les fonds de la Cour de cassation, en raison d'un projet de recherche ANR sur les avocats aux Conseils.

Autorisations sur les fonds privés

61 % des articles communiqués en 2024, pour 56 % en 2023, l'ont été à la suite d'une levée de restriction. Pour résoudre cette problématique qui génère une charge de travail importante pour l'équipe scientifique, le Département des archives privées s'attache à revoir les conventions d'entrée, pour limiter les fonds soumis à restriction de communication. On peut aussi espérer que la numérisation et la mise en ligne de fonds jusque-là soumis à autorisation tels que les thèses de l'École des chartes, ceux de la Maison de France permettent une diminution des demandes d'autorisation faites par les lecteurs.

DÉCLASSIFICATIONS

Lien Stratégie: Objectif 17

En 2024, les Archives nationales ont formulé 23 demandes de déclassification contre 36 en 2023 portant sur 67 documents contre 141 documents en 2023, principalement auprès du ministère de l'Intérieur (33 documents), du ministère des Armées (19 documents) et du SGDSN (10 documents) qui totalisent 92,5 % des documents signalés.

Le ministère de l'Intérieur constitue toujours la première autorité émettrice saisie en termes de nombre de documents (49,2 % des documents dont la déclassification a été demandée). 28,3 % des documents signalés ont été émis par le ministère des Armées (dont la DGSE). La troisième autorité est le SGDSN (14,9 % des documents).

82 % des documents signalés dans les démarches de déclassification engagées en 2024 figurent dans les fonds du département de la Justice et de l'Intérieur, 16,4 % dans les fonds du département de l'Environnement, de l'aménagement du territoire et de l'agriculture, et le dernier document dans les fonds du département de l'Exécutif et du Législatif. Le département Éducation Culture et Affaires sociales et le département des Archives privées n'ont pas fait de demande de déclassification.

Seize documents concernés par ces démarches ont été déclassifiés pour 24 documents en 2023. Seize documents ont également fait l'objet d'un refus de déclassification (contre dix-neuf en 2023). Aucun document n'a été déclassé. Ce sont donc 47,7 % des documents concernés par les saisines qui ont fait l'objet d'une décision : 23,9 % des documents signalés ont été déclassifiés, et 23,9 % également ont fait l'objet d'un refus de déclassification. 52,2 % des documents signalés n'ont fait l'objet d'aucune décision. L'absence de réponse des autorités

émettrices saisies pour plus de la moitié des documents signalés demeure une difficulté. L'évolution de la formulation des courriers de saisine devrait permettre d'obtenir à l'avenir un meilleur taux de réponse.

Si l'on examine le taux de réponse des autorités saisies, on constate que sur les cinq autorités saisies, une seule d'entre elles n'a apporté aucune réponse. Les services du Premier ministre, sous la responsabilité du Secrétariat général du gouvernement (SGG), ont répondu pour 100 % des documents signalés, le ministère de l'Intérieur pour 81 %, le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale pour 10 % des documents signalés, le ministère des Armées (dont la Direction générale de la Sécurité extérieure - DGSE) pour 5,2 %.

Sur le plan des décisions, les réponses du SGG et des services du Premier ministre sont constituées aux deux tiers par des décisions de déclassification (1 document non déclassifié sur 3 documents signalés). Le ministère de l'Intérieur a répondu à une partie des demandes en déclassifiant douze documents (soit 36 % des documents qui lui ont été signalés) et en refusant la déclassification de quinze documents (soit 45 % des documents qui lui ont été signalés). Le ministère des Armées n'a répondu que sur un seul document qui a été déclassifié, et aucun document signalé à la DGSE n'a fait l'objet de décision. Le ministère de l'Économie et des Finances n'a pas répondu aux demandes le concernant.

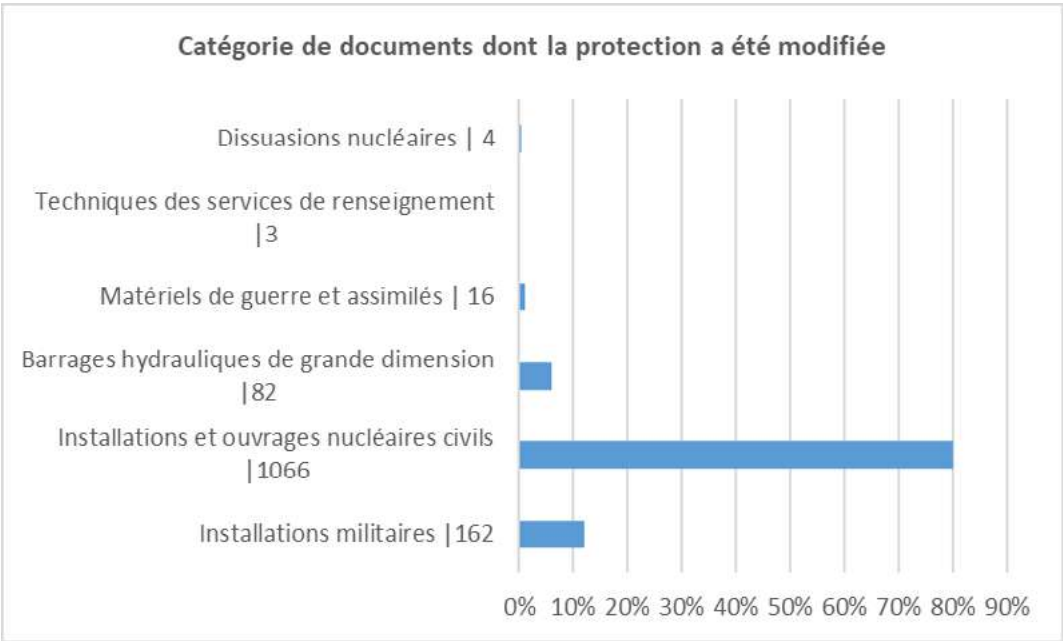
Mise en œuvre de la loi Patr

Par ailleurs, le travail se poursuit pour mettre en œuvre les dispositions de la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement qui posent le principe de la déclassification de facto des documents couverts par le secret de la défense nationale à l'issue d'un délai de cinquante ans. Il s'agit de permettre la communication de documents désormais déclassifiés tout en identifiant les documents qui relèvent des exceptions (installations militaires, installations et ouvrages nucléaires, barrages hydraulique de grande dimension, matériels de guerre et assimilés, moyens de la dissuasion nucléaire, procédures opérationnelles des services de renseignement ou de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes impliquées dans des activités de renseignement) afin de respecter les exigences constitutionnelles inhérentes à la sauvegarde des intérêts fondamentaux de la Nation comme celles relatives à l'exercice du droit d'accès aux documents d'archives publiques.

Plus de 15 000 articles ont fait l'objet d'un examen attentif, soit 3,1 kilomètres linéaire d'archives. Au total, depuis l'entrée en vigueur de

la loi, 1 333 articles ont été identifiés comme entrant dans le champ des exceptions auxquels s'ajoutent 4 650 articles relevant du délai appliqué aux installations utilisées pour la détention des personnes dont la protection était déjà spécifique.

Ces 1 922 articles qui ont vu leur délai de communicabilité modifié dans le système d'information archivistique des Archives nationales pour prendre en compte les catégories de documents dont la protection a été renforcée se répartissent ainsi :

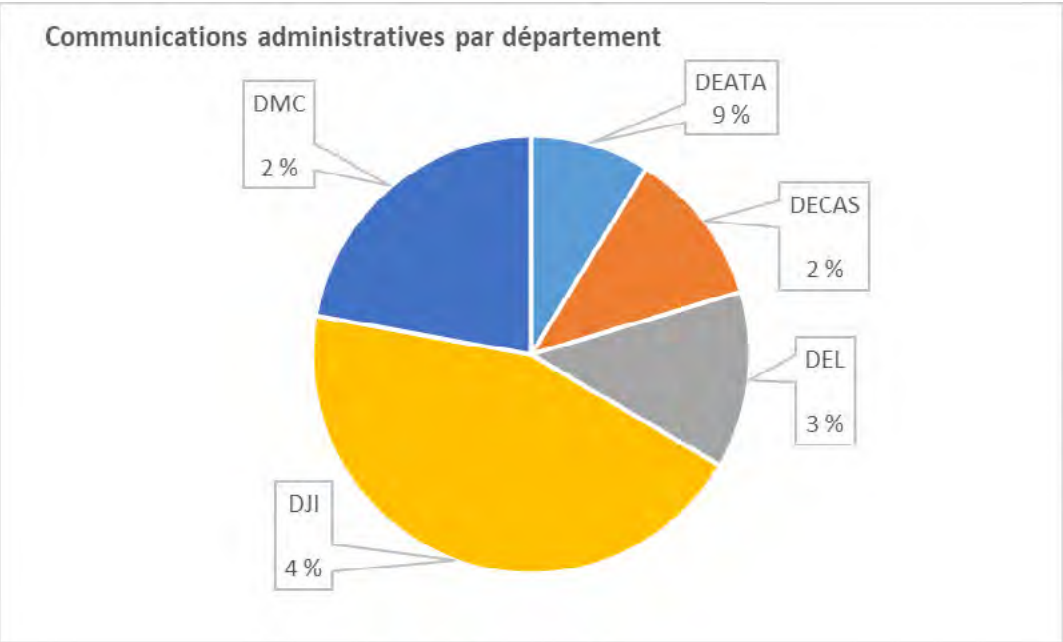


S'ajoutent à ces 1 333 articles, 589 articles identifiés comme entrant potentiellement dans le champ de ces catégories et devant faire l'objet de vérifications. Après une cartographie des fonds et une analyse à la pièce des documents jusqu'en fin 2022, le travail s'effectue désormais lors des demandes de consultations.

COMMUNICATIONS ADMINISTRATIVES

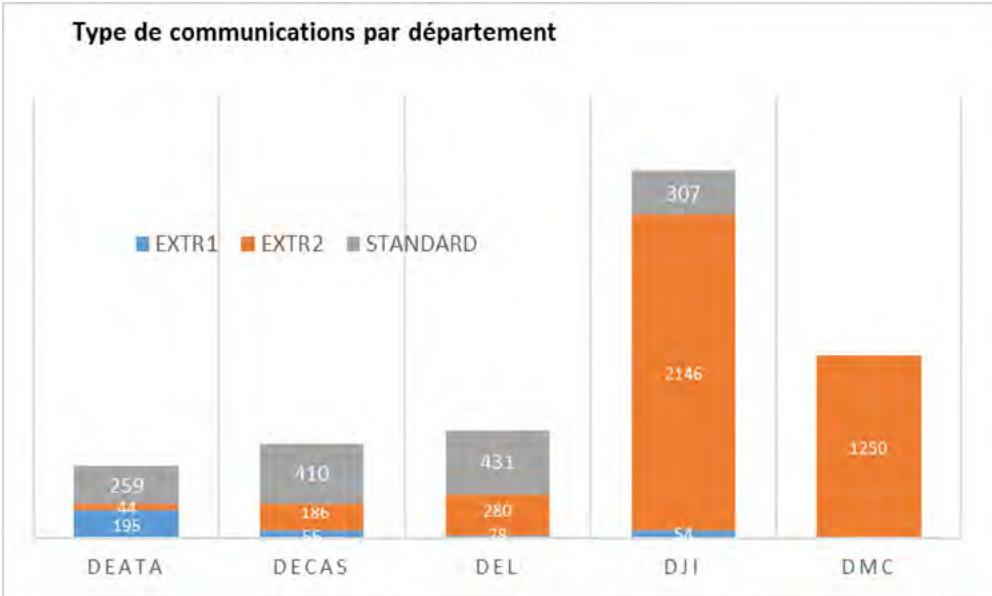
Les Archives nationales ont effectué 5 846 communications administratives en 2024 dont 69 % sont des communications d'extraits de

type 2, 25 % des communications standards et 6 % d'extraits de type 1. On notera une légère baisse de 5 % par rapport aux communications administratives de 2023 qui peut s'expliquer par les modifications apportées en matière de desserte des sites en raison des Jeux olympiques 2024.



Cette année aussi, la majeure partie des communications administratives des Archives nationales est réalisée par le département de la Justice et de l'Intérieur : 2 507 communications, soit 44 % de l'ensemble des communications administratives effectuées par les Archives nationales et 57 % des communications des départements pierrefittois. On constate une tendance à la baisse puisqu'en 2023, les communications effectuées par le département de la Justice et de l'Intérieur représentaient 63 % des communications

administratives pierrefittoises, et 70 % en 2022. Cette baisse s'explique par la diminution des demandes de communication de la sous-direction de l'accès à la nationalité française qui a engagé une rationalisation de ses communications. Les départements de l'Exécutif et du Législatif, de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales et celui de l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture assurent respectivement 17, 15 et 11 % des communications pierrefittoises.



DIFFUSER SUR INTERNET

SALLE DE LECTURE VIRTUELLE (SLV) ET SITE WEB

Les Archives nationales disposent de deux sites en ligne, l'un présentant l'institution et ses activités (www.archivesnationales.culture.gouv.fr) en cours de refonte en 2024, l'autre, la SLV, dédiée à la recherche dans les fonds d'archives. On note que 27 millions de pages et images ont été vues sur les sites Internet

et qu'1,577 millions de visiteurs uniques ont été dénombrés en 2024. S'agissant de la SLV 8 millions de pages ont été vues alors qu'on en comptait 7 millions en 2023 et 900 000 visites ont été dénombrées.

Avec plus de 19 millions de pages vues en 2024, le site Internet institutionnel reste le point d'entrée privilégié pour s'informer sur les activités et les actualités de l'institution.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE PUBLIÉS EN LIGNE (SLV)	NOMBRE
Inventaires	30 199
Unités de description	10 357 586
Notices de producteurs	16 315
Inventaires publiés en 2024	2 730

À l'occasion de sa panthéonisation un dossier thématique a été consacré à Missak Manouchian et mis en ligne (<https://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/dossiers-thematiques/mis-sak-manouchian>) sur le site de l'institution. La publication de ce dossier a engendré un certain nombre de réutilisations d'images dans des publications, des documentaires, ou dans des expositions (par exemple au Centre du patrimoine arménien de Valence, exposition *En Résistance, Missak, Mélinée et les autres* présentée d'octobre 2024 à mai 2025).



Les fiches d'aide à la recherche, diffusées dans la SLV, peuvent prendre la forme d'une orientation guidée et simplifiée dans les fonds, mais parfois aussi constituer un véritable état des sources, donc très volumineux.

En 2024, quatre nouvelles fiches d'aide à la recherche ont été mises en ligne :

- Les fichiers de police du XX^e siècle aux Archives nationales
- État des sources conservées aux Archives nationales sur les Jeux olympiques et paralympiques
- État des sources d'archives relatives à la contraception, l'avortement et aux interruptions volontaires de grossesse au XX^e siècle relevant des domaines de la santé et des affaires sociales
- Handisports et sports adaptés (état des sources conservées aux Archives nationales).

Une fiche a fait l'objet d'une mise à jour, celle consacrée aux prisonniers de guerre allemands en France 1944-1949.



L'accès sécurisé à distance

Lancé en juin 2023, le service sécurisé d'accès à distance a trouvé son public. Fin 2024, ce sont ainsi près de 3 000 lecteurs virtuels qui ont accédé de manière sécurisée à des inventaires et des images librement

communicables mais non diffusables sur Internet en raison de la présence de données à caractère personnel (DCP). Pour offrir ce service à distance, les Archives nationales doivent réunir deux conditions : disposer d'un instrument de recherche et numériser

les archives qu'elles souhaitent rendre ainsi accessibles. La première catégorie s'enrichit au fil de l'eau dès qu'un inventaire contenant des DCP est publié sur la SLV. Ce sont ainsi, une vingtaine d'instruments de recherche supplémentaires qui sont venus compléter dans le courant de l'année les documents et les données consultables et téléchargeables à distance sous réserve de s'engager à en faire un usage strictement personnel.

Début 2024, un projet a été lancé avec le Mémorial de la Shoah afin d'améliorer l'accès aux fichiers qui constituent le « fichier juif » conservé dans une enclave des Archives nationales. Les deux institutions ont engagé un travail commun, en recourant à l'utilisation de l'intelligence artificielle et de bénévoles. Ce travail collectif a permis d'élaborer un instrument de recherche pour tous les noms de famille commençant par la lettre A, désormais accessibles à un vaste public depuis le monde entier. Les travaux se poursuivront en 2025 pour la mise en ligne des lettres suivantes.

RÉSEAUX SOCIAUX

En 2024, la diversité des contenus publiés sur l'ensemble des réseaux sociaux des Archives nationales a permis de fidéliser un public varié et en forte croissance, montrant l'intérêt des internautes pour les enjeux historiographiques et la reconnaissance des Archives nationales dans le paysage des institutions nationales et culturelles majeures.

Avec près de 28 400 abonnés, la page Facebook connaît une progression constante auprès d'une audience prompt à booster l'engagement de la page. Plusieurs publications liées à l'exposition *Made in France. Une histoire du textile* figurent parmi les contenus les plus engageants. La publication relative aux 140 ans du Viaduc de Garabit est celle qui bat des records de partages et comptabilise près de 360 interactions.

X (anciennement Twitter) est le réseau social le plus suivi des Archives nationales et comptabilise 43 700 abonnés. Ces derniers peuvent suivre l'actualité immédiate de l'institution mais aussi être tenus informés des informations pratiques liées aux salles de lecture de l'institution.

Avec plus de 2 000 abonnés supplémentaires, le compte Instagram passe désormais la barre des 10 000 abonnés. La variété des contenus qui y sont publiés (images, vidéos, vues privilégiées des coulisses, mais aussi repartages de publications du public) permet de cibler des profils différents, néophytes comme professionnels, aux expositions, et de les intéresser aux activités des Archives nationales.

En 2024, la publication relative à la conservation d'un bonhomme en pain d'épices du confiseur messin Billy-Boidard dans les collections des Archives nationales a suscité un vif enthousiasme chez les internautes. Les publications partagées avec l'influenceuse @Co.Versailles atteste du potentiel d'attractivité de l'institution auprès d'un public qui reste à atteindre et souligne l'impact des collaborations à engager afin d'assurer la visibilité et la notoriété des Archives nationales.

La page LinkedIn enregistre la progression la plus spectaculaire du nombre d'abonnés, passant de 11 000 à 18 100 abonnés. Ce chiffre atteste de l'attractivité des Archives nationales pour la communauté professionnelle, mais aussi de la popularité croissante de LinkedIn auprès des internautes comme moyen d'information sur l'actualité et la programmation de l'institution.

Enfin, l'on comptabilise au total 41 077 vues cumulées au cours de l'année 2024 sur la chaîne Youtube de l'institution. Cette dernière, compte désormais 2961 abonnés, soit une progression 556 personnes par rapport à 2023. Ces chiffres encourageants s'expliquent par la diversité des contenus et des formats publiés.

PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Liens stratégie: Objectifs 5, 6, 7

Après un record de fréquentation en 2023 (270 000 visiteurs), les chiffres de 2024 sont un peu en retrait avec 228 000 visiteurs pour les deux sites (221 000 pour Paris, 7 000 pour

Pierrefitte-sur-Seine). La programmation de 2024 n'a pas mis en avant une tête d'affiche de l'histoire de France comme l'an passé avec l'exposition *Louis XVI, Marie-Antoinette*

et la Révolution, mais a proposé aux visiteurs des pistes de réflexion sur les relations complexes entre pouvoir et religions (*Sacrilège !*) ou bien une ambitieuse fresque économique et sociale (*Made in France. Une histoire du textile*). Par ailleurs, un nombre important d'usagers ont pu voir les différents parcours liés aux Jeux olympiques et présentés dans des espaces d'accès libre : ce public n'est évidemment pas comptabilisé. De la même manière ne sont pas pris en compte tous ceux et celles qui ont pu découvrir les reprises sous forme itinérante des cycles Remarquables ou Essentiels qui ont essaimé un peu partout dans les territoires.

Dans le cadre d'une convention de partenariat entre les Archives nationales et l'association APIDV (Accompagner, Promouvoir, Intégrer les Déficiants Visuels), les catalogues des expositions temporaires des Archives nationales sont désormais accessibles en braille numérique et en version audio sur le site Internet de l'association : www.apidv.org.

EXPOSITIONS

Sacrilège ! l'État, les religions, et le sacré

Ouverte au public du 19 mars au 1^{er} juillet 2024 sur le site de Paris, cette exposition au budget de 250 000 euros a bénéficié du mécénat de la Maison du dessin de presse et de l'Institut de droit public, sciences politiques et sociales (IDPS) de l'université Sorbonne-Paris-Nord.

Ses concepteurs, en phase avec les questions politiques et sociales les plus brûlantes, analysaient sur la longue durée les rapports entre l'État et le sacré en articulant leur réflexion autour d'une centaine de documents particulièrement spectaculaires (sculptures vandalisées, habits du régicide Damiens, *Typus Religionis*, immense tableau saisi chez les Jésuites pour offense à la Couronne, l'œil de Gambetta). La scénographie, jouant sur des effets de masse et de couleurs, proposait un parcours hanté par le blasphème, le régicide et la lèse-majesté. En effet, la notion de sacrilège interroge la dimension sacrée du pouvoir mais, au-delà, envisager le sacrilège au sens le plus large permettait, d'une part, de prendre le recul nécessaire vis-à-vis des passions contemporaines, et, d'autre part, d'évoquer une matière très riche et souvent occultée, à savoir les atteintes aux symboles et aux édifices religieux, qu'il s'agisse des sacrilèges imputés aux Juifs, de l'iconoclasme protestant, jusqu'aux profanations de cimetières et des lieux de culte juifs, musulmans et catholiques.

Un propos exigeant qui a su trouver son public, puisque plus de 52 000 visiteurs ont fréquenté le parcours avec une attention

soutenue dont le livre d'or garde maints témoignages. Par ailleurs, 1 515 visiteurs ont pu découvrir cette exposition pendant la Nuit des musées, le 18 mai.

Il est à noter que le commissariat scientifique a assuré quinze visites collectives commentées de l'exposition, réunissant environ 300 visiteurs en tout, et le Département de l'action culturelle et éducative treize visites d'adultes (120 personnes), ainsi que treize visites de scolaires (332 personnes). Le public des samedis après-midi a pu assister à trois conférences données par des intervenants qui font autorité sur le sujet (Amable Sablon du Corail, Jacques de Saint Victor, Olivier Hanne). Environ 1 000 catalogues produits avec les éditions Gallimard ont été vendus en librairie et plus de 500 au Musée.



Vue de la scénographie de l'exposition *Sacrilège ! l'État, les religions, et le sacré*.

© Archives nationales de France

Expositions liées aux Jeux olympiques de Paris

Les Archives nationales étaient partie prenante des manifestations liées à l'accueil des Jeux olympiques à Paris. Des expositions ont été proposées au public dans des lieux inhabituels : ainsi *(Re)jouer ! / (Re)play ! 100 ans de Jeux olympiques en France* a été montrée sur le parvis RATP de la station de métro de Saint Denis-Université, dans les vitrines du ministère de la Culture au Palais Royal (dans une version enrichie d'objets originaux qui a été inaugurée par Rachida Dati, ministre de la Culture), sous la colonnade de l'hôtel de Soubise et a de plus circulé sous la forme de deux jeux de 18 bâches sur le territoire de Plaine Commune. Par ailleurs, *À vos marques... Prêts ? Cherchez !* a été visible dans le foyer du site des Archives à Pierrefitte-sur-Seine (18 vitrophanies) et dans le hall du Caran à Paris (18 Xbanners). Il est impossible d'établir un bilan chiffré de fréquentation, mais cet apport au volet culturel des olympiades a été clairement apprécié par les usagers, les élus locaux et notre tutelle.



Palais Royal, 23 avril 2024, inauguration de l'exposition **(Re)jouer ! / (Re)play ! 100 ans de Jeux olympiques en France.**

© Archives nationales de France

Cycle *Les Remarquables*

À l'automne 2023 a débuté une programmation de formats réduits présentés dans la chambre du prince de Soubise, sous le titre générique *Les Remarquables*. Un « Remarquable » est un document mémorable et exceptionnel par sa forme, sa matérialité, son graphisme, sa rareté, son contenu et son écho prolongé jusqu'à notre époque dans nos mémoires collectives. Pour choisir la programmation de ces Remarquables, nous avons fait appel au vote du public pour désigner, parmi les 13 documents candidats, un ordre de présentation.

Les Remarquables n°1 : le rouleau d'interrogatoire des Templiers

Présenté du 13 septembre 2023 au 15 janvier 2024, il a été vu par 77 446 visiteurs qui ont pu bénéficier des explications apportées par un livret de 20 pages, décliné en français (5 000 exemplaires), anglais (1 000 exemplaires), espagnol (300 exemplaires), caractères agrandis (100 exemplaires) et FALC (Facile à lire et à comprendre). Quinze groupes ont été accueillis pour des visites commentées et les trois conférences à destination du grand public ont été plébiscitées.



Les Remarquables n°1 : le rouleau d'interrogatoire des Templiers.

© Archives nationales de France

Les Remarquables n° 2 : le discours de Simone Veil de 1974

Présenté au public dans la chambre du prince de Soubise, du 9 mars au 2 septembre 2024, cet opus des Remarquables a de toute évidence été un succès, avec 93 030 visiteurs. Son riche appareil didactique offrait une mise en perspective historique sur un sujet inscrit au cœur du débat social : l'accès à l'avortement. Ce n'est donc pas tout à fait un hasard de calendrier si, le jour de l'inauguration, la loi inscrivant ce droit dans la Constitution, revêtue quelques heures auparavant du grand sceau de la République, a pu être déposée dans une des vitrines du parcours en présence de la ministre de la Culture.

Un livret de 20 pages a été tiré à plus de 7 000 exemplaires, en français, anglais, espagnol, FALC : l'ensemble a été distribué gratuitement au public pendant les cinq mois d'ouverture. L'intérêt des visiteurs s'est manifesté par la demande importante de visites guidées (15 pour plus de 200 personnes). Les 4 conférences ont fait salle comble et le service éducatif a accueilli plus de 500 scolaires de tous niveaux autour de ces vitrines.



8 mars 2024, inauguration, en présence de la ministre de la Culture, du Remarquable n° 2 : le discours de Simone Veil de 1974.

© Archives nationales de France

Ces présentations de format réduit sont devenues un élément important de l'offre publique de l'institution, en complément des expositions plus volumineuses ou en substitut, dans les périodes de montage/démontage des précédentes. Elles semblent bien correspondre à la disponibilité réduite des visiteurs entraînés par la gratuité de l'entrée et qui effectuent dans nos murs une visite non préméditée.

Les Remarquables n° 3 : 1887 – le contrat de construction de la tour Eiffel

Présenté du 18 septembre 2024 au 6 janvier 2025, le contrat de construction de la tour Eiffel a été vu par 67 000 visiteurs qui ont pu bénéficier des explications apportées par un livret de 18 pages, décliné en français (5 000 exemplaires), anglais (1 000 exemplaires), espagnol (300 exemplaires), caractères

agrandis et FALC. Vingt-deux groupes ont été accueillis pour des visites commentées et les quatre conférences à destination du grand public ont été plébiscitées.

L'exposition a également bénéficié d'animations exceptionnelles lors des Journées européennes du patrimoine du 21 au 22 septembre 2024, qui ont attiré de 6 845 visiteurs sur le site de Paris : cartels vivants dans l'exposition, interventions assurées par les commissaires scientifiques, série de petits concerts ambulants par un quatuor de saxophonistes interprétant des œuvres contemporaines de Gustave Eiffel dans la cour d'honneur, ateliers jeunes publics sur la thématique « tour Eiffel ».

Made in France. Une histoire du textile

La seconde exposition de grand format annuelle des Archives nationales, salle des gardes de l'hôtel de Soubise, présentant plus de 120 items, avec un budget de 250 000 euros et deux ans de préparation, a ouvert ses portes au public du 16 octobre 2024 au 27 janvier 2025. Le parcours retraçait la relation suivie, intense et parfois houleuse entre l'État français et ce qui fut, longtemps, la première industrie du pays. Les concepteurs entendaient ainsi offrir

au visiteur le récit d'un « Made in France » inventé par Colbert, désormais remis au cœur de nos préoccupations économiques, stratégiques et environnementales les plus actuelles. Les documents exposés provenaient en majorité de la sous-série F/12 qui comporte des milliers d'échantillons textiles placés dans leur contexte documentaire et qui étaient pour la première fois sortis des cartons de conservation.

58 000 personnes ont visité cette exposition, qui a été ouverte quinze semaines (soit 88 jours), ce qui fait 659 visiteurs en moyenne par jour. Un des points forts de l'exposition était sa scénographie immersive : des bâtis de bois évoquaient des métiers à tisser et de grandes images d'ateliers textiles créaient des points de fuite agrandissant l'espace. Des tissus à toucher en entrée d'exposition invitaient à découvrir les matières premières (laine, soie, lin, coton, acrylique, viscose). Le palier constituait une boîte à outils de connaissances techniques et historiques permettant d'appréhender la fabrication des tissus. D'une manière générale, l'accent était mis sur la médiation : vidéo expliquant la technique du tissage, présentation des matières premières, cartographies, chronologies, textes didactiques.



Vue de la scénographie de l'exposition *Made in France. Une histoire du textile*.

© Archives nationales de France

L'ouvrage accompagnant l'exposition, édité par les éditions Michel Lafon, a été tiré à 3 000 exemplaires dont 1 500 réservés à la vente en librairie. Ici également, le bilan est très satisfaisant : environ 1 000 exemplaires ont été écoulés en librairie et 874 exemplaires à la caisse du Musée.

L'exploration de l'histoire économique et sociale est un axe thématique moins souvent retenu dans la programmation des expositions que les sujets régaliens : *Made in France* a prouvé l'intérêt du public pour ce genre d'approche également.

Accueil d'expositions dans le hall du Caran

Le hall d'accueil du Caran a accueilli comme les années précédentes des expositions sur panneaux prêtées par des services du réseau territorial des archives, enrichies d'un accrochage de reproductions de documents issus des fonds des Archives nationales. Se sont ainsi succédé une exposition sur l'abolition de la peine de mort, créée par le centre de ressources sur l'histoire du droit ; sur la sigillographie, en lien avec le *Retour aux sources* consacré aux symboles animaux et végétaux ; l'exposition *En quête d'identité : l'art du blason dans le patrimoine icaunais* (Archives départementales de l'Yonne) et, enfin, *Sur un air de fêtes* (Archives municipales de Rennes), en accompagnement du *Retour aux sources* consacré à la fête à la fin du Moyen Âge et sous l'Ancien Régime.

ARCHIVES HORS LES MURS

Prêts de documents

316 documents ont été prêtés en 2024 pour des expositions extérieures aux Archives nationales, dont 4 à la Belgique, l'Allemagne ou encore la Mongolie. 65 dossiers de demandes de prêt ont été instruits en 2024 pour 74 en 2023, 42 pour des expositions inaugurées en 2024, 18 pour des expositions prévues en 2025 et 1 demande pour une exposition prévue en 2026.



Poids et mesures prêtés au musée Carnavalet pour l'exposition *Paris 1793-1794 : une année révolutionnaire* (du 16 octobre 2024 au 16 février 2025). © Archives nationales de France

Le nombre de documents prêtés est constant. Les fonds les plus sollicités ont été ceux du département de l'Environnement, l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture avec le prêt des 65 photographies du fonds

de restauration des terrains de montagne à la ville de Saint-Gervais pour l'exposition *Façonner le monde. Visions d'ingénieurs photographes en montagne*, et ceux du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales (expositions organisées par l'université Rennes 2, le Musée des Beaux-Arts de Libourne, l'ENSBA). Plusieurs prêts remarquables ont eu lieu en 2024 dont des documents conservés dans l'armoire de fer : la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un carnet de Robespierre, le mètre étalon ; le registre du parlement de Paris avec le portrait de Jeanne d'Arc pour l'exposition *Le Renouveau des arts dans la France de Charles VII*, au musée de Cluny, ou encore la lettre d'Oeldjaitou à Philippe Le Bel et aux autres princes chrétiens d'Europe, pour renouveler l'alliance de ses prédécesseurs, de juin 1305 qui fut prêtée au Chinggis Khaan National Museum de Mongolie.



Installation de la lettre d'Oeldjaitou, Khan mongol de Perse, à Philippe Le Bel et aux autres princes chrétiens d'Europe (juin 1305), prêtée au Musée national Gengis Khan de Mongolie pour l'exposition *How Mongols changed the world* (du 3 juin au 2 août 2024).

© Archives nationales de France

Le cycle des *Essentiels*

Le format réduit du dispositif comme l'existence de facsimilés rendent possible la circulation des différents numéros, parfois enrichis par des documents tirés des fonds conservés localement au gré des emprunteurs. L'intérêt citoyen des documents retenus justifie par ailleurs une telle diffusion, qui demande aux institutions d'accueil un investissement financier et laborieux minimal.

En 2024, l'*Essentiel* n° 3, sur l'ordonnance instituant le droit de vote des femmes, a été repris par de nombreuses institutions (mairie de Nancy, Archives départementales de l'Hérault, de la Charente-Maritime, de la Haute-Saône) qui ont ainsi pu diffuser la connaissance de ce texte essentiel bien au-delà des lieux de visibilité habituels des expositions produites par les Archives nationales. La présentation de la loi Badinter d'abolition de la

peine de mort a été, quant à elle, reprise au tribunal de Toulouse lors des Journées européennes du patrimoine 2024.

Plusieurs demandes sont en cours d'instruction et on peut avec le recul temporel conclure que la création de ces petites unités facilement exportables a été utile pour nombre de nos partenaires. Elles répondent parfaitement à l'objectif de restitution citoyenne de l'institution.

JOURNÉES D'ÉTUDE, COLLOQUES

En 2024, les Archives nationales ont à nouveau proposé une programmation importante et variée de colloques et de journées d'étude, le plus souvent en partenariat. C'est ainsi qu'elles ont organisé ou soutenu treize rencontres, et apporté leur concours à quarante et une autres manifestations dans la plupart des cas par l'intervention d'agents de l'institution. Ce sont donc au total cinquante-quatre manifestations qui ont permis de valoriser des thématiques variées : de l'histoire de Notre-Dame de Paris, la valorisation des archives muséales, l'écologisation de la vie politique, en passant par la question de la nationalité dans les anciennes puissances coloniales, l'intelligence artificielle ou encore les humanités numériques. Certaines de ces journées d'études s'inscrivaient dans le cadre de restitution de travaux réalisés au sein de projets lauréats de l'agence nationale de la recherche : la question des loges maçonniques dans le cadre du projet STACEI, la nationalité dans les anciennes puissances coloniales pour le projet Natio2, le colloque conclusif e-NDP. Corpus numériques pour l'histoire de Notre-Dame de Paris, projet e-NDP.

In situ, le département de l'accueil du public de Paris organise *Retour aux sources*, un cycle de conférences qui présente des éléments méthodologiques en matière de recherche historique et la mise en valeur de ses résultats : découverte d'archives méconnues, traitement novateur des sources, questions résolues et pistes ouvertes pour l'avenir. Deux conférences du cycle ont eu lieu en 2024. La première, le 26 mars 2024, intitulée *Aux sources du symbole au Moyen Âge. Le règne animal et végétal* et une seconde, le 10 décembre 2024, sur le thème de la fête, *De la cour à la ville. Fêtes et divertissements en France (XV^e-XVIII^e siècle)*.

Des cycles de conférences sont habituellement proposées dans le cadre des expositions, et l'année 2024 n'a pas fait exception, sollicitant aussi bien les commissaires des expositions que des intervenants extérieurs. À l'occasion de l'exposition *Sacrilège ! L'État, les religions, et le sacré*, on notera la tenue

de trois conférences consacrées aux thèmes « Pouvoir et religion » « Histoire, théologie et actualité du blasphème en Islam » « De la lèse-majesté à l'offense au chef de l'État » qui ont réuni plus de 150 personnes. L'exposition *La loi sur l'IVG. 1974 : le discours de Simone Veil* a, elle, mobilisé plus de 200 auditeurs pour évoquer « L'expérience vécue de l'avortement clandestin » ; « Les enjeux de la constitutionnalisation de l'avortement », « Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, un tournant pour le droit des femmes » ; « Les coulisses de la construction d'un consensus : le vote de la loi Veil en 1974 ». Pour l'exposition *1887. La tour Eiffel. La convention de construction*, quatre conférences ont été organisées : « Radio et télévision. Comment la tour Eiffel est devenue moderne et populaire (1920-1937) » ; « Gustave Eiffel : avant la Tour, les ponts ! » ; « Gustave Eiffel, l'aérodynamicien » ; « Le premier chantier de Gustave Eiffel : le pont de Bordeaux ». Enfin, une centaine de personnes ont participé aux deux conférences : « Le textile français aujourd'hui » et « Cultures de couleurs : les livres de teinturiers, patrimoine précieux et source d'inspiration pour le présent » proposées dans le cadre de l'exposition *Made in France. Une histoire du textile*.

PROGRAMMATION ARTISTIQUE

La programmation artistique a débuté en 2024 avec la 8^e édition de la Nuit de la lecture qui avait pour thème « Le corps ». Les Archives nationales, en partenariat avec la Société française d'étude du seizième siècle (SFDES), ont proposé une soirée mêlant slam, musique et théâtre. Autour des « blasons du corps » mis à l'honneur par les poètes du XVI^e siècle, les artistes ont revisité chacun dans leur domaine ce genre littéraire. Luce Albert, maîtresse de conférences à l'université d'Angers accompagnée du slameur Kwal, de Denis Raisin Dadre et de Miguel Henry, respectivement directeur et luthiste de l'ensemble de musique ancienne Douce mémoire, et de deux étudiants, a proposé des lectures à haute voix de poèmes du XVI^e siècle dans le salon ovale de l'hôtel de Soubise et à la bibliothèque historique. Le comédien Nicolas Raccah a donné une représentation de son texte « Le petit traité du plaisir qui met oubli à la mort », composé de poèmes des XVI^e et XVII^e siècles.

L'exposition du deuxième document du cycle *Les Remarquables, Le discours de Simone Veil de 1974*, a fait l'objet de trois lectures d'archives. En partenariat avec le théâtre Gérard Philipe, centre dramatique national de Saint-Denis, les comédiennes Leila Anis et Magaly Godenaire ont lu lors du vernissage de l'exposition des extraits du discours de Simone Veil et des extraits de sa correspondance autour de cette loi. Lors de la table ronde

« L'expérience vécue de l'avortement clandestin », programmée à l'occasion de la journée des droits de la femme, et lors de la Nuit

des musées, Leila Anis a lu des extraits de son texte autobiographique *1975 Simone*, accompagnée de Maguy Benisty et Léa Le Floch.



Hôtel de Soubise, mars 2024, lectures d'archives autour de la loi Veil de 1974.
© Archives nationales de France

Au printemps a démarré la mise en œuvre du projet artistique associé à l'exposition *Made in France. Une histoire du textile*, pour lequel les Archives nationales ont sollicité la plasticienne Anaïs Beaulieu. Cette dernière

utilise comme moyen d'expression la broderie qu'elle développe sur des objets et matériaux peu communs en broderie traditionnelle (carton, sac plastique, filet de pommes de terre).



La robe « sac à patates » de Marilyn Monroe, réalisée par Anaïs Beaulieu
© Archives nationales de France

Son travail personnel est teinté de plusieurs préoccupations, notamment les enjeux environnementaux. Ceux-ci, abordés en dernière partie de l'exposition *Made in France*, ont ainsi été complétés par l'approche artistique avec la présentation de ses œuvres dans le prolongement de l'exposition dans les salons de l'hôtel de Soubise.

Les Archives nationales l'ont également sollicitée pour mener un projet participatif avec les publics. Les premiers ateliers de ce projet intitulé *6 000 mètres de liens* ont démarré au mois de mars 2024 auprès de trois partenaires du champ social en Seine-Saint-Denis (Association des femmes des Francs-Moisins à Saint-Denis, association Inutile Utile à Pierrefitte-sur-Seine et Institut médico-professionnel de Stains), ainsi que l'ASCAN, association du personnel des Archives nationales. En septembre, les ateliers se sont prolongés avec le public du festival des Traversées du Marais, un Institut médico-professionnel du Marais et, durant la Paris Design Week, chez la Société choletaise de Fabrication qui a fourni les 6 000 mètres de rubans et fils requis pour cette installation.

116 personnes ont participé au projet durant les 98 heures d'ateliers menés par l'artiste. Vingt-quatre grilles brodées et tissées d'un même motif, provenant d'une collection du magazine *Modes et travaux*, ont été installées

sur les vingt-quatre piliers de la colonnade de la cour d'honneur de l'hôtel de Soubise.

Au printemps toujours, les Archives nationales ont ouvert les fonds du Conservatoire national supérieur de musique, conservés au département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales, à la réalisatrice Laureline Amanieux et à Léa Chevrier, créatrice sonore. Elles ont réalisé des interviews de chercheurs et filmé des documents d'archives de ce fonds. L'ensemble est destiné à être intégré dans l'installation *Un orchestre à soi*. Sur le thème de l'invisibilisation des femmes compositrices, cette installation tourne dans différents lieux et festivals et sera présentée aux Archives nationales en 2025.

À la fin du printemps, l'institution a accueilli la Nuit Blanche, qui se tient désormais le premier week-end du mois de juin. Juliette Somnolet a présenté dans la cour d'honneur son installation *Droit du Sol*, métaphore de la « prise d'otage » de la nature par l'homme. Composée de 5 000 feuilles d'arbre en terre crue, elle proposait aux visiteurs d'entrer dans un paysage artificiel d'automne, pour fouler et briser les feuilles croustillantes en céramique brute en marchant dessus. L'installation a requis une tonne d'argile provenant de chantiers parisiens ou de carrières alentours, pour réaliser les 7 000 feuilles de l'installation.



Nuit Blanche, 2 juin
2024, installation de
Juliette Somnolet.
© Archives nationales
de France

Festivals et événements

En juin, le festival des Cultures juives a donné une représentation du spectacle *La Nuit sur le vieux marché*, d'après la pièce écrite en yiddish, en 1915, par l'auteur juif polonais Isaac Leib Peretz, traduite par Batia Baum. Mise en scène par Laurent Berger, accompagné des comédiennes Olga Grumberg et Julie Boris, la pièce est un voyage poétique et mystérieux où s'entremêlent les motifs de la vie traditionnelle juive et de la modernité. Elle emmène les spectateurs dans un univers complexe et profond d'un monde en pleine mutation, qui n'est pas sans écho avec les crises actuelles.

En septembre, les Archives nationales ont participé, comme chaque année, au festival des Traversées du Marais porté par le réseau

Marais Culture + qui regroupe une trentaine de structures culturelles du Marais. Quatre ateliers de trois heures chacun ont associé le public du festival à l'œuvre *6 000 mètres de liens* d'Anaïs Beaulieu.

À l'occasion de la Paris Design Week, Lucas Huillet, designer et céramiste, associé au parfumeur Alexandre Helwani ont proposé, dans la cour d'honneur, une installation olfactive *Eau fraîche*. Leur projet est d'interroger la pluri-sensorialité de la fraîcheur à travers la création de fontaines parfumées. Ils ont pour l'occasion créé une fontaine en circuit fermé, avec des bols de récupération d'eau en céramique, dans lesquels était diffusé un parfum basé sur des fragrances provoquant la sensation de fraîcheur.



Paris Design Week, septembre 2024, installation olfactive *Eau fraîche*.

© Archives nationales de France

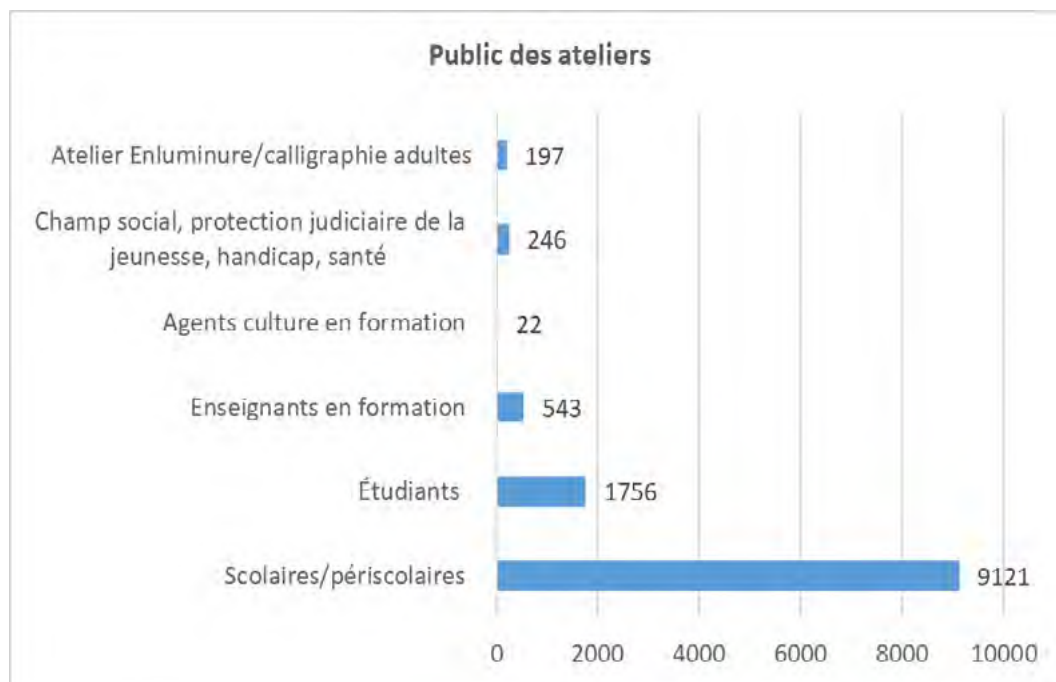
En novembre, deux rencontres du festival littéraire Paris en toutes lettres ont eu lieu. Pour la première, Véronique Aubouy a donné une performance *La plus dangereuse cour du monde*, où elle parcourt durant une heure les mémoires du duc de Saint-Simon, donnant à entendre et imaginer le contexte politique et la vie à la cour à la fin du XVII^e siècle. Philippe Artières a présenté, lors de la seconde rencontre, son dernier livre *À bout portant*, dont le thème porte sur le meurtre d'un ouvrier algérien dans un commissariat, le 29 novembre 1972.

ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE ET À LA CITOYENNETÉ

Lien stratégie: Objectif 9

En 2024, le service éducatif a accueilli 12 086 personnes (6 013 sur le site de Paris, 6 073 sur celui de Pierrefitte-sur-Seine) reçues dans le cadre d'environ 600 ateliers. Les scolaires représentent près de 80 % du public accueilli, les étudiants 15 %.

La fréquentation de ces ateliers se répartit comme suit :



Deux projets développés dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle ont particulièrement marqué l'année 2024.

Les Suppliques au théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis

« Monsieur le Maréchal, je prends la très grande liberté de solliciter de votre bienveillance la libération de ma sœur [...] âgée de 25 ans, de nationalité polonaise, internée depuis le 8 octobre au camp de Drancy. » Ainsi commence l'une des lettres mises en scène dans la pièce *Les Suppliques* programmée, à partir de décembre 2023, au théâtre Gérard-Philippe (TGP) de Saint-Denis.

Ces lettres, formulant des requêtes d'exception aux lois raciales de l'administration de Vichy, étaient alors qualifiées de « suppliques ». Conscient de la richesse de cet ensemble exceptionnel, conservé dans la sous-série AJ/38, le TGP a sollicité les Archives nationales pour développer un partenariat en deux volets. Les deux institutions ont ainsi mis en place des ateliers pédagogiques : dix classes de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise ont assisté à des représentations de la pièce, en décembre 2023. Puis, ces collégiens de

troisième et lycéens ont participé à des ateliers aux Archives nationales, en janvier 2024.

Ces ateliers contextualisent les suppliques utilisées pour le spectacle et confrontent les élèves aux documents originaux liés à la persécution. Une exposition inédite, *L'antisémitisme en action – 1940-1944*, a été présentée au TGP pour accompagner les représentations. Au-delà de la reproduction de suppliques, elle montre le cadre institutionnel de l'antisémitisme et illustre la légalisation d'un racisme d'État à travers des documents administratifs et personnels.

Les Archives, lieu de partage des émotions

Comment naissent les émotions et comment nous façonnent-elles ? Les documents d'archives ont inspiré *La Science des émotions*, un projet musical et chorégraphique. Créé par la compagnie Decouflé, des enseignants et les Archives nationales, il a été mené avec deux écoles primaires de Saint-Denis.

Les enseignants de six classes de CP et CE1 des écoles Roger-Sémat et Maria-Casarès, à Saint-Denis, ont accompagné leurs élèves

dans la découverte et l'expression de leurs émotions, afin de réduire les inégalités scolaires et favoriser un climat propice aux apprentissages.

Les Archives nationales ont proposé des ateliers pédagogiques pensés comme des expériences de découverte progressive d'univers jusqu'alors inconnus et inédits. Conçus avec les archivistes des Missions des cartes et plans et des archives audiovisuelles, ils ont permis aux 80 enfants de découvrir des documents polysémiques : films muets de la cinémathèque de l'Agriculture en noir et blanc, dessins de grand format primés au concours général d'arts plastiques, affiches des Amis de la Terre. Leurs formes, supports et contenus – peu habituels pour ces jeunes participants – ont suscité curiosité et émotions.

Les enfants ont ensuite partagé leurs interprétations des images et raconté les sensations qu'elles suscitaient dans leur corps (surprise, peur, joie, etc.) grâce à de magnifiques reproductions de documents. Une expérience qui, témoignent les enseignants, a aidé leurs élèves à s'exprimer et à écrire, en classe, de petits textes sur leurs ressentis. Ce projet, mené avec deux artistes, a contribué à apprendre aux enfants à identifier leurs émotions de façon plus nuancée, à écrire des chansons et des chorégraphies mêlant archives et création.

Le 30 mai 2024, ce travail, conduit de janvier à mai 2024, a donné lieu à une restitution, dans l'auditorium des Archives nationales, à Pierrefitte-sur-Seine. Les enfants ont partagé leurs rêves pour « quand ils seront grands », de manière personnelle et poétique.



ARCHIVES ET MÉMOIRE

Lien stratégie: Objectif 8

La spoliation des biens juifs

Le département du Minutier central des notaires de Paris a poursuivi l'opération d'identification et d'analyse des actes liés à la spoliation des biens juifs entre 1940 et 1944. Ce travail est assuré, étude après étude, par les deux référents du pôle collecte. En 2024, ce sont ainsi 1098 actes qui ont été décrits contre 723 en 2023. Ce travail s'inscrit dans la continuité des actions menées par la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites (CIVIS) et dans la dynamique plus récente instaurée en 2016 par l'Institut national d'histoire de l'art avec son Répertoire des acteurs du marché de l'art en France sous l'Occupation (Rama), ainsi que par la Mission recherche et restitution des biens spoliés entre 1933 et 1945, créée en 2019 au sein du ministère de la Culture.

Les fondations mémorielles

Le département Exécutif et Législatif entretient des liens solides avec plusieurs institutions liées à la Seconde Guerre mondiale : participations à des conseils scientifiques et à des conseils d'administration, conduite de projets communs, suivi de projets muséaux, campagne de sauvegarde des archives privées de la Résistance et de la déportation et, plus largement, partage d'expériences et compagnonnage. C'est le cas notamment avec la Fondation de la Résistance, la Fondation pour la mémoire de la déportation, la Fondation

de la France libre, le musée de la Libération de Paris et celui de la reddition du 7 mai 1945 et le Mémorial de la Shoah avec lequel sont conduits des travaux sur les fichiers juifs. Une place particulière doit être faite au musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne, en faveur duquel l'implication des Archives nationales est très forte.

Les relations avec la Fondation Charles de Gaulle et avec la Fondation Giscard d'Estaing se sont poursuivies. En ce qui concerne cette dernière, 2024 correspondait à la commémoration du cinquantenaire de l'élection de son fondateur à la présidence. Un cycle de publications mensuelles, sur les réseaux sociaux, de documents d'archives illustrant des moments forts du septennat giscardien a donc été réalisé. Le cinquantenaire de la mort de Georges Pompidou a été l'occasion de mettre en place avec la Fondation éponyme un riche programme de commémoration. S'agissant de l'Institut François Mitterrand, cette année a été marquée par la fin de la préparation du colloque consacré à l'action de François Mitterrand entre 1988 et 1991, dont la première des quatre sessions s'est tenue aux Archives nationales le 13 décembre 2024. D'un point de vue de l'accès aux sources, on notera que 23 chercheurs ont reçu des états des sources réalisés de façon personnalisée, ce qui a conduit à 69 demandes d'accès pour consulter 438 cotes.

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

PUBLICATIONS

Des publications périodiques et gratuites

Dans leurs offres de service au public, les Archives nationales proposent deux publications périodiques. Gratuites, elles s'adressent à un large public, au-delà des professionnels des archives.

Avec un tirage à 7 000 exemplaires, le magazine trimestriel *Mémoire d'avenir* est ainsi diffusé à 3 600 abonnés, et 3 400 exemplaires sont mis à la disposition des visiteurs du musée des Archives nationales et des personnes qui viennent consulter des documents, dans les salles de lecture de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine, ainsi que des agents.



■ *Mémoires d'avenir* n° 56

Ce magazine, piloté par le service Communication, est réalisé avec le concours de tous les services des Archives.

Autre publication périodique : la lettre d'information digitale. Tous les mois, elle est envoyée à plus de 11 000 destinataires, qui souhaitent recevoir par mail des informations sur l'activité, les événements et l'actualité des Archives nationales.

Catalogues d'expositions

Deux catalogues d'expositions ont été publiés en coédition : *Sacrilège ! L'État, les religions et le sacré*, sous la direction d'Amable Sablon du Corail et Jacques de Saint Victor, avec Gallimard, et *Made in France. Une histoire du textile*, sous la direction de Anne-Sophie Lienhard, Esclarmonde Monteil et Alexia Raimondo, avec les éditions Michel Lafon.

Actes de projets de recherche en ligne

Dans leur collection Actes sur OpenEdition Books, accessible gratuitement en ligne, les Archives nationales ont publié *Les nouveaux paradigmes de l'archive*, sous la direction de Claire Scopsi, Clothilde Roullier, Martine Sin Blima-Barrau et Édouard Vasseur. Cet ouvrage prolonge des échanges qui eurent lieu entre 2019 et 2023 dans le cadre du projet « Les nouveaux paradigmes de l'archive », mené avec le soutien du Laboratoire d'excellence HASTEC. Il propose des témoignages des évolutions en cours autour de quatre problématiques de conservation : les données volumineuses, l'audiovisuel et ses métadonnées, les données de la recherche et les contenus du web et des réseaux sociaux numériques. Il aborde tour à tour les changements sociétaux, les apports des intelligences artificielles, les architectures des systèmes d'information, les nouvelles compétences et missions des professionnels et leur confrontation avec des contenus de plus en plus volumineux, hétérogènes et fluides. <https://books.openedition.org/pan/5802>

DONNÉES OUVERTES

Les Archives nationales disposent désormais d'une personne référente *open data* et *open content*. Il s'agit pour elle de coordonner et d'accompagner les actions mises en œuvre en formant les collègues, en mettant en œuvre des projets spécifiques, et en communiquant davantage sur ces actions. Une coordination et un accompagnement rendus nécessaires, alors que des actions étaient déjà déployées dans ce champ par la direction des fonds depuis plusieurs années, afin de leur donner une cohérence stratégique et une meilleure visibilité.

En 2024, trois nouveaux jeux de données ont été mis en ligne :

- Plans cadastraux des immeubles de Paris 1809-1856 : <https://data.culture.gouv.fr/>

explore/dataset/plans-cadastraux-des-immeubles-de-paris-1809-1856

- Les chômeurs artistiques de Paris et sa petite couronne de 1930 à 1962 : <https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/secours-aux-artistes-et-artisans>
- Individus présumés émigrés pendant la Révolution française (1791-1815) : <https://data.culture.gouv.fr/explore/dataset/individus-presumes-emigres-revolution-francaise>

Les seize jeux de données issues des Archives nationales ont cumulé plus de 37 000 téléchargements en 2024 sur les plateformes **data.culture** et **data.gouv**. Ces données ont fait l'objet de quatorze réutilisations déclarées (mentionnées sur les plateformes *open data*) ou identifiées : datavisualisations, cartographies ou intégration des données nominales sur Geneanet.

Par ailleurs, dans une démarche de science toujours plus ouverte, les Archives nationales disposent désormais d'une collection dédiée sur le portail HAL (Hyper Article en Ligne) : <https://hal.science/ANF>. Cette plateforme, ouverte par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et développée par le Centre pour la communication scientifique directe (CCSD), recense et donne accès aux résultats de recherches scientifiques. Pour les Archives nationales, le site rassemble les productions des agents du passé et du présent, et offre ainsi, pour la première fois, une vue d'ensemble des différents types de travaux (ouvrages, actes de colloques, articles, comptes rendus de lecture...) au fil du temps.

COMMUNICATION MÉDIA

Les événements de l'année 2024 ont suscité des temps forts dédiés aux médias. Presse professionnelle ou grand public, quotidienne et spécialisée : les journalistes ont pu profiter d'échanges spécifiques, organisés tout au long de l'année.

Vernissages et visites guidées réservés aux journalistes, accueil de tournages d'émissions et de documentaires pour la presse française et étrangère, entretiens avec les archivistes... : ce travail a permis d'obtenir de nombreuses retombées dans tous les segments presse écrite et audiovisuelle.

Parallèlement aux relations presse institutionnelles (envoi des communiqués et dossiers de presse), un important travail de consolidation des partenariats média a été mené. Il s'agissait de continuer à diversifier les titres de presse partenaires des Archives nationales autour des expositions phares de l'année 2024, comme *Sacrilège - L'État, les religions et le sacré* avec *Le Figaro*, *Histoire*, *La Croix* et *LCP* ou *Made in France - Une histoire du textile* avec *Connaissances des arts* et *L'Histoire*.

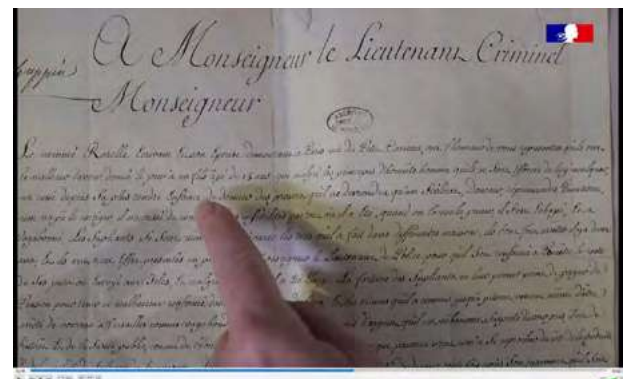
Les expositions-dossiers du cycle *Les Remarquables* ont également suscité l'intérêt de la presse généraliste. *L'Obs* et *Public Sénat* ont ainsi accompagné le volet consacré à Simone Veil et son discours de 1974 sur la loi sur l'IVG, aux côtés de *LCP*, *Histoire TV* et *L'Histoire*.

Le Monde, *Libération*, *Beaux-Arts*, *Historia*, *Secrets d'histoire*, *La Voix du Nord*, *Notre temps*, *France 3*, *La Gazette Drouot*, *Médiapart*... : tous ces titres, et bien d'autres encore, ont fait écho aux événements des Archives nationales. Leur intérêt pour les actions de l'institution conforte la pénétration des sujets portés par les Archives nationales et leur visibilité auprès de lectorats et de publics de plus en plus larges et divers.

PRODUCTIONS VIDÉOS

La série « Histoire(s) d'archives », vidéos didactiques diffusées sur la chaîne Youtube des Archives nationales, s'est enrichie de deux nouvelles capsules :

- *L'enfant rebelle* met en lumière l'histoire secrète d'un placet du XVIII^e siècle trouvé dans un carton d'archives de procès-verbaux d'experts du bâtiment.



***L'enfant rebelle*, série « Histoire(s) d'archives ».**
Durée : 5 min 02

- **La trouvaille** retrace les embarquements de passagers clandestins à partir de journaux de navigation du XVIII^e siècle conservés au sein des archives de la Marine.



La trouvaille, série « Histoire(s) d'archives ».

Durée : 6 min 08

L'activité de 2024 a aussi permis d'étoffer la série des « Usagers des archives » avec les entretiens filmés de cinq chercheurs. Les vidéos sont présentées au sein de l'exposition permanente du site de Pierrefitte-sur-Seine.



Pierre Porcher Ancelle dans Marc Bloch et la médaille de la Résistance française, collection « Usagers des archives ».

© Archives nationales de France

Par ailleurs, l'atelier audiovisuel a réalisé trois vidéos accompagnant le cycle d'expositions *Les Remarquables* et poursuivi la captation pour mise en ligne des conférences « Retours aux sources ».



Making-off avec Bibia Pavard dans Simone Veil à la tribune : de l'élaboration à la postérité du discours (10 mn 13), cycle Les Remarquables.

© Archives nationales de France



Michel Pastoureau, conférence « Aux sources du symbole au Moyen Âge : le règne animal et végétal », cycle « Retour aux sources ».

© Archives nationales de France

Enfin, un travail documentaire échelonné sur trois ans s'est achevé avec la réalisation d'un film consacré à l'histoire du site de

Fontainebleau des Archives nationales : *Les archives nationales de Fontainebleau, un art de la mémoire.*



Les Archives nationales de Fontainebleau, un art de la mémoire, film documentaire, 1 heure 52

MONUMENTS HISTORIQUES ET DÉCORS

Lien stratégie: Objectif 5

Après son lancement en 2023, l'offre de médiation portant sur le quadrilatère parisien des Archives à destination du grand public continue à rencontrer du succès, notamment avec des visites guidées de l'hôtel de Soubise, suivies par 776 visiteurs. Une attention particulière a été portée à l'accessibilité de cette offre à tous les publics avec l'accueil notamment de trois groupes issus du champ social et de six groupes de visiteurs en situation de handicap, dont un guidé en langue des signes française.

Dans l'attente de l'ouverture au public de l'hôtel de Rohan qui se trouve toujours en zone chantier, les visites guidées hebdomadaires des décors de la chancellerie d'Orléans ont, quant à elles, accueilli 460 personnes, sans compter les ouvertures exceptionnelles de la Nuit des musées et des Journées européennes du patrimoine.

Quant au site de Pierrefitte-sur-Seine, il accueille, sous la houlette des agents du département de l'Accueil des publics, à la fois des visites périodiques, dites « visites du lundi », et des visites ponctuelles. Au total, en 2024, le département a réalisé 31 visites, soit 533 visiteurs, alors que leur nombre oscillait entre 111 et 164 entre 2021 et 2023, dont neuf visites du « lundi » et vingt-deux visites pour étudiants ou généalogistes. Les commentaires laissés sur la plateforme Explore Paris témoignent d'une satisfaction élevée des visiteurs à l'égard des visites dites du lundi.

Le développement des publics adultes sur le site s'est également poursuivi grâce à des visites du site et des expositions proposées aux communes, institutions et associations de Seine-Saint-Denis. Dans ce cadre, 260 visiteurs ont pu être accueillis, et en particulier six groupes issus du champ social.

3

**RECHERCHE
ET INNOVATION**

RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT, INNOVATION

Liens stratégie 2021-2025: Objectifs 16 et 25

ACTIVITÉS DU « LAB DES ARCHIVES »

Projet RiC-O Converter

Le Lab des Archives nationales a préparé une version 3 du logiciel open source RiC-O Converter, qui permet de convertir des instruments de recherche archivistiques en XML conformes à la DTD EAD 2002, ou des notices d'autorité sur des personnes, collectivités et familles en XML conformes au schéma EAC-CPF, en jeux de données RDF conformes à l'ontologie RiC-O. Cette version 3 comporte quelques corrections et ajustements, et surtout produit des données conformes à RiC-O 1.1, une version de RiC-O en cours de finalisation, que l'équipe de développement de RiC-O publiera en mars 2025.

Projet NER4Archives

La phase 2 du projet NER4Archives a été menée à bien, grâce au financement prévu dans le cadre de la convention passée entre l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) et le ministère de la Culture, en collaboration avec l'équipe ALMAAnaCH (*Automatic Language Modelling and Analysis & Computational Humanities*) de l'Inria. L'objectif était d'étudier des pistes d'utilisation de l'Intelligence artificielle (IA) pour la reconnaissance des « entités nommées » dans les instruments de recherche en XML/EAD des Archives nationales de France, et pour leur liage avec les référentiels des AN ou des référentiels externes. La deuxième phase consacrée au liage avait démarré fin 2023. Elle a abouti à une « preuve de concept » basée notamment sur l'exploitation de graphes de connaissances.

Production et publication des référentiels sémantisés des Archives nationales

En 2024, le cadrage fonctionnel et technique d'un projet d'interface web de consultation et de recherche des référentiels sémantisés (baptisé Garance - Graphe des Archives nationales pour la recherche, l'accès et la navigation des connaissances enrichies) a été réalisé. Une première version de Garance, consistant en un site web purement statique permettant de consulter ces référentiels, sera publiée avant l'été 2025.

Démonstrateur et éditeur de requêtes Sparnatural pour les métadonnées des Archives notariales

Des réunions ont eu lieu en 2024 avec le Snum du ministère de la Culture, la BnF, le SIAF

(équipe FranceArchives), l'équipe Huma-Num et la société Sparna, pour lister les évolutions fonctionnelles et techniques à réaliser pour l'éditeur de requêtes Sparnatural (<https://sparnatural.eu/>). En 2025, si les moyens financiers le permettent, un consortium devrait pouvoir être monté, et un marché passé avec Sparna pour réaliser ces évolutions.

Contributions au projet ORESM

Dans le cadre du projet ORESM porté par la Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne (BIS) et le laboratoire de médiévistique occidentale de Paris (LaMOP), et auquel les Archives nationales participent depuis 2021, le Lab a activement contribué aux travaux, en co-encadrant avec la BIS une ingénieure de recherche recrutée début 2024 pour un an. Ses contributions ont consisté en la co-construction d'une extension de l'ontologie RiC-O comme modèle unique de référence pour sémantiser les données du projet ; en un suivi de la sémantisation des données de dépouillement des archives médiévales de l'université (aujourd'hui plusieurs milliers de pièces, la majorité conservées aux Archives nationales) ; en l'enrichissement du référentiel des types de documents et en la fourniture des référentiels sémantisés des Archives nationales pertinents pour le projet ; en la réalisation d'une table de correspondance entre les données extraites de référentiels de personnes (Studium Parisiense, IdRef) et l'extension de RiC-O ; en un suivi de la prestation réalisée par la société Logilab pour convertir en données RiC-O ces extraits de référentiels externes, les intégrer dans une base de graphes, développer une logique d'alignement entre les personnes décrites qui tiennent compte de l'incomplétude, des approximations et incertitudes inhérentes à ces données, et développer une API de recherche et d'alignement pour ces personnes.

SIMARA

Du fait de la fin du marché (il est en cours de renouvellement), seulement 2 083 images numérisées ont été chargées en 2024 sur la plateforme SIMARA permettant de convertir en données les inventaires manuscrits anciens du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime. En revanche, la relecture et la validation des images déjà traitées par l'application se sont poursuivies à un rythme très soutenu. 106 425 fiches ont été relues et indexées, sur un total de 217 560 fiches versées. Ce résultat

remarquable a pu être atteint grâce au travail de deux agents, affectés quasiment à temps plein à la relecture des fiches, sous la direction des chargés de fonds concernés. Le fichier des insinuations du Châtelet (62 000 fiches pour la période 1704-1730) a ainsi pu être traité aux deux tiers, et sera achevé en 2025. Le très gros fichier d'indexation des registres du Conseil du Parlement (100 000

fiches pour la période 1770-1775) a été repris au tiers. L'outil continue de faire la preuve de sa simplicité d'usage et de sa robustesse. Les données transcrites ont été fiabilisées et les fiches ont fait l'objet d'une réindexation fine (noms de lieux, types d'actes, etc.), de sorte qu'au gain de temps très considérable s'est ajoutée une montée en qualité très significative des données descriptives.

AUTRES PROJETS SCIENTIFIQUES

Liens stratégie 2021-2025: Objectifs 25 et 26

ANR

L'Agence nationale de la recherche (ANR) a retenu en 2024 le projet AGAPE (*discoverAbility and investiGation in spAtial iconographic hEritage*). Piloté par l'IGN (laboratoire LASTIG), le projet associe plusieurs laboratoires spécialisés en géomatique, en data visualisation ou dans certains domaines de l'IA (Linkmedia à l'IRISA, ILDA à l'Inria, LIRIS à Lyon 2), un laboratoire de recherche en SHS (ACP – Paris 1), France Télévisions et les Archives nationales. Prenant en compte la multimodalité des archives (en exploitant des ensembles d'archives photographiques et audiovisuelles), il devrait notamment aboutir au développement d'outils permettant d'extraire du contenu d'archives audiovisuelles, d'interconnecter des documents dispersés de différentes natures, de propager par raisonnement des informations de documents vers d'autres. Les Archives nationales devraient pouvoir, en particulier, enrichir ainsi les métadonnées des ensembles d'archives pris en compte dans le projet.

L'ANR a également retenu en 2024 un autre projet dans lequel les Archives nationales sont fortement impliquées : FIDIVI (Vie administrative et posthume des fichiers et des dossiers de la France de Vichy, de 1940 à nos jours). Porté par l'Institut d'histoire du temps présent (Université Paris 8, CNRS), le Centre de recherches historiques (EHESS, CNRS), les Archives nationales et la BnF, le projet associe archivistes et historiens. Il vise à répertorier et à étudier des fichiers et dossiers d'individus identifiés comme ennemis idéologiques et raciaux par le régime de Vichy : fichiers de recensement des juifs, dossiers et fichiers antimaçonniques, dossiers d'enfants juifs pris en charge par la protection de l'enfance. Il s'agira de comprendre la constitution de ces ensembles documentaires, ainsi que

leurs usages, de la période de l'Occupation jusqu'à nos jours, où la question de leur mise à disposition du public et des chercheurs revêt d'importants enjeux de mémoire individuelle et collective.

S'agissant du projet Design SHS 2020-2025, portant sur le laboratoire de cartographie de l'École pratique des hautes études puis École des hautes études en sciences sociales, porté par le CNRS, les actions côté Archives nationales se sont poursuivies en 2024 : réunions régulières de l'équipe de recherche, avancée des numérisations par l'atelier photographique et du travail sur les métadonnées, clarification des conditions juridiques de la mise en ligne des documents et travail à une convention de partenariat avec le CNRS, participation à un workshop « *Writing the History of Computer Visualizations in the Sciences : production, uses, circulation (1940-1990)* » et participation à la préparation de l'exposition *Archives graphiques de la recherche. De Jacques Bertin à Adrian Frutiger*, présentée en janvier-février 2024 à l'université Rennes-2.

CONSORTIUMS DE RECHERCHE

Les Archives nationales sont membres de plusieurs consortiums de recherche et, à ce titre, portent des projets ou y sont associées.

École universitaire de recherche ArTeC

Les 9 et 10 octobre 2024, l'institution a accueilli, sur son site de Pierrefitte-sur-Seine, les Rencontres ArTeC. Réunissant plus de trente artistes-chercheurs, étudiants, (post) doctorants, enseignants-chercheurs et créateurs, ces deux journées ont été l'occasion de présentations de travaux dans le cadre de conférences, de tables-rondes, de projections, de performances, et d'une exposition.

Ont été notamment exposés dans le hall les fruits du projet CAREXIL-FR, avec des documents issus du fonds de la Commission d'aide aux enfants espagnols réfugiés en France (CAEERF), conservé aux Archives nationales. Le projet « Archiver les récits d'objets », auquel l'institution contribue, en collaboration avec le laboratoire Arts des images et art contemporain de l'université Paris 8, a par ailleurs été présenté dans l'auditorium.

Fondation des sciences du patrimoine

Soutenu par la Fondation des sciences du patrimoine (FSP), le projet PapMedAN s'est poursuivi, avec de nouvelles analyses scientifiques de papyrus mérovingiens, la préparation de l'édition des actes d'une journée d'étude sur les diplômes mérovingiens, et la participation à la rédaction du projet de thèse de Solène Girard, également soutenu par la FSP.

GIS Archives et démocratie

Les Archives nationales sont étroitement associées au Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Archives et démocratie, inauguré le 31 mai 2024 au Sénat. Ce GIS a vu le jour sous l'impulsion de l'université Sorbonne Nouvelle, de l'Institut national de l'audiovisuel et du Collège de France. Il réunit archivistes, historiens, sociologues, littéraires et philosophes autour de thématiques liées à la place des archives dans les sociétés démocratiques. Il prolonge le projet de recherche international et interdisciplinaire Archives, conçu en 2017 par le Collège international de philosophie, dont les Archives nationales de France ont été partenaires dès l'origine.



Inauguration du GIS Archives et démocratie au Sénat, le 31 mai 2024 au Sénat.

© Archives nationales de France

HN-Pictoria

Enfin, en 2024, les Archives nationales ont rejoint le consortium HN-Pictoria, dédié à l'analyse de corpus visuels numériques en sciences humaines et sociales par le biais d'outils d'intelligence artificielle. Dans ce cadre, et en association avec l'ANR High Vision, la numérisation de 10 000 négatifs 9x12 cm noir et blanc sur verre du journal *Le Petit Parisien*, non inventoriés, est envisagée. En effet, afin de leur redonner une identité, les numérisations de ces photographies ont été présentes comme jeu de données pour mener des expérimentations utilisant l'IA dans le traitement des images. L'usage de la vision par ordinateur devrait permettre d'explorer deux axes d'analyse : la transcription automatique des légendes manuscrites gravées au dos des plaques par reconnaissance d'écriture (HTR - *Handwritten Text Recognition*) et la recherche par similarité avec les illustrations publiées dans *Le Petit Parisien* numérisé et accessible sur Gallica à la BnF. Au-delà de l'identification, cette mise en relation permettrait d'étudier la circulation et la réutilisation des images, notamment en temps de propagande.



Légende gravée au dos d'une plaque photographique du *Petit Parisien* : « Chez Rose Valois, modiste » (11AR/699, n° 94)

Dans le même ordre d'idées, des corpus d'archives photographiques déjà numérisés aux Archives nationales ont servi de jeu de données pour le hackathon organisé par le consortium à la BnF fin décembre 2024. Il a alors été possible de tester la reconnaissance de formes par similarité et la transcription de légendes d'albums ou de tirages photographiques pour les corpus proposés.

AUTRES

Diribiosport

Le projet Diribiosport, dédié à la collecte de témoignages oraux auprès de dirigeants du monde sportif en vue de leur versement aux Archives nationales, s'est poursuivi. Piloté et financé par le SIAF, mené par l'Institut des sciences sociales du politique en collaboration avec les Archives nationales, il devrait s'achever en 2025.

Mémorial de la Shoah et United States Holocaust Memorial Museum

Dans le cadre du partenariat noué avec le Mémorial de la Shoah et le *United States Holocaust Memorial Museum*, les travaux de numérisation du corpus des dossiers de naturalisation des personnes dénaturalisées par l'État français se sont poursuivis. Les Archives nationales ont par ailleurs contribué à la préparation d'une manifestation programmée en 2025 pour valoriser les fonds numérisés par ces deux mémoriaux dans plusieurs services d'archives en France.

Natio² Les réintégrations par décret dans la nationalité française (1960-2020)

Le projet Natio² explore la procédure de réintégration dans la nationalité française, introduite dans le Code civil de 1804, à la suite des décolonisations des années 1960, puis au durcissement des politiques d'immigration. Il réunit une équipe pluridisciplinaire d'une dizaine de chercheurs (sociologues, politologues, juristes, démographes et historiens) dans le cadre de l'Institut convergence migrations

(ICM), avec le soutien de l'INED, du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) et des Archives nationales.

En 2024, un lot spécifique de demandes de dérogations, portant sur 1 014 cotes, a été traité pour l'équipe de recherche. En outre, un colloque international « Décliner, perdre, conserver, retrouver la nationalité impériale (France, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Portugal, années 1960 à nos jours) » s'est tenu les 18 et 19 juin 2024 aux Archives nationales, sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, et au Campus Condorcet. Une poursuite de ce projet dans le cadre d'un financement ANR est à l'étude.

Women on the move

Le projet *Women on the move* s'est achevé fin 2024. L'état des fonds des femmes migrant pour le travail, du XIV^e siècle à nos jours aux Archives nationales est désormais publié sur le portail internet du projet, ainsi qu'une interview d'Anne-Charlotte Olas (<https://www.womenonthemove.eu/>).

PARTAGE D'EXPERTISES

Lien stratégie 2021-2025: Objectif 27

FORMATIONS AUX MÉTIERS DES ARCHIVES ET DU PATRIMOINE

Les Archives nationales ont participé, sous forme de cours, de présence aux jurys et d'orientations pédagogiques, à la formation initiale de futurs professionnels, en partenariat avec plusieurs établissements d'enseignement supérieur spécialisés ou dotés d'un cursus dédié (École nationale des chartes, Institut national du patrimoine, Conservatoire national des arts et métiers, Universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris 8, Paris-Est Créteil, Sorbonne Paris-Nord, Paris-Saclay). Elles sont également intervenues dans des formations continues, dans le cadre de programmes élaborés par la direction générale des Patrimoines et de l'Architecture, par le SIAF, par l'association des Archivistes français et par le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep). Des interventions plus ponctuelles ont par ailleurs eu lieu auprès des licences pro et masters d'archivistique des universités d'Angers, de Lille III, de Mulhouse et de Picardie.

Au-delà des formations en archivistique, les responsables de fonds ont dispensé des cours de sensibilisation à la recherche, présenté des sources et organisé des visites pour des étudiants suivant des cursus variés, notamment à Sciences-Po, en histoire à l'Institut catholique de Paris, en histoire des sciences et des techniques à Paris 1, en géographie à l'université Sorbonne Paris-Nord, en sciences politiques et en histoire de l'art à Paris 8, en architecture à Paris-Val-de-Seine, en documentation des collections et recherche de provenance à l'École du Louvre et à l'Université de Paris-Nanterre, et en BTS Notariat.

Les Archives nationales participent par ailleurs aux webinaires sectoriels organisés périodiquement par le SIAF à destination de l'ensemble du réseau archivistique français.

Enfin, le Lab des Archives nationales a lancé, en 2024, un cycle de rencontres et de webinaires relatifs à des jeux de données, standards, technologies ou projets numériques de recherche et développement, produits ou utilisés par les Archives nationales ou d'autres organismes, au

carrefour de l'archivistique, des technologies de l'information et de la communication et de l'ingénierie des documents.

STAGE TECHNIQUE INTERNATIONAL (STIA)

Membres du comité de pilotage du Stage technique international, en collaboration avec l'Institut national du patrimoine, la direction générale des Patrimoines et le SIAF, les Archives nationales ont également accueilli trois journées dans leurs murs et animé plusieurs sessions, à la fois en ligne et *in situ*.

ACTIONS À L'INTERNATIONAL

Conseil international des archives (CIA)/International Council on Archives (ICA)

Les Archives nationales participent au groupe de travail sur le changement climatique mis en place au sein du Conseil international des archives.

S'agissant du groupe d'experts EGAD (*Expert Group on Archival Description*), après la publication fin 2023 de la version 1.0 des fondations de la description archivistique RiC-FAD, du modèle conceptuel RiC-CM et de l'ontologie RiC-O, le groupe a poursuivi en 2024 ses travaux : début d'élaboration de *RiC – Application Guidelines* sur la base des résultats d'une enquête menée au printemps 2024 ; poursuite du développement de l'ontologie pilotée par la responsable du Lab des Archives nationales, des travaux d'évolution de RiC-O avec la préparation de versions 1.0.1 (publiée en mai 2024), 1.0.2 (publiée en septembre 2024) et 1.1 (publication prévue en mars 2025), ainsi que la conception d'une feuille de route pour RiC-O 2.0 qui inclut l'élaboration de plusieurs vocabulaires et l'articulation de RiC-O avec l'ontologie PREMIS (publication de RiC-O 2.0 à l'automne 2025).

Chapitre francophone de la communauté mondiale AI4LAM (*Artificial Intelligence for Libraries, Archives and Museums*)

Ce chapitre, créé fin 2021, comptait 164 membres en décembre 2024. Le Lab des Archives nationales a continué de contribuer à son animation. En 2024, le bureau s'est réuni une dizaine de fois ; il a organisé et animé en ligne quatre réunions plénières pendant lesquelles sept interventions ont été effectuées par onze professionnels, concernant des projets d'application d'intelligence artificielle en bibliothèque, médiathèque, archives et musées en France, en Belgique et au Luxembourg, ou des initiatives transverses comme l'IA Act européen et le comparateur francophone d'IA conversationnelles. Ces

réunions ont suscité l'intérêt et la présence en ligne d'une centaine de membres tout au long de l'année ; les enregistrements vidéo des interventions disponibles en partage sur le Drive sont régulièrement consultés. Par ailleurs, les membres du bureau ont été collectivement sollicités pour publier un article dans le [numéro 147](#) de la revue *Culture et Recherche* du ministère de la Culture consacré au thème Recherche et Intelligence artificielle. L'article, intitulé « AI4LAM : une communauté pour l'intelligence artificielle dans les bibliothèques, archives et musées », présente le chapitre, son histoire et ses activités.

Portail international archivistique francophone (PIAF)

Les Archives nationales sont membres du comité de pilotage du Portail international archivistique francophone et œuvrent à la réalisation de contenus pédagogiques, à travers la conception de supports de cours et la participation à des groupes de travail, en particulier pour un glossaire d'archivistique francophone.

Inscriptions au registre « Mémoire du monde »

En 2023, les Archives nationales de France et les Archives nationales d'Australie avaient présenté leur candidature à l'inscription au registre « Mémoire du monde » de l'Unesco pour l'inscription du fonds de l'expédition d'Entrecasteaux. En 2024, après demandes de modifications, le dossier a été agréé. Par ailleurs, la coopération avec l'Australie a permis de faire transcrire une sélection de documents relatifs à la Tasmanie, qui feront ensuite l'objet d'une traduction.

La proposition présentée par les Archives du canton de Fribourg, dont les Archives nationales sont co-auteur, en vue de faire inscrire le traité de paix perpétuelle conclu à Fribourg (Suisse) entre les cantons suisses et François I^{er} en 1516, a également été agréée.

ACCUEIL DE DÉLÉGATIONS

Les Archives nationales de France ont reçu la visite des Archives nationales d'Algérie et du Brésil. Elles ont par ailleurs accueilli des délégations du Kazakhstan, du Québec, du Qatar, du Pérou, de Côte d'Ivoire, du Japon, de Chine, de Malaisie, de Corée et du Vietnam.

Notons que la douzième édition de l'université du Notariat mondial s'est tenue à Paris du 1^{er} au 5 juillet 2024. Dans ce cadre, la centaine de participants, provenant de quarante-deux pays, a été reçue aux Archives nationales le 4 juillet 2024. Le programme a consisté en une visite des Grands Dépôts, du parcours permanent et une présentation des fonds du Minutier central des notaires de Paris.

4

DES MOYENS AU SERVICE DES MISSIONS DES ARCHIVES NATIONALES

RESSOURCES HUMAINES

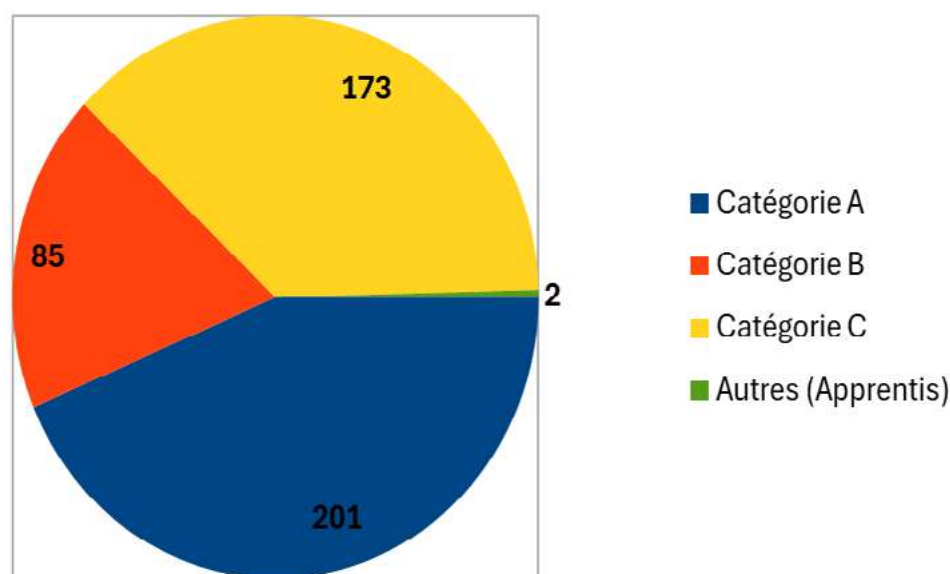
EFFECTIFS

Au 31 décembre 2024, l'effectif des Archives nationales s'élevait à 461 agents (personnes physiques), représentant 453,7 effectifs équivalent temps plein (ETP), une baisse par rapport à l'année 2023, où l'effectif s'élevait à 473 agents (468 ETP), en raison d'une régulation des recrutements en fin de gestion.

En 2024, 54 agents ont quitté les Archives nationales, 38 le site de Pierrefitte-sur-Seine et 16 le site de Paris pour 44 agents qui ont rejoint l'institution, 32 à Pierrefitte-sur-Seine et 12 à Paris.

L'effectif est réparti de la manière suivante : 272 agents à Pierrefitte-sur-Seine, 189 agents à Paris.

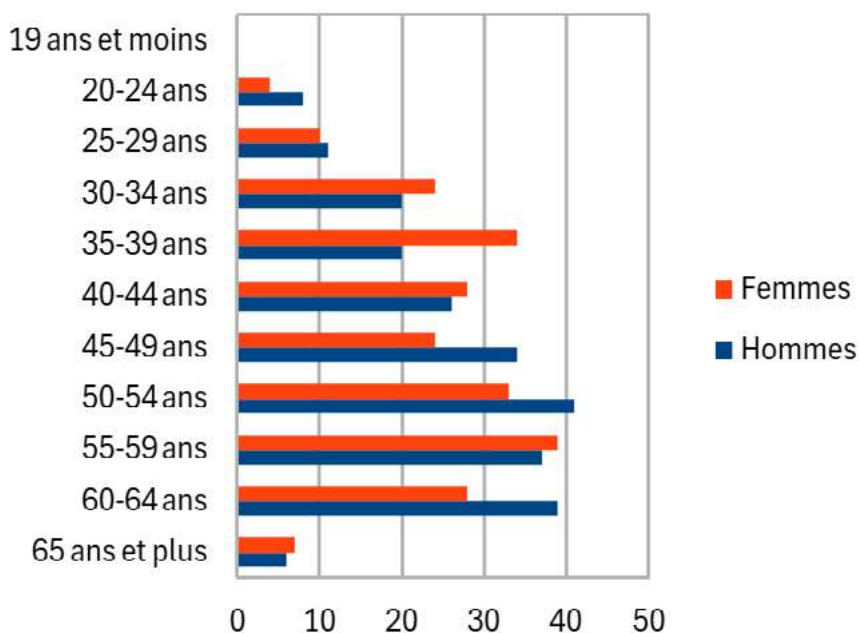
RÉPARTITION PAR CATÉGORIE DE L'EFFECTIF PRÉSENT (PERSONNES PHYSIQUES) AU 31 DÉCEMBRE 2024



RÉPARTITION PAR FILIÈRE DE L'EFFECTIF PRÉSENT (PERSONNES PHYSIQUES) AU 31 DÉCEMBRE 2024

Parmi les 461 agents de l'institution, la filière technique compte 199 agents, soit 43,2 % de l'effectif, la filière scientifique 164 soit 35,6 %, celle des métiers d'art 41, soit 8,9 % et la filière administrative compte 57 agents représentant 12,4 % des agents. Parmi l'ensemble des corps présents aux Archives nationales, les trois corps les plus représentés sont les adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (26,7 %), les chargés d'études documentaires (13 %) et les conservateurs (11,7 %).

RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DE L'EFFECTIF PRÉSENT (PERSONNES PHYSIQUES) AU 31 DÉCEMBRE 2024



Par ailleurs, 178 stagiaires ont été accueillis, dont 9 dans le cadre de stages gratifiés. Au 31 décembre 2024, les Archives nationales comptent 39 agents en situation de handicap, représentant 8,45 % de l'effectif total pour 31 agents en 2023.

► Télétravail

Si, après la crise sanitaire, le nombre d'agents en télétravail pérenne (au sens du décret n°2016-151 du 11 février 2016) avait fortement augmenté ces dernières années, on constate un léger ralentissement de cette dynamique puisque au 31 décembre 2024, les Archives nationales comptent 236 agents en télétravail, contre 245 en 2023. On notera que 67,4 % des agents en télétravail sont des femmes, un chiffre stable puisqu'il s'élevait à 66 % en 2023.

► Forfait « mobilités durables »

Au 31 décembre 2024, les Archives nationales comptent 47 agents ayant formulé une demande pour bénéficier du forfait mobilités durables qui permet la prise en charge des frais engagés par les agents au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail à l'aide d'un mode de transport alternatif et durable tel que le vélo ou le covoiturage.

► Labels égalité-diversité

Au 31 décembre 2024, la structure des effectifs par genre fait apparaître une très

légère majorité de femmes ; on compte en effet 232 femmes, soit 50,3 % de l'effectif, et 229 hommes soit 49,7 %. Les femmes sont majoritaires dans les postes d'encadrement supérieur puisqu'elles sont 17 pour 12 hommes.

► Déontologie

Dans le cadre des travaux conduits par le collège de déontologie du ministère de la Culture, le directeur administratif et financier a été désigné correspondant déontologie et laïcité. Son rôle est de relayer les activités du collège de déontologie, notamment en matière de sensibilisation et de formation.

► Focus charte Entreprise – territoire de Plaine Commune

Implantées sur le territoire de Plaine Commune, les Archives nationales inscrivent pleinement leur développement dans celui du territoire via la Charte Entreprise Territoire dont le renouvellement de la signature est intervenu le 15 novembre 2022. Cette Charte, qui s'articule autour de 6 thématiques, porte l'ambition pour les années 2022-2025 d'une politique de

développement territorial au bénéfice des acteurs locaux et un engagement en faveur d'un développement durable, plus sobre en ressources et en énergie. En ce qui concerne le volet des ressources humaines, les Archives nationales participent aux Rencontres pour l'emploi et adressent les fiches de postes à la Maison de l'emploi de Pierrefitte-sur-Seine. Le nombre d'agents domiciliés sur le territoire de Plaine Commune s'élève à 44, soit 9,54 % des effectifs, et 88 sont domiciliés en Seine-Saint-Denis, représentant 19 % des effectifs.

ACCOMPAGNEMENT DES AGENTS (FORMATION, MÉDECINE DE PRÉVENTION)

► Formation

En 2024, 322 agents ont suivi un parcours de formation, représentant au total 1419,5 jours de formation.

► Médecine de prévention

Le suivi médical des agents des sites de Pierrefitte-sur-Seine et de Paris est assuré depuis le 14 mars 2022 par Thalie Santé,

prestataire retenu dans le cadre d'un marché ministériel.

► Restauration collective

En termes de restauration collective, les agents des Archives nationales ont accès au restaurant administratif de l'Hôtel de ville de Paris et à celui du site de Pierrefitte-sur-Seine. Le restaurant administratif de Pierrefitte-sur-Seine a ouvert le 2 septembre 2024. Les lecteurs bénéficient d'une offre de restauration rapide mise en œuvre par un prestataire dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public.

La fréquentation mensuelle du restaurant administratif au cours du quatrième trimestre 2024 a été, en moyenne, comprise entre 95 et 115 personnes.

DIALOGUE SOCIAL

Au cours de l'année 2024, huit séances de la formation spécialisée ont été organisées, ainsi que deux visites de site.

AFFAIRES FINANCIÈRES ET JURIDIQUES

BUDGET

Le budget de fonctionnement au total pour 2024 s'élève à 12 395 380 euros en autorisations d'engagement (AE) et à 15 245 958 euros en crédits de paiement (CP). Il a été consommé à 97,22 % sur la totalité des crédits (notifiés, complémentaires et tranches fonctionnelles-TF) pour les AE et à 97,57 % pour les CP, en intégrant les charges à payer pour 2024. Au budget notifié se sont ajoutés 95 652 euros en AE correspondant à une partie du décret de virement pour le restaurant administratif et 48 065 euros en AE et CP pour la médecine de prévention. Le SIAF a délégué 120 000 euros à l'institution pour l'achat d'ouvrages anciens, et 162 548 € d'AE en fin de gestion. Par ailleurs, il a été nécessaire de descendre 23 000 euros d'AE depuis

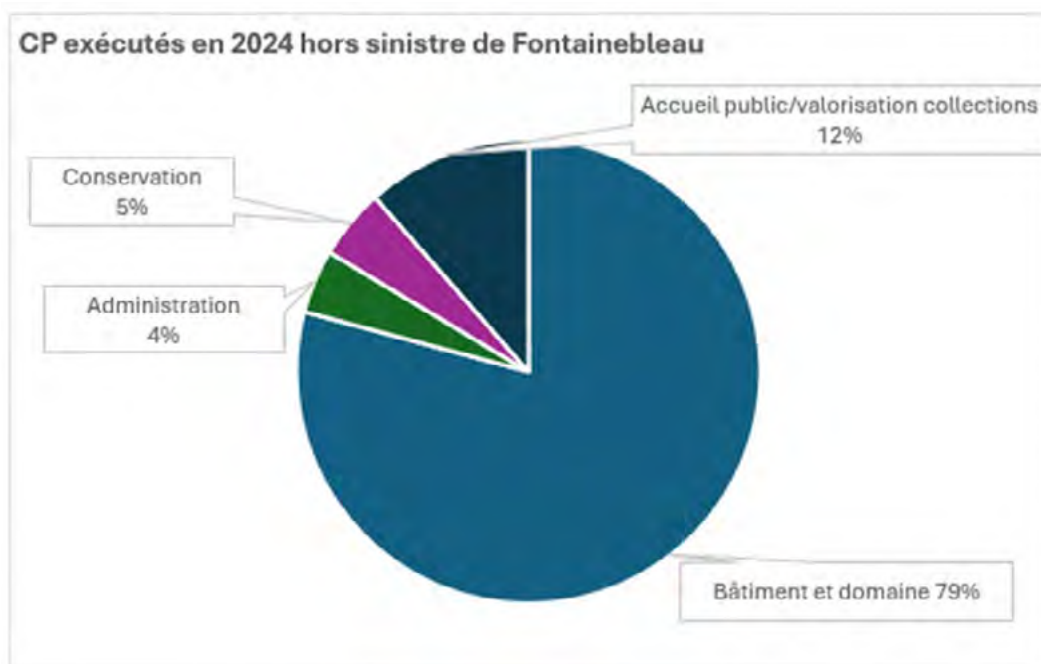
la régie 2024 pour la fin de gestion. Une subvention de 25 000 euros a été attribuée pour l'exposition *(Re)jouer ! / (Re)play ! 100 ans de Jeux olympiques en France*. Enfin, les Archives nationales ont pu acquérir une partie des lots des écrits du général de Gaulle, mis aux enchères le 16 décembre 2024, pour 192 208 euros, financés sur leurs recettes propres.

Les crédits d'investissement alloués en 2024 s'élèvent à 8 593 944 euros en AE et à 11 021 790 euros en CP. Ils comprennent 639 854 euros en AE et 870 255 euros en CP pour le sinistre du site de Fontainebleau, et 415 000 euros en AE-CP en crédits d'entretien des monuments historiques. La consommation en valeur pour l'électricité et le chauffage des deux sites a été de 1,623 million d'euros, contre 3,01 millions en 2023, année de crise énergétique.

Dépenses

Hors sinistre de Fontainebleau et crédits monuments historiques, les dépenses métiers représentent environ 16,42 % de l'exécution

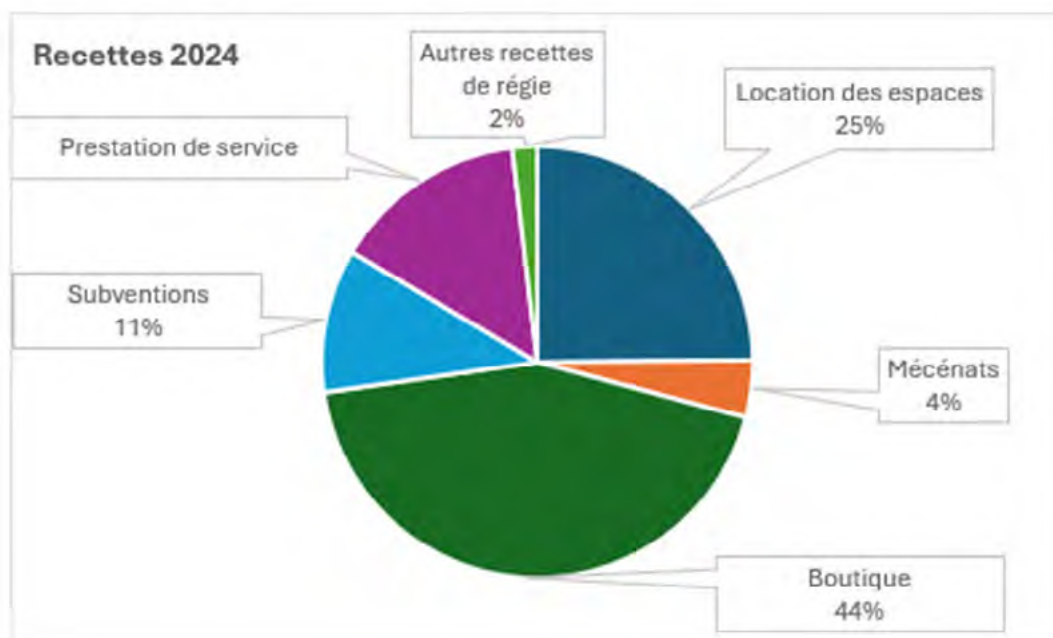
2024 (conservation, accueil du public et valorisation des collections) traduisant ainsi le poids des dépenses contraintes d'entretien des bâtiments et des dépenses énergétiques.



Recettes

L'ensemble des recettes s'est élevé à 235 660 euros en 2024. Cela comprend les attributions de produits en régie (dont les produits de

la boutique du musée), les facturations des ateliers, les locations d'espace ainsi que les subventions et mécénats.



SERVICE JURIDIQUE

Le service juridique a notifié 38 marchés en 2024, contre 21 l'an passé. 89,5 % d'entre eux comportent soit une clause sociale, soit une clause ou un critère environnemental. Quatorze conventions de partenariat et cinq conventions de cessions de droits de propriété intellectuelle ont été traités, ainsi que dix-sept décisions (délégation de signature, tarifaire, organisationnelle). Sept nouvelles procédures de donation avec ou sans pacte adjoint ont eu lieu parmi lesquelles la donation emblématique du fonds Bruno Latour. Cette dernière porte sur les archives papier et numériques du philosophe et compte tenu des droits de propriété intellectuelle contenus dans les documents donnés, un pacte adjoint à la donation permet de définir précisément les conditions de prise en charge, de communication, de reproduction des archives et de cession des droits patrimoniaux. Compte tenu de l'importance de cette entrée pour les Archives nationales, l'arrêté d'acceptation de don a été signé par la ministre de la Culture au terme d'une cérémonie organisée au ministère.

S'agissant de l'expertise judiciaire ouverte depuis 2017 aux Archives nationales qui porte sur plusieurs désordres apparus sur le bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine (mauvaise tenue des panneaux de façade, inondation d'un local informatique, taches sur le plafond de la salle de lecture, désordres sur les groupes froids, etc.), la complexité des désordres relatifs aux groupes froids empêche la remise d'un rapport d'expertise définitif, étant entendu que le tribunal a refusé la remise d'un rapport partiel.

Néanmoins, compte tenu des demandes répétées des Archives nationales pour trouver une solution face au risque avéré de dégradation irréversible de certains fonds d'archives sensibles aux variations de température, les Archives nationales ont été autorisées à envisager le démontage des groupes froids et leur remplacement par des équipements neufs. Une procédure d'appel d'offres sera donc lancée en 2025 si les budgets le permettent.

MÉCÉNAT

Opération emblématique de l'année 2024, tant en matière d'archives et d'acquisitions qu'en matière de mécénat, les Archives nationales ont acquis un ensemble unique d'archives manuscrites privées de Charles de Gaulle grâce à 650 000 euros de mécénat, lors de la vente aux enchères Artcurial « De Gaulle. Une succession pour l'Histoire »

le 16 décembre 2024. Elles ont bénéficié à cette occasion du soutien des Mutuelles d'assurances AXA et du groupe AXA, de la famille Decaux à travers JCDecaux Holding ainsi que d'un particulier, le mécénat apportant – ce qu'il est important de souligner – plus de 80 % du budget nécessaire à l'acquisition de 118 documents, pour l'essentiel des correspondances entre le Général et ses proches.

Les Archives nationales ont poursuivi cette année leur prospection afin de permettre la restauration des salons des cardinaux – remarquable ensemble décoratif du XVIII^e siècle – au premier étage de l'hôtel de Rohan, grâce au mécénat. Aux 680 000 euros de dons et de promesses de dons, déjà obtenus, s'est ajouté en 2024 un mécénat de 100 000 euros des Mutuelles d'assurances AXA, un mécène historique des Archives nationales depuis l'acquisition du registre des comptes du château d'Amboise en 2016. Par ailleurs, les Mutuelles d'assurances AXA vont verser 300 000 euros supplémentaires pour le projet qui seront répartis entre 2025 et 2026.

Opération relative au patrimoine le plus ancien de l'institution, les Archives nationales ont confirmé leur partenariat en 2024 avec ARPAMED – fonds de dotation Archéologie & Patrimoine en Méditerranée – qui va les soutenir à hauteur de 50 000 euros répartis sur 2025, 2026 et 2027, pour leur permettre de restaurer et de reconditionner leurs papyrus mérovingiens et carolingiens.

Enfin, le mécénat a permis de soutenir deux expositions des Archives nationales en 2024, à savoir :

- *La loi sur l'IVG. 1974 : le discours de Simone Veil*, présentée du 8 mars au 2 septembre, qui a bénéficié d'un mécénat de 10 000 euros de BNP Paribas ;
- *Made in France. Une histoire du textile*, présentée du 16 octobre 2024 au 27 janvier 2025, qui a bénéficié de deux mécénats en nature, à savoir des dons de textiles, des maisons Pierre Frey et Julien Faure pour une valorisation totale de 8 000 euros.

S'inscrivant dans les contreparties des actions de mécénat, l'année 2024 fut aussi l'occasion pour les Archives nationales d'organiser sept événements pour leurs mécènes, notamment des soirées avec conférences, cocktails et visites guidées sur le site de Paris. La journée de la culture et du patrimoine AXA, qui a eu lieu le 22 juin, a ainsi permis de faire découvrir à près de 150 collaborateurs des mutuelles d'assurances AXA l'hôtel de Soubise, l'hôtel de Rohan et les Grands Dépôts.

GESTION IMMOBILIÈRE ET LOGISTIQUE

Hors éléments traités dans Monuments historiques et décors (page 60)

SCHÉMA PLURIANNUEL DE STRATÉGIE IMMOBILIÈRE

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), en cours d'élaboration, devrait être finalisé en 2025. La direction de l'Immobilier de l'État (DIE) souhaite la présentation d'une analyse globale à l'échelle du parc et non une approche par site, ainsi qu'une stratégie environnementale précise accompagnée d'une trajectoire chiffrée pour atteindre les objectifs fixés par le « décret tertiaire » dans le cadre d'une politique de pilotage des consommations énergétiques. Des échanges inter-services avec les deux autres SCN, ANOM et ANMT, sont organisés sous l'égide du bureau de la politique immobilière pour définir des règles communes en matière d'usage des espaces. Une étude Bilan de gaz à effet de serre a été réalisée cette année dont les résultats ont été présentés aux agents de l'institution à l'été 2024. Un plan de mobilité employeur est également en cours de rédaction et une étude a été lancée à l'automne 2024 afin d'établir un plan de gros entretien renouvellement (GER) sur cinq ans, associé à une stratégie de performance environnementale à l'échelle du parc activant l'ensemble des leviers potentiels (maintenance exploitation, usage des biens, travaux). Un plan d'actions, assorti d'objectifs chiffrés, devra permettre de définir une trajectoire pour atteindre les objectifs du « décret tertiaire ».

TRAVAUX SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE ARCHIVES NATIONALES

Site de Paris

► Réaménagement d'espaces

La réorganisation de la direction des archives numériques sur le site de Paris et le départ définitif du modulaire installé dans la cour des Grands dépôts ont nécessité de recomposer certains espaces. Afin de rapprocher les équipes auparavant logées en plusieurs endroits du quadrilatère des Archives nationales, le deuxième étage de l'hôtel de Breteuil a été libéré et vidé. À cette occasion, des travaux de remise aux

normes (l'électricité, l'éclairage, le parquet et la peinture) ont été réalisés. Un bureau a également été créé de toutes pièces au Caran, afin de permettre au responsable des agents du guichet de liaison d'être au plus près de son équipe.



Bureaux hôtel de Breteuil



Bureau guichet de liaison du Caran

► Reprise de la couverture de la salle de lecture du Caran

En raison de l'organisation des Jeux olympiques, le Caran a été fermé trois semaines au lieu de deux. Cette fermeture exceptionnelle a permis de reprendre des travaux sur la couverture du bâtiment qui présentait de nombreux percements malgré des opérations de remplacement du zinc en 2019, la partie en bac-acier de la toiture n'ayant pas été traitée à cette époque. Ces travaux ont donc pu être conduits sans gêner public et agents. Le coût de cette opération importante s'est élevé à 364 732 euros

ÉTAT AVANT TRAVAUX



ÉTAT APRÈS TRAVAUX



Site de Pierrefitte-sur-Seine

► Réfection de l'étanchéité des toitures de l'IGH

Afin d'assurer durablement l'étanchéité des toitures de l'ensemble des bâtiments des Archives nationales, un marché d'entretien de quatre ans a été conclu avec la société Balas. Dans ce cadre, depuis 2022, l'ensemble de l'étanchéité des toitures-terrasses de l'IGH a été rénové.

La dernière phase, représentant environ 20 % de la toiture, a été achevée en août 2024. Le coût de l'opération a été de 306 021 euros.

► Réfection de l'étanchéité des passerelles

À la suite des travaux réalisés sur la toiture de l'IGH, la rénovation des toitures des passerelles a également été engagée afin de remédier aux altérations constatées. Les travaux, débutés à la fin de l'année 2023, se

sont concentrés dans un premier temps sur les passerelles du rez-de-chaussée, dont l'étanchéité a été entièrement restaurée pour un coût de 59 375 euros.

► **Installation de nouvelles serrures aux casiers**

Afin de remédier aux dysfonctionnements du système de verrouillage des vestiaires de la salle de lecture, 240 serrures électroniques à quatre chiffres ont été installées. Ce dispositif permet aux utilisateurs de sécuriser leurs casiers via un code personnel, avec un code général disponible en cas d'oubli ou de blocage. Ces travaux ont été finalisés en janvier 2024, pour un coût de 14 160 euros.

► **Aménagement du 5^e étage**

L'aménagement des espaces de travail du satellite F5, au cinquième étage du bâtiment des Archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine, a été finalisé en mai 2024. Les travaux ont permis l'installation de nouveaux postes de travail, avec la pose de prises électriques et informatiques, ainsi qu'un éclairage adapté dans les espaces de tri. La remise en peinture des murs, des menuiseries et la réfection des sols a également été réalisée, complétant ainsi l'ensemble des interventions débutées en 2023.

► **Installation de stores intérieurs**

Les stores extérieurs des bureaux, installés lors de la construction, sont aujourd'hui vieillissants, et certains sont même devenus défectueux. Le marché attribué en 2024 à CRM Conception prévoit l'installation de stores intérieurs dans les bureaux. Les travaux, commencés fin 2024 et se poursuivant en 2025, concernent trois zones des satellites : l'atelier photo, où les stores et rideaux actuels ne permettent pas un usage optimal des espaces ; les salles de commission, dont les stores extérieurs défectueux n'offrent plus une protection suffisante ; les bureaux côté sud, où l'orientation et des stores dysfonctionnels rendent nécessaire l'installation d'une nouvelle protection solaire. Des travaux dont le coût s'élève à 109 201 euros.

► **Rafranchissement des espaces d'accueil du public**

Afin d'améliorer et d'entretenir les espaces dégradés, des travaux de peinture ont été réalisés dans le hall d'inscription, l'entrée et la circulation du personnel, ainsi que dans le sas du parking. Parallèlement, la reprise et le renforcement des faux plafonds ont été effectués dans l'atelier photo et les salles des commissions.



TRAVAUX SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE DE L'OPÉRATEUR DU PATRIMOINE ET DES PROJETS IMMOBILIERS DE LA CULTURE (OPPIC)

Schéma directeur immobilier parisien

L'OPPIC assure la maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'opération du schéma directeur immobilier phase 1 du site parisien. Cette dernière vise la réhabilitation de deux ensembles de bâtiments (Boisgelin-Quatre-Fils et Guerre-Affaires étrangères) d'une superficie de plancher de 2 000 m², destinés à des espaces de traitement et des magasins au bénéfice du Minutier central des notaires de Paris. Ces magasins Boisgelin-Quatre-Fils et Guerre accueilleront environ 10 000 mètres linéaires d'archives tout en répondant aux normes de conservation. Le lauréat du concours est l'agence Hugues Fontenas Architectes en groupement avec les bureaux d'études C&E, Espaces temps et BMF.

Les opérations de curage Quatre-Fils et de démontage des mobiliers existants dans les bâtiments Guerre-Affaires étrangères et Boisgelin, ainsi que les travaux de dépollution des existants (amiante et plomb) sont terminés et ont été réceptionnés fin septembre 2024.



Des travaux porteront également sur la réfection des parties extérieures classées et inscrites au titre des monuments historiques (façades et couverture des bâtiments Guerre et Affaires étrangères). Les travaux de clos-couvert des parties classées relèvent de l'architecte en chef des monuments historiques (ACMH), territorialement compétent, leur réalisation, commencée début 2024, s'achèvera à l'été 2025. L'aménagement du passage de la ruelle de la Roche, grâce à la création d'un porche au 8 rue Vieille-du-Temple, sera réalisé courant 2025-2026.

S'agissant de la restauration du clos-couvert classé, les travaux dans la cour d'honneur de l'hôtel de Rohan ont débuté en avril 2024. Ils portent sur la restauration, la rénovation des maçonneries, l'agrandissement des baies au rez-de-chaussée et les réparations des couvertures et éléments de charpente, la dépose des menuiseries. À ces travaux s'ajoutent ceux de la rénovation des façades du bâtiment Rohan Sud.

Les travaux sur la façade de la rue Vieille-du-Temple ont débuté en octobre 2024 avec la pose des échafaudages, dès obtention de l'autorisation de voirie, déposée à la suite des jeux paralympiques. Ils dureront jusqu'à l'été 2025.

Site de Pierrefitte-sur-Seine

Liens stratégie : Objectif 24

Le projet d'extension

Face au risque de saturation de ses capacités de stockage, en raison du transfert des 70 kilomètres des fonds jusqu'alors conservés sur le site de Fontainebleau, les Archives nationales ont demandé la construction d'une extension sur la réserve foncière dont l'institution dispose à Pierrefitte-sur-Seine. Ce projet a reçu le 14 juin 2021 un avis favorable de la commission ministérielle des projets immobiliers (CMPI) du ministère de la Culture. Le concours d'architecture pour la construction d'un bâtiment d'environ 15 000 m² de surface utile et 100 kilomètres linéaires de magasins standard a été remporté par l'agence l'AUC.

Ce bâtiment comportera : 50 magasins standard et 7 magasins spéciaux de 200 m²

chacun, des espaces de traitement (salles de tri) et des ateliers de restauration/reproduction, la création d'un second quai de déchargement. Des passerelles, à plusieurs niveaux, relieront la future construction au bâtiment existant (IGH) et permettront ainsi une circulation fluide des agents et des documents.

Après une validation du projet en commission ministérielle des projets immobiliers le 6 novembre 2023, le permis de construire a été déposé en décembre 2023. Le dossier d'études de projet a été rendu début mars 2024. À la suite de son analyse la maîtrise d'œuvre a rendu le dossier de consultation d'entreprises mi-avril 2024. Les travaux seront réalisés par deux entreprises : une entreprise tous corps d'états (TCE) et une entreprise « mobilier ». Le groupement titulaire du marché de travaux TCE a été notifié le 25 octobre 2024, ce qui a permis de faire débuter la phase de préparation de chantier.



SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Des ajustements dans l'organisation de la collecte des déchets sur les sites de Pierrefitte-sur-Seine et de Paris ont été apportés à compter de la mi-juillet 2024. Depuis lors, les poubelles de bureaux ont été supprimées et remplacées par des bacs d'apport volontaire installés dans les tisaneries et les zones de restauration. Ceux-ci permettent de trier les

biodéchets, les déchets recyclables, le papier et le non-recyclable.

Cette nouvelle organisation s'est accompagnée pour le site parisien de la mise en place de marchés spécifiques pour la collecte des déchets en porte à porte effective à compter du mois de novembre 2024.

Gestion des déchets

- Archives amiantées évacuées : 55 tonnes (Fontainebleau)
- Collecte papier pour élimination pilon : 3 tonnes

MISE EN PLACE DU TRI SÉLECTIF EN 2024

Sur le site de Paris

Déchets non recyclables..... **52 m³**
Déchets recyclables..... **10 m³**
Biodéchets **0,1 m³**

Le mesure de la collecte des déchets recyclables et biodéchets a pu être effective à partir de mi-novembre 2024 sur le site de Paris. Cela explique le peu de volume pour ces 2 catégories.

Sur le site de Pierrefitte-sur-Seine

Déchets non recyclables.... **123 m³**
Déchets recyclables..... **118 m³**
Biodéchets **2 m³**

SÉCURITÉ ET SÛRETÉ DES SITES

SITE DE PARIS

Le site parisien des Archives nationales, à la suite de l'achèvement des travaux Camus, accueille désormais les services de direction générale de la Création artistique, du Secrétariat général, d'une partie de la direction des Patrimoines et de l'Architecture ainsi que le Centre d'études Picasso, portant ainsi l'effectif des agents accueillis sur le site à près de 500 agents. La sécurité du site est assurée par les Archives nationales et la sûreté est partagée avec le Secrétariat général du ministère.

La réfection complète de la base opérationnelle du poste de sécurité (refonte des postes de travail, remise aux normes et à niveau des courants forts/faibles, un nouvel aménagement intérieur...) a été achevée.

En 2024, le pôle parisien de la sécurité et de la sûreté a effectué 4 477 interventions,

réparties en deux catégories : les permis feux (4 295) et les interventions (182). Avec l'achèvement des travaux de gros œuvre du chantier Camus fin 2024, le nombre de permis feux est en baisse, mais demeure encore conséquent, soit en moyenne 400 permis feux mensuels.

Les interventions du SESU concernent majoritairement des détections incendie/alarme feux dues à des déclenchements intempestifs liés aux chantiers ou à la non-dépose de permis feux par les entreprises. L'item des secours à personnes pour « personnes blessées ou prises de malaises » est en forte hausse en 2024. Ce dernier intéresse aussi bien les agents Archives nationales/SIAF/PICASSO/Secrétariat général que des entreprises extérieures (accidents du travail). Le reste des interventions concerne le public accueilli sur le site (jardins, musée et salle de lecture).



Cinq sessions de formation liées à la sécurité incendie (évacuation, guide-file/serre-file et manipulation extincteurs) se sont poursuivies en 2024, permettant ainsi de former l'ensemble des agents du petit-Caran, du service éducatif et du département de l'Action culturelle et éducative (musée).

18 plans de prévention ont été réalisés. Ceux-ci concernaient des travaux sur le site, mais également les expositions temporaires du musée, un défilé de mode et un tournage de série.

En janvier 2024, les Archives nationales ont accueilli un exercice de présentation du savoir-faire de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris, dont le scénario était un départ de feu dans une des salles du service éducatif, avec propagation dans le musée des Archives nationales.

Cet exercice a une nouvelle fois permis de mettre en valeur le travail conjoint des pompiers de Paris et du SESU dans la gestion d'un sinistre sur un bâtiment monument historique.



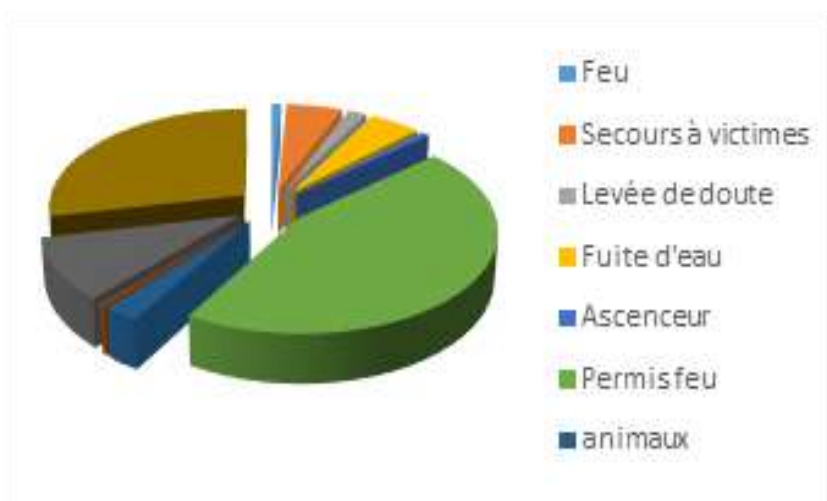
Exercice du
30 janvier 2024

SITE DE PIERREFITTE-SUR-SEINE

La sûreté est assurée par le service chargé de la sûreté des Archives nationales (5 agents), accompagné par une entreprise prestataire, la société ONET, qui assure le contrôle Vigipirate en journée, le contrôle d'accès des entreprises ou personnes extérieures, la surveillance vidéo (24h/24) et une surveillance par un maître-chien la nuit, les dimanches et jours fériés.

Le Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes des Archives nationales est effectué par la société Paname Sécurité depuis août 2023. Seize agents, intervenant 24 heures sur 24, ont pour mission d'assurer la sécurité des personnes, la protection des biens et du patrimoine.

En 2024 le service de sécurité incendie a réalisé 173 interventions, dont la répartition est la suivante :



Huit plans de prévention ont été produits concernant principalement les opérations de maintenance. Seul un plan de prévention a été établi pour des travaux dit « dangereux », avec l'intervention de réparations dans un poste transformateur électrique.

SITE DE FONTAINEBLEAU

Depuis la fin des opérations de déménagement d'archives et la fermeture du site aux agents en août 2022, la surveillance du site de Fontainebleau est réalisée par un maître-chien de la société Onet 24h sur 24. En plus des rondes générales de surveillance, qui représentent plus de 1000 rondes annuelles

de jour comme de nuit, l'agent réalise des opérations diverses comme l'accompagnement de techniciens ou la mise en sécurité du site lors des chutes de branches d'arbre. En 2024, les archives amiantées contenues dans le Peigne ont été extraites (1 300 ml) et, à l'exception de 430 ml rendus au ministère de la Justice pour y être stockés en attendant leur traitement, elles ont été détruites comme déchets amiantés.

SYSTÈMES D'INFORMATION

SYSTÈME D'INFORMATION ARCHIVISTIQUE

Le Système d'information archivistique (SIA) faisait l'objet d'un marché public de tierce maintenance applicative arrivé à échéance en décembre 2024. Pour éviter toute rupture d'activité sur cette application cruciale pour l'activité des Archives nationales, une consultation a été lancée dès le printemps 2024. Elle a abouti à la mise en œuvre d'un nouveau marché public à compter de décembre 2024,

avec pour objectif principal une réévaluation approfondie de l'organisation du travail, des ressources allouées et des modalités de fonctionnement.

Par ailleurs, six versions du SIA ont été déployées en production en 2024. L'année a été marquée principalement par des actions de résorption de la dette technique et la mise en service de fonctionnalités majeures dans les modules de Gestion et du Numérique.

Version	Date de mise en production	Contenu
3.16.4	19/02/2024	[Gestion, documentaire, numérique] Corrections d'anomalies [Numérique] Évolutions
3.16.6	04/03/2024	[Numérique] Correction d'anomalies techniques et mise à jour de sécurité, corrections d'anomalies mineures
3.16.7	23/04/2024	[Numérique, SLV] Correction d'anomalies techniques et mise à jour de sécurité, corrections d'anomalies
3.17.4	24/09/2024	[Montée de version JAVA] Traitement de la dette technique [Gestion, numérique] Corrections d'anomalies
3.18.2	18/11/2024	[Gestion, numérique] Corrections d'anomalies et évolutions
3.18.3	10/12/2024	[Gestion, numérique] Corrections d'anomalies techniques

ASSISTANCE AUX UTILISATEURS, PROJETS TECHNIQUES

En 2024, un ensemble d'opérations techniques a été réalisé sur les sites de Pierrefitte-sur-Seine et de Paris. Les correspondants informatiques ont déployé une centaine de nouveaux copieurs et imprimantes, mis en service un réseau Wifi, ainsi que la visioconférence au sein de plusieurs salles de réunion. Durant la période estivale, les équipes techniques du département du système d'information

ont géré une soixantaine de déménagements nécessitant, au total, la réinstallation et le remplacement de plus d'une centaine d'ordinateurs et équipements associés. D'autres déménagements ponctuels tels que celui des modulaires sur le site de Paris, incluant le transfert de l'atelier photo au Caran, se sont déroulés au dernier trimestre. Il convient également de mentionner le lancement de la migration de la messagerie en fin d'année, pilotée par le Snum de la Culture, dont la finalisation est prévue pour le début de l'année 2025.

ANNEXES

EXPOSITIONS

LA LOI SUR L'IVG 1974 - LE DISCOURS DE SIMONE VEIL

8 MARS - 2 SEPTEMBRE 2024

[Communiqué de presse](#)

[Dossier de presse](#)

SACRILÈGE ! L'ÉTAT, LES RELIGIONS ET LE SACRÉ

20 MARS - 1^{ER} JUILLET 2024

[Communiqué de presse](#)

[Dossier de presse](#)

1887. LA TOUR EIFFEL. LA CONVENTION DE CONSTRUCTION

18 SEPTEMBRE 2024 - 6 JANVIER 2025

[Communiqué de presse](#)

[Dossier de presse](#)

MADE IN FRANCE, UNE HISTOIRE DU TEXTILE

16 OCTOBRE 2024 - 27 JANVIER 2025

[Communiqué de presse](#)

[Dossier de presse](#)

COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE

COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE ORGANISÉS OU COORGANISÉS PAR LES ARCHIVES NATIONALES

25 MAI

Rencontre des contributeurs Girophares

Journée organisée à l'occasion du premier anniversaire de l'ouverture de la plate-forme.

Archives nationales-Paris

27-29 MAI

Colloque e-NDP. Corpus numériques pour l'histoire de Notre-Dame de Paris

Colloque conclusif du séminaire de l'ANR e-ndp, Notre-Dame de Paris et son cloître (2023-2024).

Bibliothèque nationale de France-site François-Mitterrand, Archives nationales-Paris et Institut de France

30 MAI

Atelier sur les archives du sport

Atelier organisé par les Archives nationales à l'occasion de l'inauguration de l'exposition *À vos marques... Prêts ? Cherchez ! Les archives du sport aux Archives nationales* (30 mai-2 décembre 2024), en présence des commissaires scientifiques et des historiens qui ont contribué aux panneaux de l'exposition.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

30 MAI

Au risque des archives : les loges maçonniques face à la répression des « sociétés secrètes »

Journée d'étude de clôture du projet STACEI [Saisir et transmettre les archives courantes des ennemis idéologiques : le cas des "Sociétés secrètes" en France et en Espagne de 1940 à nos jours], soutenu par le Labex Les passés dans le présent, organisée en partenariat entre les Archives nationales et la BnF.

Grand Orient de France (Paris)

7 JUIN

Urbanité et consensus religieux (XIII^e-XVI^e siècle), espaces septentrional et méridional « français »

Journée d'étude organisée conjointement par l'IRHT, le Lamop (université Paris 1-UMR 8589), le CRIHAM (UR 15507-université de Limoges) et le GRHis (UR 3831), en partenariat avec les Archives nationales, concluant le cycle du séminaire « Paris au Moyen Âge : Paris et les bonnes villes » (2022-2024).

Archives nationales-Paris

18 ET 19 JUIN

Perdre, conserver, retrouver la nationalité de l'ancienne puissance coloniale. Perspectives comparatives des années 1945 à nos jours

Colloque organisé conjointement par les Archives nationales, l'Institut national d'études démographiques [INED], le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales et l'Institut convergences migrations, dans le cadre du projet ANR Natio2.

Campus Condorcet et

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

3 ET 11 OCTOBRE

Paul Touvier, histoire d'un procès, procès pour l'Histoire

Colloque organisé en partenariat avec le ministère de la Justice (département des archives, de la documentation et du patrimoine), la cour d'appel de Versailles, le ministère de la Culture (service interministériel des Archives de France), les Archives nationales et les Archives départementales des Yvelines.

Archives nationales-Paris et Tribunal judiciaire de Versailles

21-22 OCTOBRE

Gratia Dei Regina. Actes écrits et mécénat des femmes de pouvoir (XIII^e-XVI^e siècle)

Colloque international organisé par les Archives nationales, l'université Sorbonne-Paris-Nord et l'université de Lisbonne.

Université Sorbonne-Paris-Nord (Campus Condorcet) et Archives nationales-Paris

9 DÉCEMBRE

L'interdiction de la presse en langue étrangère en France au prisme des archives de la Sûreté générale (1880-1940)

Demi-journée d'étude organisée par les Archives, le réseau Transfopress et l'université Paris 8.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

13 DÉCEMBRE

François Mitterrand, 1988-1991. Évolutions et événements politiques

Colloque organisé par l'Institut François Mitterrand en partenariat avec les Archives nationales.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDE AUXQUELS LES ARCHIVES NATIONALES ONT APPORTÉ LEUR SOUTIEN OU LEUR PARTICIPATION

12 MARS

Manifester la mémoire du génocide des Tutsi au Rwanda

Colloque à l'occasion de la commémoration des trente ans du génocide, co-organisé avec l'Université catholique de Lille.

Université Catholique de Lille

15 MARS

La gestion et la valorisation des archives muséales : apport du réseau et nouveaux enjeux

Journée d'étude organisée par le réseau « Archives en musée », où est intervenu un agent des Archives nationales sur « Les archives des enquêtes de terrain supervisées par le MNATP, support pour de nouvelles recherches et valorisations ».

Paris, musée de Arts décoratifs

22 AVRIL

Histoire du marché de l'art

Journée d'étude organisée par l'Institut national d'histoire de l'art, où sont intervenus des agents des Archives nationales.

23 AVRIL

Records in Contexts – and now? Informal exchange on the implementation of RiC

Atelier organisé par le KLA Committee on Information Systems (AFIS), à Landesarchiv Berlin et en distanciel, au cours duquel est intervenu le Lab des Archives nationales.

24 AVRIL

Archives sensibles : une approche différente de l'histoire contemporaine

Journée doctorante du Centre d'histoire du XIX^e siècle (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Sorbonne Université) avec la participation d'un agent des Archives nationales.

24-26 AVRIL

L'écologisation de la vie politique depuis les années 1960 (France-Europe). Acteurs et actrices, débats, résistances

Colloque international destiné à revenir sur l'histoire de l'écologie politique en France depuis son émergence dans les années 1960 jusqu'à nos jours, au cours duquel est intervenu un agent des Archives nationales.

Orléans, hôtel Dupanloup

15 MAI

Les enjeux des Jeux. Pratiques sportives, patrimoine naturel et transition

12^e rencontres sur le patrimoine sportif organisées dans le cadre du projet « Territoire et patrimoine du sport » [TEPAS] coorganisé par la Maison méditerranéenne des sciences de l'Homme (Aix-Marseille université-CNRS) et la Maison des sciences de l'Homme et de la Société du Sud-Est (université Côte d'Azur-CNRS), où sont intervenus deux agents des Archives nationales.

Marseille, Archives départementales des Bouches-du-Rhône

15-17 MAI

HASTEC, 14 ans d'expérience collective de la recherche (2011-2024). Savoirs, techniques et croyances au prisme des humanités et des sciences sociales

Avec intervention d'un agent des Archives nationales sur « La prosopographie : objets et méthodes. Retour sur une décennie d'enquêtes (2012-2022) ».

Aubervilliers, Campus Condorcet

16-17 MAI

Les relations entre la France et les pays andins au XIX^e siècle. Regards croisés sur l'Autre

Colloque organisé par l'université de Clermont-Ferrand, où est intervenu un agent des Archives nationales avec la présentation du fonds Sartiges.

Clermont-Ferrand, Maison des sciences de l'Homme

17 MAI

Les relations franco-britanniques et l'Europe, de l'adhésion à la CEE au Brexit. Autour des archives Pompidou/Heath

Journée d'étude organisée par l'Institut Georges Pompidou dans le cadre du 50^e anniversaire du décès de Georges Pompidou, avec la participation d'un agent des Archives nationales (« *Preserving the Archives of French Presidents: the Example of Georges Pompidou* »).

Maison française d'Oxford

5 JUIN

La journée Jeunes chercheurs et chercheuses

Journée organisée par le réseau Particip/Arc, avec présentation de la plateforme Girophares.

Aix-Marseille Université

14 JUIN

Femmes, matrimoine et révolution : une nouvelle perspective

Colloque international organisé par la Commission internationale d'histoire de la Révolution française, avec l'intervention d'un agent des Archives nationales.

Grenoble, musée

1^{ER} OCTOBRE

Violences sexuelles et violences de genre au prisme de la médecine légale (époques moderne et contemporaine)

Journée d'étude organisée par le Labex Hastec et le Laboratoire Criham, avec le soutien des Archives nationales.

Archives nationales-Paris

2-4 OCTOBRE

Formes et figures de l'imprimé en Champagne du XV^e siècle à nos jours : du papier au graphisme

Journées d'étude organisées par l'université de Reims (laboratoire CRIMEL), Troyes Champagne Métropole (médiathèque Jacques-Chirac), l'École nationale des chartes (centre Jean-Mabillon, PSL), l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (centre Gabriel-Naudé, Villeurbanne), les Amis de la médiathèque de Troyes Champagne Métropole, avec le soutien du département de l'Aube, la direction des Affaires régionales du Grand Est et l'Agence nationale de la recherche, avec la participation d'un agent des Archives nationales.

Troyes, Archives départementales de l'Aube et médiathèque Jacques-Chirac

10-12 OCTOBRE

Lettres de concession d'armoiries : héraldique, enluminure, codicologie, archivistique, droit et art

Colloque international au cours duquel est intervenu un agent des Archives nationales.

Santarem (Portugal)

15 OCTOBRE

Enfants en justice, XIX^e-XX^e siècle

Journée d'étude organisée par le Cnases, avec le soutien des Archives nationales.

Archives nationales-Pierrefitte-sur-Seine

6-8 NOVEMBRE

Journées DHNord 2024 : prospective et nouvelles perspectives en humanités numériques

Journées organisées par l'université de Lille (campus SHS – Villeneuve d'Ascq), en association avec le Centre de recherche interuniversitaire sur les humanités numériques (CRIHN) de Montréal et le consortium Huma-Num pictorIA, avec l'intervention d'un agent des Archives nationales.

8 NOVEMBRE

Le livre à Rouen au XVI^e siècle

Journée d'étude organisée par l'École nationale des chartes-PSL (Centre Jean-Mabillon), l'université de Rouen (GRHis) et la Ville de Rouen (Bibliothèque municipale classée), en collaboration avec les Archives départementales de Seine-Maritime et le musée des Beaux-Arts de Rouen, avec l'intervention d'un agent de la bibliothèque des Archives nationales.

28-29 NOVEMBRE

Archives de l'archéologie : histoire, pluralité et nouvelles perspectives

Journées d'étude organisée par l'Institut national d'histoire de l'art, avec l'intervention de deux agents des Archives nationales.

Paris, Institut national d'histoire de l'art

4-6 DÉCEMBRE

Bruno Latour ou l'art d'assembler

Colloque organisé par SciencesPo, avec l'intervention de trois agents des Archives nationales.

Paris, SciencesPo

PRÊTS AUX EXPOSITIONS

En 2024, la mission des prêts a instruit 65 demandes de prêt pour des expositions extérieures : 42 pour des expositions inaugurées en 2024, 18 pour des expositions prévues en 2025, 1 pour une exposition prévue en 2026.

Au travers de ces dossiers, ce sont 316 documents qui ont été prêtés en 2024.

Les fonds les plus sollicités ont été ceux du DEATA grâce au prêt de 65 photographies du fonds RTM à la Ville de Saint-Gervais pour l'exposition *Façonner le monde. Visions d'ingénieurs photographes en montagne* et ceux du DECAS pour les expositions organisées par l'Université Rennes 2 (Archives graphiques de la recherche. De Jacques Bertin à Adrian Frutiger), le Musée des Beaux-Arts de Libourne (Elie Decazes. Une ascension libournaise au service de la France) et l'ENSBA (Traverses académiques).

La contribution à l'exposition Paris Révolution 1793-1794 organisée par le musée Carnavalet a permis de présenter des documents conservés dans l'Armoire de fer : la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et la Constitution de 1791, le carnet de Robespierre, le mètre étalon.

Parmi les pièces les plus remarquables prêtées, on peut également citer le registre du Conseil du Parlement de Paris avec le portrait de Jeanne d'Arc pour l'exposition organisée par le musée de Cluny (Le Renouveau des arts dans la France de Charles VII), la Lettre d'Oeldjaitou à Philippe Le Bel et aux autres princes chrétiens d'Europe (1305) pour l'exposition *How Mongols changed the world* présentée au Musée Chinggis Khaan en Mongolie, 8 registres médiévaux du Chapitre de Notre-Dame pour l'exposition sur la bibliothèque de Notre-Dame (Musée de Cluny).

65 dossiers ont été instruits en 2024 : 42 pour des expositions inaugurées en 2024, 18 pour des expositions prévues en 2025, 1 pour une exposition prévue en 2026 ; aucune demande de prêt n'a été refusée et 4 ont été annulées.

316 documents ont été prêtés en 2024.

Parmi les prêts notables, on peut citer :

- **65 documents** prêtés pour l'exposition *Façonner le monde. Visions d'ingénieurs photographes en montagne* (Saint-Gervais, mairie de Saint-Gervais)

- **33 documents** prêtés pour l'exposition *Traverses académiques* (Paris, ENSBA)

- **27 documents** prêtés pour l'exposition *Paris Révolution 1793-1794 : déplier l'an 2 de la Première République* (Paris, musée Carnavalet)

- **23 documents** prêtés pour l'exposition *Archives graphiques de la recherche. De Jacques Bertin à Adrian Frutiger* (Rennes, université Rennes 2)

- **22 documents** prêtés pour l'exposition *La naissance des grands magasins* (Paris, musée des Arts décoratifs)

- **17 documents** prêtés pour l'exposition *Résistantes ! France 1940-1944* (Paris, musée de l'Ordre de la Libération)

- **12 documents** prêtés pour l'exposition *La Loire et le sel, commerce et contrebande* (Châteauneuf-sur-Loire, musée de la Marine de Loire)

- **11 documents** prêtés pour l'exposition *Elie Decazes (1780-1860). Une ascension libournaise au service de la France : politique, art, industrie* (Libourne, musée des Beaux-Arts de Libourne)

- **10 documents** prêtés pour l'exposition *Trésors médiévaux de la Bibliothèque nationale de France et des Archives nationales* (Paris, musée de Cluny)

- **9 documents** prêtés pour l'exposition *Soieries impériales pour Versailles. Collections du Mobilier national* (Versailles, établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles)

- **8 documents** prêtés pour l'exposition *Les droits politiques des femmes* (Paris, Assemblée nationale)

- **7 documents** prêtés pour l'exposition *Le Renouveau des arts dans la France de Charles VII* (Paris, RMN-GP)

- **7 documents** prêtés pour l'exposition *Les chevaux du Roi. Les chevaux de Marly, chefs-d'œuvre de l'art équestre* (Marly-le-Roi, musée du Domaine royal de Marly)

- **5 documents** prêtés pour l'exposition *Paris brûle-t-il ?* (Paris, musée du Général Leclerc et de la Libération de Paris – musée Jean Moulin)

- **5 documents** prêtés pour l'exposition *Vichy l'Internationale* (Vichy, mairie de Vichy)
- **5 documents** prêtés pour l'exposition *Restitution et don de deux tableaux spoliés à la famille Javal* (Paris, musée du Louvre)
- **5 documents** prêtés pour l'exposition *Sport et culture aux JO de 1968 : l'œuvre de Jean Dewasne (1921-1999) pour le Stade de Glace* (Paris, musée de l'Armée)
- **4 documents** prêtés pour l'exposition *Théodore Rousseau. La révélation de la nature* (Paris, musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris)
- **4 documents** prêtés pour l'exposition *Le sceptre et la quenouille, être femme entre le Moyen Âge et la Renaissance (XV^e-XVI^e s.)* (Tours, musée des Beaux-Arts)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *L'Alsace et Wurtemberg : 700 ans d'histoire commune* (Stuttgart, Hauptstaatsarchiv Stuttgart)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Cathares : Toulouse dans la croisade* (Toulouse, musée Saint-Raymond)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Cheval en majesté, au cœur d'une civilisation* (Versailles, établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *L'Alsace et le Wurtemberg, 700 ans d'histoire commune* (Riquewihr, ville de Riquewihr)
- **3 documents** prêtés pour l'exposition *Aux sources de la psychiatrie, la Maison de Charenton 1641-1920* (Créteil, Archives départementales du Val-de-Marne)
- **2 documents** prêtés pour l'exposition *Objets de présidents* (Sarran, musée du Président Jacques Chirac)
- **2 documents** prêtés pour l'exposition *Olympisme : Une histoire du monde* (Paris, musée national de l'Histoire de l'immigration)
- **2 documents** prêtés pour l'exposition *De Pierre et d'Eau, histoire de la fontaine des Innocents* (Paris, musée Carnavalet)
- **2 documents** prêtés pour l'exposition *Les grands magasins* (Paris, Cité de l'architecture et du patrimoine)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Demain est annulé – De l'art et des regards sur la sobriété* (Paris, Fondation groupe EDF)
- **1 document** prêté pour l'exposition *De la plume à la presse : de l'influence de Sorbon, Hachette et Verlaine en Pays Rethélois* (Rethel, Agora Médiathèque-musée du Pays rethélois)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Chevaliers de la Toison d'Or : Un mythe brillant révélé* (Malines, Museum Hof van Busleyden)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Cluny : Les abbés du roi – Les abbés commendataires de l'abbaye de Cluny, 1456-1790* (Cluny, musée d'Art et d'Archéologie)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Léonard de Vinci et les parfums de la Renaissance* (Amboise, château du Clos Lucé)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Femini'isula* (Corte, musée de la Corse)
- **1 document** prêté pour l'exposition *How Mongols changed the world* (Oulan-Bator, Chinggis Khaan National Museum)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Judith : une princesse carolingienne à Gand ?* (Gand, Historische Huizen Gent)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Le prince Victor, donateur de la maison Bonaparte* (Ajaccio, musée national des châteaux de Malmaison et Bois-Préau)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Extravagante Renaissance : Geoffroy Dumontier, de Rouen à Fontainebleau* (Rouen, Archives départementales de Seine-Maritime)
- **1 document** prêté pour l'exposition *À cheval : le portrait équestre dans la France de la Renaissance* (Écouen, musée national de la Renaissance)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Demain est annulé* (Clermont-Ferrand, ville de Clermont-Ferrand)
- **1 document** prêté pour l'exposition *Gros et Girodet* (Montargis, agglomération montargoise)

Parmi les pièces les plus remarquables prêtées, citons des documents de l'Armoire de fer prêtés pour l'exposition *Paris Révolution 1793-1794 : déplier l'an 2 de la Première République* (musée Carnavalet) ; le registre du Conseil du Parlement de Paris avec le Portrait de Jeanne d'Arc (*Le Renouveau des arts dans la France de Charles VII*, musée de Cluny) ; deux Plâtres d'Augustin Pajou appartenant au décor de l'Hôtel de la Chancellerie d'Orléans (*De Pierre et d'Eau, histoire de la fontaine des Innocents*, musée Carnavalet) ; une lettre d'Oeldjaitou à Philippe Le Bel et aux autres princes chrétiens d'Europe, pour renouveler l'alliance de ses prédécesseurs, datée de juin 1305 (musée Chinggis Khaan National Museum, Mongolie) ; 8 registres médiévaux du Chapitre de Notre-Dame (*Feuilleter Notre-Dame, chefs d'œuvres de la bibliothèque médiévale*, musée de Cluny) ; 65 photographies

du services de Restauration des terrains de montagne RTM (*Façonner le monde. Visions d'ingénieurs photographes en montagne*, Ville de Saint-Gervais).

Sur les 316 documents et objets prêtés en 2024, 85 (26,9 %) relèvent du département de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Agriculture (DEATA), 81 (25,6 %) du département de l'Éducation, de la Culture et des Affaires sociales (DECAS), 49 (15,5 %) du département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime (DMAAR), 32 (10,1 %) du département de l'Exécutif et du Législatif (DEL), 23 (7,3 %) du Musée, 21 (6,6 %) du département de la Justice et de l'Intérieur (DJI), 20 (6,3 %) du département des archives privées (DAP), 3 (0,9 %) du département du Minutier central des notaires de Paris (DMC) et 2 (0,6 %) de la Bibliothèque historique (BH).

